Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8570500
Centre d'intérêt: 170

Roy, Gilles.

Formation comme support au développement régional : rapport aux promoteurs de ce dossier, CEGEP de Rimouski, CEGEP de Rivière-du-loup, CSR du Grand-Portage, CSR du Bas Ssint-Laurent, CSR de la Vallée de la Matapédia / Gilles Roy. -- Rimouski : Collège de Rimouski, Service d'éducation permanente, 1981.
124, [45] p. ; 28 cm.

Notes (part. bibliogr.) au bas des p.

Descripteur(s): *Développement régional *Formation professionnelle *Evaluation de services *Service de l'éducation des adultes *Education des adultes

Identificateur(s) de nom: *Bureau d'aménagement de l'est du Québec *France

Le document est le résultat d'une recherche confiée à l'auteur, à l'automne 1980, pour alimenter une action de concertation entre les commissions scolaires régionales du Grand-Portage et du Bas St-Laurent et les cégeps de Rivière-du-Loup et de Rimouski sur le thème: "La formation comme support au développement régional". Il s'agit d'un dossier qui regroupe certaines données autour du thème général de la formation et du développement régional.

Le premier texte précise ce qu'est la notion de développement. Suit une rétrospective des principaux événements qui ont marqué l'évolution de l'Est du Québec, et surtout de son milieu rural, depuis le BAEQ. Ce chapitre donne une idée des transformations socio-économiques qu'a vécues la région et du cheminement de sa population. Le troisième chapitre apporte certaines nuances et précise la problématique du développement régional. Le chapitre suivant explique, dans sa première partie, le cadre d'analyse retenu pour l'étude des expériences de formation jugées significatives, le choix des cibles et la méthode de travail retenue. La deuxième partie présente sous forme de grilles le bilan-évaluation des expériences-cibles retenues, notamment du JAL (Gaspésie) et des expériences menées dans les régions de la Loire et de l'Ardèche en France.

L'auteur présente en guise de conclusion quelques commentaires et suggestions pour les services de l'éducation des adultes. Il recommande l'implication la plus large possible des groupes ou collectivités dans le diagnostic des besoins, l'élaboration des objectifs et la définition des contenus. Il suggère qu'il y ait une évaluation de la formation en cours de route et en fin de parcours, et qu'on prévoie les suivis à donner à la formation réalisée. L'encadrement de ces suivis aura à jouer un rôle fondamental.

Type de document: r

EDUQ 8570500

FORMATION
COMME SUPPORT AU
DEVELOPPEMENT REGIONAL

RAPPORT AUX PROMOTEURS DE CE DOSSIER:

- CEGEP de Rimouski
- CEGEP de Rivière-du-Loup
- CSR du Grand-Portage
- CSR du Bas Saint-Laurent
- CSR de la Vallée de la Matapédia

Gilles Roy, conseiller pédagogique
Service d'Education Permanente
CEGEP de RIMOUSKI
Juin 1981

EDUQ 8570500

FORMATION
COMME SUPPORT AU
DEVELOPPEMENT REGIONAL

RAPPORT AUX PROMOTEURS DE CE DOSSIER:

- CEGEP de Rimouski
- CEGEP de Rivière-du-Loup
- CSR du Grand-Portage
- CSR du Bas Saint-Laurent
- CSR de la Vallée de la Matapédia

Gilles Roy, conseiller pédagogique
Service d'Education Permanente
CEGEP de RIMOUSKI
Juin 1981

TABLE DES MATIERES

- La Formation comme support au développement régional. Présentation. 1

- CHAPITRE I: Notion de développement 7

- CHAPITRE II: Le développement régional depuis le B.A.E.Q. et les organismes à l'oeuvre actuellement 13

- CHAPITRE III: Problématique du développement régional 28

1. Notion de développement

1.1 Développement en milieu rural et en milieu urbain . . . 29

1.2 Notion de développement et esprit d'entreprise 30

2. Historique chronologique des événements 32

Encart synthèse 35

- CHAPITRE IV: Bilan-évaluation des actions de formation liées au développement régional depuis le B.A.E.Q. 44

1. Présentation

1.1 La formation dans ce contexte du développement régional . . .

1.2 Cadre d'analyse 46

1.2.1 Palier opérationnel 47

1.2.2 Palier sociologique 47

1.3 Choix des cibles 48

1.4 Méthode de travail 49

Cadre d'analyse 52

2. Bilan-Evaluation 55

2.1 Le J.A.L. 55

2.11 "Opération Janvier 1973 - Opération sensibilisation" 55

2.111 Palier opérationnel 55

2.112 Palier sociologique 65

2.12 Formation professionnelle 76
2.121 Sylviculture 76
2.122 Pommes de terre de semence 78
2.123 Erablière 80
2.13 Formation politique 82

- GRILLES: - J.A.L. 85
- S.E.R.N. 88
- S.E.R.V. 91
- C.A.R.T. 94
- LOIRE 97
- LOIRE: CIPL et IAEE 100
- ARDECHE - CEFRA 103

- En CONCLUSION: commentaires et suggestions 109

1. . A partir des grilles diverses sur les formations 111

1.1 Diagnostic des besoins, élaboration des objectifs et des contenus 111

1.2 Personnes-ressources, clientèle, déroulement et encadrement pédagogique 114

1.3 Evaluation - Suivis - Encadrement des suivis 115

1.4 Impact sur l'institution, sur le milieu et retombées à long terme 116

2. Considérations diverses 118

2.1 Formation professionnelle, formation de sensibilisation, formation politique 118

2.2 Développement régional et PME 120

2.3 Contact avec l'Estrie: Fer de Lance 121

ANNEXES:

I: La formation comme support au développement régional. Document de base.

II: Session des conseillers pédagogiques du 8 avril 1981.

III: Rapport de mission d'Eveline Miroglic - Sabot.

IV: Rapport d'une équipe de l'Opération Janvier 73 dans le J.A.L.

V: Liste des formations données dans le J.A.L. préparée par l'INTER-PRIF.

VI: Lettre et commentaires sur le rapport de mission de Gilles Roy en Loire et Ardèche, par Maurice Aliefresde, directeur du CEFRA, Un. de Lyon II.

LA FORMATION COMME SUPPORT AU DEVELOPPEMENT REGIONAL

PRESENTATION:

Ce présent document constitue le rapport du travail de recherche et de réflexion qu'on m'a confié à l'automne 1980 pour alimenter une action de concertation entre les Commissions Scolaires Régionales du Grand-Portage et du Bas St-Laurent et les CEGEPS de Rivière-du-Loup et de Rimouski sur le thème: "La formation comme support au développement régional." En cours de projet, s'est jointe aux quatre institutions des débuts la Commission Scolaire Régionale de la Vallée.

L'allure de la démarche proposée et réalisée depuis un an donnera à ce dossier la forme d'un compte-rendu d'une recherche-action plus que d'un rapport exhaustif d'une recherche fondamentale. Ce qui sera perdu en précisions techniques et théoriques sera, je l'espère, largement compensé par l'apport plus dynamique et plus réaliste des responsables locaux du dossier et des intervenants du milieu de l'Education des Adultes et du développement régional.

Par ailleurs, si les conclusions du présent document semblent tomber plus ou moins abruptement, c'est que la démarche elle-même n'a pu être menée à terme tel que prévu. Le processus enclenché devait avoir des suites et il est à souhaiter qu'il en ait, compte tenu de la pertinence de l'action de concertation amorcée et du thème particulier choisi.

Dans un premier temps, pour parler le même langage, il semblait important de s'entendre sur une définition commune de la notion de développement. S'il était souhaité de faire le point ensemble sur le rôle des institutions de formation dans le domaine pour ensuite y intervenir ensemble de la manière la plus valable possible, il était tout à fait logique de se donner un point de départ commun ou, du moins, une plateforme sur laquelle il pouvait y avoir un minimum de consensus. D'où ce premier document de travail intitulé: "Notion de développement."

...2

Pour bien camper la problématique du développement régional chez nous, une rétrospective chronologique des principaux événements qui ont marqué le domaine s'imposait ensuite.

Cet enlignement des faits significatifs permet de voir surgir à tour de rôle les principaux acteurs dans ce champ d'activité au plan régional et d'identifier, du même coup, les rapports de force entre les différents niveaux d'intervenants. Cette photographie factuelle de la réalité permet de comprendre l'évolution récente du contexte et explique, en partie, la situation concrète actuelle. C'est le chapitre intitulé: "Le développement régional depuis le B.A.E.Q. et les organismes à l'oeuvre actuellement."

Après ces premières balises trop schématiques, la partie suivante tente d'apporter les nuances nécessaires; les considérations qui en découlent veulent poser le plus clairement possible toute la Problématique du développement régional avant de questionner le rôle des institutions de formation à l'intérieur de cette aventure.

L'encart de huit pages placé après ce chapitre III est la reproduction des acétates utilisés lors d'une session intensive de réflexion réunissant, en provenance des cinq institutions de formation, les conseillers pédagogiques des Services d'Education des Adultes impliqués sur des dossiers liés de près au développement régional. Les participants avaient, en principe, pris connaissance des chapitres I et II de ce rapport. Le chapitre III constitua l'essentiel de la communication qui servit d'amorce à la réflexion et au travail en ateliers de la journée. Les acétates visualisèrent la synthèse de la problématique du développement régional et facilitèrent la compréhension de l'état du présent dossier et des attentes qu'on fondait sur la participation des principaux intervenants des Services d'Education des Adultes des diverses institutions. On trouvera en annexe le programme de cette session et le compte-rendu de l'échange en ateliers.

...3

Les objectifs de cette journée intense de réflexion tels qu'établis par l'équipe de travail composé des responsables des Services d'Education des Adultes étaient les suivants:

1. Impliquer les conseillers pédagogiques dans la démarche et le dossier: "Formation comme support au développement régional."

2. Elargir la concertation, des responsables aux équipes des Services d'Education des Adultes.

3. Echanger:
   - sur les orientations possibles d'une action commune des Services d'Education des Adultes et de leur équipe.
   - sur l'implication complémentaire et concertée des Services d'Education des Adultes et de leur équipe dans le développement régional, l'organisation communautaire et l'action auprès des chômeurs.

4. Amorcer un développement pédagogique collectif sur le développement régional entre les cinq institutions.

L'intérêt de tous les participants à une première rencontre du genre se révéla très grand et la volonté de poursuivre une démarche de concertation sur le thème en question ressortit clairement. Le projet pédagogique collectif reste à bâtir. Il était trop tôt et la session trop courte pour progresser vraiment sur un sujet aussi complexe.

Le chapitre "Bilan-évaluation des actions de formation" explique, dans sa première partie, le cadre d'analyse retenu pour l'étude des expériences de formation jugées significatives, le choix des cibles et la méthode de travail prévue.

La deuxième partie présentera le bilan-évaluation proprement dit des expériences-cibles retenues dans leurs volets de formation les plus significatifs.

...4

Le J.A.L. sera mis en évidence à cause du fait que la formation y a pris une place très importante et y a eu un impact très grand mais du fait aussi que ma connaissance personnelle de cette expérience est plus profonde.

La présentation des démarches de formation du J.A.L. suivra d'assez près le cadre d'analyse proposé. La synthèse en sera ensuite ramassée dans une grille qui retient les principaux éléments du cadre d'analyse et qui facilite les points de comparaison d'une expérience à l'autre et la mise en évidence des aspects les plus forts comme des aspects les plus faibles de chaque intervention de formation.

L'idée d'une grille qui ramasse l'information pertinente et en facilite l'utilisation surgit au moment de la préparation de la session pour les conseillers pédagogiques du 8 avril 1981. Elle devait servir d'outil dans la préparation d'un projet pédagogique collectif lié au développement régional à proposer au milieu et aux organismes socio-économiques du territoire. Le travail reste à faire, comme on l'a vu. Mais l'outil imaginé à ce moment s'est révélé la manière la plus valable de présenter les initiatives de formation pour en mettre en évidence les éléments à privilégier ou à améliorer dans le cadre d'un projet original d'intervention des institutions de formation dans le développement régional. D'où l'utilisation qui en est faite par la suite pour l'analyse des diverses initiatives de formation retenues.

Parmi ces initiatives de formation présentées à l'aide de la grille, on trouvera les expériences de la Loire et de l'Ardèche menées d'une part par les institutions regroupées dans l'ACOFREL (Association pour la coordination des formations pour le redéploiement économique de la Loire) et d'autre part par le CEFRA (Centre d'études et de formations rurales appliquées). Le présent dossier comportait en effet un volet d'échange de la région avec les départements français de la Loire et de l'Ardèche pour

...5

faciliter l'analyse des actions de formation reliées au développement régional réalisées chez nous "en les confrontant à des expériences similaires menées à l'extérieur."

Ce volet d'échange comporta d'abord la visite d'une stagiaire de la Loire dans la région, Mme Evelyne Sabot du CIPL (Centre Interprofessionnel de Promotion de la Loire), à l'automne 1980 (fin de septembre et début d'octobre; rapport en annexe). En novembre 1980, un délégué des institutions de formation du milieu réalisait une mission exploratoire dans la Loire et l'Ardèche en compagnie d'un représentant de l'Estrie, région jumelée avec le Bas du Fleuve sur cette partie du dossier "Formation comme support au développement régional." Un rapport élaboré sur cette mission a été produit en décembre 80 et des parallèles intéressants et constructifs peuvent en ressortir pour l'inspiration d'orientations nouvelles à donner aux interventions de formation dans le développement régional.

Ces considérations situent l'ensemble des grilles d'analyse des diverses expériences que l'on retrouve dans le chapitre "Bilan-évaluation des actions de formation". L'aspect critique de ces expériences pourrait être poussé beaucoup plus loin si le dossier, dans son ensemble, avait des suites. Malgré tout, quelques commentaires pertinents peuvent en découler. Le dernier bref chapitre essaiera d'en faire une liste que les premiers intéressés des Services d'Education des Adultes utiliseront s'ils les jugent opportuns mais qu'ils pourront surtout, avec leur équipe, enrichir et compléter à leur guise pour le plus grand profit des services offerts à la population et du milieu lui-même.

Ce travail devait se poursuivre à l'automne. La session du 8 avril dernier suppose un suivi de concertation entre Services d'Education des Adultes et une démarche intense de réflexion pour l'élaboration du projet pédagogique collectif mis à l'ordre du

...6

jour à ce moment et désiré par tous comme réponse adéquate aux besoins du milieu dans le secteur du développement régional.

L'élaboration du projet collectif devrait s'accompagner d'une concertation avec les organismes socio-économiques de la région et déboucher sur un colloque régional sur le thème: "Formation et développement régional."

En préparation de ce colloque, un questionnaire-enquête pourrait permettre de rejoindre tous les organismes autres que ceux retenus comme cibles dans la présente étude et compléter l'information sur la place de la formation dans le développement régional et sur la pertinence et la nature d'une présence renouvelée et plus dynamique des institutions de formation dans le domaine.

Nous y reviendrons en conclusion...

03.06.81

CHAPITRE I

NOTION DE DEVELOPPEMENT

NOTION DE DEVELOPPEMENT

La notion de développement est d'origine relativement récente. On a d'abord envisagé cette réalité en termes économiques mais on l'aborde aujourd'hui dans une perspective plus large et plus complète.

François Perroux définit le développement comme " la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ". 1

Le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.) utilisera à peu près la même formule :

> " Le développement est l'ensemble cohérent des transformations dans les structures économiques, administratives, politiques, sociales et psychologiques qui permet l'apparition de la croissance et sa prolongation dans le temps. " 2

Aujourd'hui, on ne peut parler de développement sans parler de valorisation du milieu, d'utilisation optimale de ses ressources par une conscientisation et une implication la plus large possible de ses habitants. Il ne peut être question de développement sans qu'il ne soit question de valorisation de l'individu et de la collectivité par la prise en charge véritable de la construction de leur propre milieu.

---

1. F. PERROUX. L'économie du XXe siècle, P.U.F., 1961, p. 155.
2. B.A.E.Q.. Plan de développement, Cahier No. 1. Les grands objectifs du plan, juin 1966, p. 10.

Il y a là une dynamique de l'action de l'homme sur le milieu et de l'action du milieu sur l'homme que l'on juge essentielle et inséparable dans une authentique action de développement.

Le développement signifie ainsi la volonté d'une collectivité de prendre en main son milieu, d'intervenir sur son devenir et sur toutes ses étapes, d'agir dans les mécanismes sociaux, politiques et économiques qui en conditionnent le plein épanouissement.

En définitive, c'est un choix de société qu'on s'engage à faire en s'embarquant dans le développement et c'est la volonté de se donner les moyens de sa concrétisation que l'on signifie clairement.

Cette vision du développement laisse supposer que toute action émanant de l'extérieur et qui ne rejoint pas le vouloir-vivre fondamental de la population a toutes les chances d'aboutir à un échec ou de mener à un nouvel esclavage ou à une dépendance fort peu valorisante du milieu. Elle signifie aussi que les vrais moteurs du développement se situent dans le milieu. Elle met donc l'accent sur la dimension " endogène " du processus et son importance mais sans nécessairement nier la place et la valeur de l'apport des agents extérieurs qui ont un rôle à jouer, une contribution à fournir, comme service au milieu, au niveau de la planification régionale ou nationale autant qu'au niveau de la distribution équitable des assistances techniques et financières.

Ces premières considérations nous amènent aux précisions suivantes.

Le développement ne signifie pas uniquement la pleine utilisation des ressources biophysiques. Si la notion de développement ne restait pas plus compromettante, on pourrait alors affirmer que la multinationale ITT est, dans notre société québécoise, un élément dynamique de développement.

Le développement signifie principalement le " plein emploi " des hommes, de toutes leurs ressources de créativité, d'imagination et de responsabilité. Il mise sur une authentique participation du milieu

qui rend la population responsable activement des finalités sociales, qui lui fournit la possibilité de choisir ses objectifs et les moyens pour les réaliser. La population est alors présente à l'étude de ses propres problèmes, à l'élaboration des hypothèses de solution, aux choix à faire, aux décisions à prendre, aux étapes de réalisation des objectifs fixés collectivement, à la gestion et à l'administration des entreprises mises sur pied pour l'exploitation des ressources du milieu dans la perspective du mieux-être de l'ensemble.

Dans ce sens, Léon Dion affirme :

> " Les programmes gouvernementaux n'ont de chance d'aboutir que s'ils coincident avec les vues des groupes impliqués, et cette coincidence suppose que ces groupes ont été impliqués dans tout le processus de décision, depuis les débuts de la conception du projet jusqu'à son exécution. Il faut viser à ce qu'un programme donné soit véritablement la " chose " de la population concernée et non une trouvaille de bureaucrates. "

Le développement mise donc sur la ressource humaine non pas seulement comme " facteur de production " ou comme rouage essentiel au bon fonctionnement de la machine capitaliste centrée sur l'unique préoccupation du profit, mais comme finalité.

René Passet affirme même :

> " L'épanouissement de l'homme peut être assimilé au développement lui-même. " 1

Le développement signifie régénération des individus, des communautés, par et pour la valorisation des ressources du milieu en vue du mieux-être collectif; c'est la prise en charge par l'homme et la collectivité de leur environnement pour leur propre épanouissement.

---

1. PASSET, René. Politiques de développement. Economie politique, Dalloz, 1969.

Une telle intervention ne va pas sans difficultés. La réappropriation par une population des décisions concernant son devenir et la satisfaction des besoins de la collectivité ne se fait pas du jour au lendemain. P. Casse rappelle brutalement pourquoi dans le numéro de juillet 1974 de la revue Service Social dans le Monde :

> " Les populations (des sociétés aussi bien traditionnelles que modernes) dans leur ensemble ont perdu l'habitude de participer à l'élaboration de leur destin. Il est bien vrai que d'une façon plus ou moins pernicieuse selon les sociétés, les populations ont été acculées à subir des choix qui n'étaient pas les leurs, des programmes de développement qui ne les prenaient en considération que dans la mesure où elles constituaient une " ressource ", une variable parmi d'autres. "

C'est vrai aussi chez nous. Léon Dion le précise en ces termes :

> " Jusqu'à ces dernières années, c'était le paternalisme des dirigeants et des élites qui, avant tout, déterminait les formes de la conscience populaire. Crédulité, servilité, dépendance - mais également confiance, stabilité, sécurité - telles étaient les caractéristiques fondamentales de cette conscience. "

L'apathie et le retrait de toute forme d'engagement collectif sont encore des maladies du milieu dures à vaincre. Notre système social, notre société a marginalisé les populations, n'a jamais développé chez elles, ou si peu, " l'habitude de participer à l'élaboration de leur destin ". Renverser la vapeur ne se fait pas spontanément et requiert un investissement continu " tout orienté vers les populations ". L'action d'éducation à mener dans le milieu demeure donc de première importance encore, même si les efforts déployés dans ce sens depuis le B.A.E.Q. ont été considérables.

[redacted]

la formation constante des individus et des groupes. Et cette formation, à mon sens, devrait comporter au moins trois dimensions importantes :

- un premier volet que j'appellerais de sensibilisation visant à redonner aux individus et aux collectivités la confiance en eux-mêmes, la perception plus claire de la situation de leur milieu et la volonté d'intervenir dans la définition des choix sociétaux et dans l'ensemble des mécanismes qui en conditionnent la réalisation.

- un deuxième volet qui devrait contribuer au développement des connaissances professionnelles et techniques greffées sur des projets précis et orientées vers la mise en place, le soutien et l'encadrement de cellules de créativité et d'entrepreneurship

- un troisième volet de politisation qui devrait permettre l'identification des enjeux en cause dans chacune des interventions de développement, qui devrait en faire saisir les liens avec les dimensions régionales, provinciales, nationales et même internationales et qui permettrait la localisation des contributions possibles en provenance de l'extérieur et des collaborations valables avec d'autres milieux ou d'autres niveaux d'intervention.

Ces pistes me semblent importantes. Elles sont évidemment à étoffer, à compléter, à nuancer peut-être ... Elles aideront, je l'espère, à préciser l'orientation du dossier " Formation comme support au développement régional ".

Gilles Roy

GR/fb.

Gilles Roy,
Conseiller pédagogique,
Education Permanente,
CEGEP de Rimouski.

04.09.80

CHAPITRE II

LE DEVELOPPEMENT REGIONAL DEPUIS LE B.A.E.O. ET LES ORGANISMES A L'OEUVRE ACTUELLEMENT

Le développement régional depuis le B.A.E.Q. et les organismes à l'oeuvre actuellement

Après deux vagues importantes de colonisation, celle des environs de 1830 sur la zone côtière et, coincidant avec la période de la crise, celle de 1930 pour les paroisses de l'intérieur, la région commence à se ressentir, à partir de 1950, d'un certain recul de l'économie. Déjà en 1956, certains leaders régionaux commencent à se préoccuper de l'avenir économique du territoire et fondent le Conseil d'Orientation Economique du Bas St-Laurent qui réalise quelques études pour revigorer l'économie régionale et sème l'idée de l'aménagement des ressources de la région.

56:C.O.E.B:

Dans le but d'aider au développement des régions rurales, Ottawa adopte la loi A.R.D.A.(Aménagement rural et Développement agricole) en 1961. Pour profiter des avantages de cette législation, le C.O.E.B. fait pression sur le gouvernement québécois et obtient que le Bas St-Laurent, la Gaspésie et les Iles de la Madeleine soient désignés comme territoire pilote d'aménagement régional.

61:A.R.D.A.:

Après la mise en place hâtive du Conseil Régional d'Expansion Economique de la Gaspésie et des Iles de la Madeleine (C.R.E.E.G.I.M.). le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec voit le jour, à l'été 1963. Corporation privée composée de représentants du C.O.E.B. et du C.R.E.E.G.I.M.,le B.A.E.Q. a comme mandat une enquête-participation sur les ressources de la région et la préparation d'un plan d'aménagement. Quatre millions de dollars sont consacrés à ce projet. 65 permanents se mettent à l'oeuvre dont un groupe d'animateurs et un groupe de chercheurs spécialistes de diverses disciplines. L'équipe animation doit mener l'enquête-participation sur les ressources du milieu et la volonté de la population en même temps que travailler à la formation d'un leadership nouveau.

63:C.R.E.E.G.I.M.

63:B.A.E.Q.

Elle forme à cet effet 200 comités locaux regroupés en comités de zones dont les conclusions et les représentants se retrouvent au comité régional. Près de 6000 personnes sont ainsi impliquées dans la démarche dont un noyau important reçoit une formation spéciale d'animateur-terrain et d'enquêteur. Pendant ce temps l'équipe de spécialistes poursuit un travail parallèle d'étude des potentiels du milieu et des orientations possibles de l'économie régionale. L'idée de participation de la population est lancée et sème, après certaines réticenses, beaucoup d'espoirs.

1966: rapport final du B.A.E.Q.

A l'été 1966, le rapport final du B.A.E.Q. est publié en dix volumineux bouquins. Les objectifs du plan d'aménagement proposé sont définis en six points:

- modernisation des secteurs de base traditionnels: agriculture, foresterie;
- création d'activités dynamiques nouvelles: industrie, mine, tourisme;
- valorisation de la main d'oeuvre;
- mise en place d'un cadre institutionnel de planification et de participation;
- éclosion d'une conscience régionale;
- structuration rationnelle de l'espace régional:
  - urbanisation par la consolidation de pôles d'attraction;
  - fermeture de paroisses marginales.

La population ne se reconnait que très peu dans ces 2,048 pages de textes et ces 250 recommandations.

Pendant deux ans, fonctionnaires et hommes politiques analysent ce dossier, alors que les élites régionales réclament la mise en application du plan et mettent sur pied, en juin 1967, le Conseil Régional de développement (C.R.D.)

juin 1967: C.R.D.

Le C.R.D. sera reconnu comme le porte-parole officiel, "l'interlocuteur privilégié" de la population auprès du gouvernement et deviendra, à l'occasion, organisme de consultation pour le pouvoir politique. C'est, à certains moments, l'outil de coordination de la volonté du milieu de participer à son propre développement; à d'autres, un mécanisme de récupération de cette même volonté et de canalisation des [illegible] collectives.

avril 1968: O.D.E.Q.

Finalement, l'Office de Développement de l'Est du Québec est créé en avril 1968 avec responsabilité de coordonner le développement régional et de présider aux orientations du devenir du territoire. Le Délégué au Plan, responsable de l'O.D.E.Q., présidera la Conférence Administrative Régionale qui regroupera les coordonnateurs des différents ministères en région.

mai 1968: première entente Ottawa-Québec.

Le 26 mai 1968, c'est la signature de la première entente générale de coopération entre Ottawa et Québec par laquelle on s'engage à dépenser, dans l'Est du Québec, entre 1968 et 1973, la somme de 258 millions de dollars dans le but de "changer les structures économiques de la région afin qu'elles répondent aux exigences d'une économie moderne".

Accueillie avec joie, l'Entente s'avère vite décevante. Plusieurs programmes contribuent à diminuer le nombre d'emplois dans le secteur primaire et favorisent des déplacements massifs de population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. Par ailleurs, aucune mesure ne contribue à créer de nouveaux emplois dans le secteur secondaire pour accueillir cette population en migration. 114 des 258 millions de l'Entente serviront au recyclage de la main-d'oeuvre et à un recyclage qui s'appuie sur le principe de la mobilité de la main-d'oeuvre au profit des régions les plus dynamiques.

1970: Rapport Métra

En novembre 1970, le rapport Métra parle de fermeture de 96 localités dont 15 en territoires non organisés et, par conséquent, de la migration possible d'une population de 64,446 personnes. (1) Et c'est la ronde des arrêtés en conseil sur la fermeture des territoires "économiquement non rentables et socialement non viables". $6,000 000.00 sont prévus, dans la première centente, pour la relocalisation.

1970: A.C. 1621

En 1970, l'Arrêté en Conseil 1621 préconise la fermeture de 10 localités du Bas St-Laurent et de la Gaspésie par migration collective et obligatoire. Cette première expérience provoque une résistance vive des populations des paroisses de l'intérieur à la fermeture. Le mouvement des Opérations Dignité sous l'instigation de quelques leaders religieux voit le jour: O.D. I à Ste-Paule d'abord puis O.D. II à Esprit-Saint et O.D. III à Les Méchins. Des comités de citoyens se structurent dans chaque localité et la volonté de survie se précise. On veut "vivre dignement à partir des ressources de l'arrière pays" et la population fait des pressions auprès du gouvernement du Québec "afin que soit instauré un programme d'aménagement rationnel des forêts privées de l'Est du Québec."

1970-1971 O.D.

1970: Premier G.F.

En 1970, un premier Groupement Forestier selon la formule de Fernand Côté, professeur à la faculté de Foresterie et de Géodésie de l'Université Laval, endossée par le Ministère des Terres et Forêts, voit le jour dans le coin de la Restigouche.

---

(1) Métra Consultants Ltée, Relocalisation dans l'Est du Québec, Etude critique d'une expérience pilote, Proposition d'une esquisse de programme général, O.P.D.Q., novembre 1970. p. 78.

O.D.I préconise la formule des fermes forestières. Quelques unes se mettent sur pied à Ste-Paule mais ne survivront pas.

L'année 1971 voit la formation d'un comité mixte "ad hoc" Etat-population sur la question de la relocalisation. En 1972, ce comité devient conseil spécialisé au C.R.D. sous le nom de Comité Permanent d'Aménagement des Territoires de l'Arrière-Pays ou C.P.A.T.A.P.

ept. 1971: ième entente.

Les protestations du milieu à l'égard de la première Entente amènent les deux gouvernements à signer, le 10 septembre 1971, une nouvelle entente couvrant la période 1968 à 1976 avec un budget global de 411 millions de dollars. La stratégie de développement est la même qu'en 1968; les programmes sont réaménagés: l'aide à la modernisation et au développement des ressources de base, à la création d'activités nouvelles comporte un budget de 90 millions de dollars; l'aménagement spatial, à peu près autant; le développement social, la formation des adultes et la mobilité, 108 millions; l'administration et la participation, près de 10 millions.

La ronde des millions n'arrive pas à corriger la situation, ou si peu. D'ailleurs, beaucoup trop de cet argent sert à financer des programmes réguliers des ministères et l'accent mis sur la valorisation de la main-d'oeuvre garde comme but de "faciliter la mobilité effective de la main-d'oeuvre excédentaire vers l'extérieur de la région".

72: A.C. 2874

Les pressions du comité "ad hoc" sur la relocalisation provoquent une réorientation des politiques de relocalisation. L'arrêté en conseil 2874-72 préconise la migration volontaire et individuelle à partir de 29 localités vers des lieux d'Accueil acceptés par le Comité régional de coordination (comité responsable du programme d'aide aux migrants).

19?2: arrivée. F.R.U.L.

A la demande des O.D., le Fonds de Recherche de l'Université Laval (F.R.U.L.) accepte de prendre la responsabilité de mettre sur pied le programme d'aménagement forestier, d'en assurer l'administration et de préparer une formule spéciale de société constituée des propriétaires forestiers pour prendre la relève. Ce travail du F.R.U.L. débouchera sur la mise en place des Sociétés d'Exploitation des Ressources (S.E.R.). La population ne veut pas seulement être "consultée" mais veut aussi être gestionnaire de ses ressources.

19?2: le J.A.L.

Durant cette même année 1972, trois localités en voie de disparition dans le Témiscouata décident de se prendre en main et de relever le défi de survivre par l'exploitation rationnelle et intégrée de toutes les ressources de leur territoire. C'est la naissance du J.A.L. qui regroupe les paroisses de St-Juste (Lots Renversés). Auclair et Lejeune. Le J.A.L. est une expérience originale de développement autogestionnaire qui suscite énormément d'intérêt au Québec et même à l'étranger. Dans des conditions jugées impossibles une région survit et semble devoir consolider sa population en axant son développement sur la ressource humaine et la participation de tous et chacun.

1973. Centres agro-forestiers unités d'aménagement.

L'A.C. 2874-?2 accepte comme lieu d'accueil autorisé les centres agro-forestiers. Or, à la mise en vigueur de l'A.C., ces centres ne sont pas encore désignés. L'Office de Planification et de Développement du Québec (O.P.D.Q.) mandate une firme d'experts-conseils aux fins de choisir les localités qui pourraient être reconnues comme centres agro-forestiers et comme lieu d'accueil dans la région des migrants du 2874. Et c'est le rapport St-Pierre. Cette étude est mal accueillie et la consultation populaire qui suit amène à la conclusion qu'il faut d'abord délimiter des zones d'aménagement agro-forestiers avant de désigner des centres agro-forestiers.

Le Ministère des Terres et Forêts propose donc la subdivision du territoire du Bas St-Laurent et de la Gaspésie en treize (13) unités de gestion de la ressource forestière. Un organisme de gestion en commun pourrait être reconnu par unité de gestion.

1974: Effectivement en mai 1974, cinq (5) sociétés d'exploitation des Ressources (S.E.R.) reçoivent leur reconnaissance légale dans le Bas St-Laurent; quatre(4) Groupements Forestiers sont déjà en place. Les S.E.R. et G.F. ont, en priorité, comme préocupation, l'aménagement de la ressource forestière, principale ressource du milieu, mais leur objectif, à plus long terme, demeure l'aménagement intégré de toutes les ressources de leur milieu.

1974: A.C. 1452 Le travail se poursuit au C.P.A.T.A.P.(C.R.D.) et des pressions s'exercent par la population pour que le gouvernement du Québec manifeste enfin officiellement sa volonté ferme d'encourager l'aménagement intégré des ressources de l'arrière-pays de l'Est du Québec. On assiste alors à la suspension de l'Arrêté en Conseil 2874-72 et à la promulgation du nouvel A.C. 1452-74. Pour la première fois, il est question dans un texte officiel (#10) d'aménagement intégré; pour la première fois, il est question, pour l'arrière-pays, de l'alternative "aménagement" à la perspective radicale "Déménagement"

> "L'Office de Planification et de Développement du Québec (Est) et les ministères concernés s'engagent à soumettre, avant le 31 mars 1975, au Conseil Régional de Développement de l'Est du Québec dans le cadre d'une esquisse du schéma de développement et d'aménagement du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles de la Madeleine, des propositions d'aménagement intégré des ressources de l'arrière-pays, et à lui présenter subséquemment un nouveau programme d'aide aux migrants qui s'inscrive en complémentarité à ces propositions". (article 10).

Juillet 1974: A.C. 2613

Entre temps, en sourdine, le 17 juillet 1974, est voté un autre Arrêté en Conseil, l'A.C. 2613-74, intitulé: "Assistance financière spécifique à la fermeture collective à l'habitation de certaines localités ou parties de localités en voies de réaménagement". C'était maintenant le Ministère de la Voirie qui intervenait dans les projets de relocalisation par une allocation pouvant aller jusqu'à $5,000.00 par famille.

Projet de Société Régionale d'Aménagement intégré.

Depuis déjà quelque temps, germe dans l'esprit de certains leaders du milieu l'idée d'une forme de regroupement ou fédération des organismes de gestion en commun des ressources du milieu. Le C.P.A.T.A.P. est devenu une table de concertation exclusivement populaire où les leaders apprennent à se retrouver en compagnie de délégués des grands organismes régionaux du milieu rural, la Fédération de l'Union des Producteurs Agricoles (U.P.A.) et le Syndicat des Producteurs de Bois(S.P.B.). On apprend là à cheminer ensembre, à bâtir ensemble des consensus sur des questions importantes relatives à l'aménagement du territoire et à élaborer ensemble des stratégies de négociation avec les structures gouvernementales qui voient toujours dans les organismes du milieu davantage des exécutants des programmes ministériels que des partenaires dans le développement régional comme le veut le milieu.

Dans un document de travail du C.P.A.T.A.P. du 28 février 1975 on peut lire:

> "Pour des fins de coordination, de concertation, d'arbitrage et de représentation, il semble normal, pour le C.P.A.T.A.P., qu'il faudra chapeauter par une Société Régionale d'Aménagement Intégré les unités de gestion zonales".

21 avril 1975: Kevin Drummand.

Le 21 avril 1975, le Ministre des Terres et Forêts, M. Kevin Drummond en personne, rencontre à Rimouski les représentants de l'U.P.A. du S.P.B., des S.E.R. et G.F. de la région. Son objectif: mettre sur pied une Société Technique d'Aménagement Forestier. Il se butte alors à un refus systématique du milieu qui voit dans cette démarche la volonté de courcircuiter le projet de Société Régionale d'Aménagement issue du milieu et pour le milieu. Les leaders du milieu veulent leur Société.

Mai 75: rapport du "Comité des Ressources"

Le "Comité des Ressources" mis sur pied par la Conférence Administrative Régionale de l'Est du Québec (C.A.R.E.Q.) pour répondre à l'article 10 de l'A.C. 1452-74 remet son rapport en mai 1975. Encore là, l'accueil fut assez peu chaleureux. Il répondait très partiellement aux attentes du milieu.

1975: dossier déclubage.

Au cours de cette même année 1975, O.D. II amorce le dossier "déclubage"et aménagement touristique de l'arrière-pays. La firme St-Pierre et Associés est de nouveau appelé à la rescousse pour l'étude du potentiel touristique de l'arrière-pays et la préparation d'un projet d'aménagement. Forte de l'expérience des "centres agro-forestiers", elle tente de se mettre davantage à l'écoute des attentes et volontés du milieu.

1975: Les Serres du Nouveau-Pays.

En 1975, s'élabore aussi le projet des Serres du Nouveau-Pays par un groupe de citoyens de St-Gabriel et des Hauteurs. Il verra le jour grâce au financement fourni par le Programme d'Aide à la Création locale d'Emploi(P.A.C.L.E.) du fédéral et à l'encontre des avis du Ministère d'Agriculture du Québec.

27octobre 1975: on veut nos lots".

Le 27 octobre de cette même année, grande manifestation dans la petite église de Ste-Marguerite, près de Causapscal. La population de l'Est du Québec revendique en présence du nouveau ministre des Terres et Forêts, M. Normand Toupin, le retour en propriété aux gens de l'Est des lots rachetés par le M.A.Q. et de ceux rétrocédés au M.T.F.

" On veut nos lots", c'est le slogan qu'on crie et on réclame aussi l'accès à la grande forêt publique au moins dans les limites municipales. Ce dossier traînera en longueur jusqu'en 1980.

Mars 1976: Projet Maranda-Poupart.

Les 2 et 3 mars 1976, le Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche se présente à Rimouski pour le dévoilement du Projet Maranda-Poupart de déclubage sans même attendre le rapport final sur le sujet de St-Pierre et Associés. La population du milieu oppose une fin de non-recevoir à cette proposition.

17 avril 1976: la S.A.I.R.E.Q. reçoit sa charte.

Le 17 avril 1976, la Société d'aménagement Intégré des Ressources de l'Est du Québec est légalement constituée au terme de la troisième partie de la loi des compagnies. La S.A.I.R.E.Q. a une importante fonction de coordination des actions des divers intervenants du milieu rural en développement régional. Elle doit, selon ses membres, posséder et dispenser un encadrement technique polyvalent, posséder une équipe d'agents de développement qui, en plus d'assurer le suivi des projets, aura pour tâche de provoquer le milieu, d'initier et de préparer des projets en étroite collaboration avec la population. Elle devra garder en priorité la préoccupation de la formation des travailleurs à la base afin d'habiliter le plus tôt possible les Sociétés et les Groupements à assumer la plus grande partie de la tâche de l'encadrement technique. La S.A.I.R.E.Q. sera inopérante pendant près de deux ans à cause du refus des Ministères et de leurs fonctionnaires à la reconnaître dans les faits.

12 mai 1976: aménagement Basques-Neigette

Le 12 mai 1976, les sous-ministres des Ministères d'Agriculture (M.A.C.), des Terres et Forêts(M.T.F.) et du Tourisme, Chasse et Pêche (M.T.C.P.) viennent à Rimouski proposer une expérience d'aménagement intégré des ressources qui doit englober les deux unités d'aménagement des Basques et de la Neigette. Les S.E.R. de la Neigette et des Basques ont pourtant un mandat clair dans ce sens. Malgré tout, elles acceptent de participer au comité-mixte (1)

---

(1) Comité mixte: Comité composé de représentants du gouvernement et de la population.

Basque-Neigette mis en place en juin 1976 pour la réalisation du projet gouvernemental. Un comité technique composé de fonctionnaires des ministères est chargé de l'inventaire des ressources et de la préparation d'un plan d'aménagement.

Un premier dossier qui reçoit une solution valable dans ce contexte, c'est celui du "déclubage" ou du "106 milles carrés" de lacs et de rivières dans l'arrière pays de Rimouski, ou plus précisément derrière Bic et St-Fabien. Le 1er avril 1977, c'est le déclubage de ce territoire qui aboutit à la mise en place de la Réserve du Territoire Populaire Chénier, organisme mixte de gestion des ressources fauniques et récréatives de ce riche secteur.

er avril 1977: éclubage du 106 2. éserve Chénier.

La place de plus en plus grande que prendront les fonctionnaires des ministères dans les secteurs foresterie et agriculture dans ce programme d'aménagement des ressources des unités Basques et Neigette fera que les représentants du milieu se sentiront très peu responsables des véritables orientations et décisions dans le programme. La partie populaire se retirera du dossier et l'action se poursuivra laborieusement sous la responsabilité exclusive des fonctionnaires.

1977: La .A.R.T.

Inspiré par le J.A.L. et après plus d'un an de réflexion, le Regroupement des Citoyens du Transcontinental (R.C.T.) qui rassemble des représentants des dix localités du Transcontinental, décide, le 11 juin 1977, de former la Coopérative d'Aménagement des Ressources du Transcontinental (C.A.R.T.)

Les réalisations de cet organisme comprennent la préparation, avec la population, du plan d'aménagement du territoire, une action d'animation et d'information dans chaque localité, la mise en place du service d'extension de la main-d'oeuvre du Canada, Trans-action, l'appui à la mise en place de l'Association Coopérative de Culture Maraîchère du Transcontinental à St-Benoît-de-Packington (l'A.C.C.M.), la création de l'Association Coopérative des Artisans des Frontières, une action concrète en vue de l'amélioration de certains services publics comme le téléphone, la voirie, etc, et l'étude de projets en voie de réalisation: la culture d'asperge et la transformation des produits de l'érable.

1977: la S.E.R.V. en agriculture et Tourisme.

En 1977, à son assemblée générale, la S.E.R.V. décide de déborder le domaine forestier et de s'engager dans d'autres secteurs d'activités, comme l'agriculture et le tourisme. Voient le jour alors les projets de parc d'engraissement de boeufs de boucherie, d'aménagement touristique du Bloc forestier Faribeault maintenant propriété de la Société.

1978: S.A.I.R.E.Q. et technique forestière.

En 1978, la S.A.I.R.E.Q. reçoit son premier budget par le biais de la récupération des services d'encadrement au plan technique forestière assuré jusqu'à maintenant par le F.R.U.L. Rapidement, les Sociétés et Groupements prendront sur leur charge la responsabilité de l'encadrement technique.

La S.A.I.R.E.Q. accentuera alors son action dans le domaine de l'animation des organismes et collectivités du milieu, du support aux projets à l'état d'ébauche et de mise en place de services aux groupes membres. Elle jouera, en quelque sorte, le rôle d'un commissariat industriel en milieu rural.

Pendant que se mettaient en place et se consolidaient les Sociétés d'Exploitation des Ressources, les Groupements Forestiers, les Coopératives d'aménagement comme le J.A.L. et la C.A.R.T., et beaucoup d'autres petits projets(1) en milieu rural bâtis à partir de la volonté ferme de la population de vivre sur place de ses propres ressources, la grande entreprise ne restait pas complètement au point mort. Le port de Gros-Cacouna se réalise progressivement comme port majeur de transbordement dans l'Est; la Cartonnerie de Cabano voit le jour après une bataille épique menée par la population après l'incendie en 1970 de la D'Auteuil Lumber et le refus de la compagnie de reconstruire son usine pour redonner vie à la région. En 1976, le dossier de la manufacture de pâte à papier dans la Matapédia est amorcé; ~~mais~~ il fait encore l'objet d'une chaude lutte à caractère très politique entre les députés-ministres de la région à Québec et à Ottawa mais au détriment du développement de la région et du mieux être collectif. Le projet du traversier-train Matane-Haute-rive s'est aussi concrétisé pour l'amélioration des communications et des échanges économiques entre la rive nord et la rive sud du St-Laurent.

---

(1) Il convient de signaler ici les efforts particuliers d'une petite localité comme Esprit-Saint qui était une des premières localités à fermer dans la perspective des planificateurs du B.A.E.Q. et qui multiplie les initiatives: Scierie d'Esprit-Saint (35 emplois), Atelier de menuiserie (4 emplois), Serres de chez-nous (4 emplois), Cotonnerie artisanale du Canton.

Conclusion

Cet historique chronologique des principaux évènements qui ont marqué l évolution de l'Est du Québec et surtout de son milieu rural, depuis le B.A.E.Q., nous donne une idée des transformations socio-économiques qu'a vécues la région et du cheminement laborieux de sa population à travers cette lutte pour la survie.

Restera à voir où en est effectivement la région au plan socio-économique malgré ces efforts de la population et la volonté du milieu de se prendre en main.

CHAPITRE III

PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

Les deux premiers chapitres de ce texte manquent quelque peu de nuances et de liens. Les quelques lignes qui suivent veulent en arrondir les angles et établir les jonctions qui s'imposent pour une compréhension aussi nette que possible de la problématique du développement régional.

1. NOTION DE DEVELOPPEMENT:

Pour amorcer comme il se devait le dossier "Formation comme support au développement régional", il a semblé important de cerner tout d'abord la notion de développement régional en tenant compte de la coloration particulière qu'on lui a donnée chez nous à travers l'expérience de la dernière décennie.

1.1 DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL ET EN MILIEU URBAIN:

Dans la région, on a mis l'accent sur l'aspect développement communautaire. Il est donc évident que, la définition retenue (Cf. chapitre I) en est marquée profondément. Ce type de développement est surtout caractéristique de l'action menée en milieu rural depuis 1970.

La notion de développement telle que présentée englobe donc assez peu le développement en milieu urbain qui se fait à coup de parcs industriels et d'entreprises privées et, en cas exceptionnels, en macro-projets comme le Super-Port de Gros-Cacouna.

Il s'agit dans cette approche urbaine et industrielle de développement dans son sens premier de croissance économique qui peut être valable et important si on sait le faire dans la ligne des intérêts véritables de la région et de ses habitants. Mais ce type de développement peut aussi être négatif s'il génère ou amplifie l'économie de

dépendance parce qu'il se réalise au profit de l'extérieur, dans le sens des intérêts de firmes étrangères qui s'implantent ici à coup de subventions et viennent siphonner les ressources naturelles du milieu et l'énergie du réservoir local de main-d'oeuvre en autant que leur exploitation est rentable, concurrentielle et bénéfique aux actionnaires de Montréal, New-York, Chicago ou d'ailleurs. Ces investissements quitteront la région lorsque leurs propriétaires n'y trouveront plus leur compte et laisseront derrière eux une économie encore plus désarticulée.

Ce développement peut encore être contestable s'il se fait au profit de quelques privilégiés du milieu par l'exploitation abusive des ressources et des hommes.

Toute intervention de type croissance économique pour être une initiative dans le sens du développement véritable de la région doit se situer dans la ligne du choix de société collectif et conscient qu'a fait le milieu; elle doit s'intégrer et s'harmoniser au projet collectif de valorisation des ressources du milieu par le milieu pour le mieux-être et l'épanouissement de l'ensemble de la population. Autrement, c'est du colonianisme économique.

1.2 NOTION DE DÉVELOPPEMENT ET ESPRIT D'ENTREPRISE:

"L'entreprise comme institution économique définit un système: le système capitaliste"... et "sur l'axe des valeurs... adhère plutôt à une idéologie individuelle" [1] où la rentabilité financière, le profit, conditionne ou justifie seul le risque et l'initiative.

1 HARVEY, Pierre, Esprit d'entreprise et développement régional, Communication présentée au 7e congrès international des économies régionales tenu à l'Université de Sherbrooke, du 1er au 7 novembre 1976.

Est-il possible alors de concilier esprit d'entreprise et développement régional tel que défini qui se réclame plutôt d'une idéologie collective? Dans notre contexte actuel, on ne peut envisager qu'ils s'opposent sans possibilités de réconciliation. Le développement régional sans l'esprit d'entreprise est impossible ou irréalisable. Mais le choix qu'on fait du modèle de développement peut colorer les préférences qu'on va accorder aux types d'entreprises et peut conduire à privilégier les interventions de stimulation vers tel ou tel style "d'entrepreneurship".

Il semble dès lors évident que l'entrepreneur local, membre à part entière de la collectivité, préoccupé des bénéfices collectifs liés aux retombées de son entreprise sur le milieu et attentif à la promotion humaine et sociale de ses travailleurs mérite l'appui et l'encadrement des institutions de la région. Et s'il ne s'en trouve pas de cette trempe dans le territoire, il faudrait les susciter.

Quant à l'esprit d'entreprise collectif, il semblerait en priorité, à encourager, à soutenir et peut-être même à encadrer dans les tâtonnements de la recherche de ses orientations, dans les luttes qu'il lui faut mener pour son droit à la survie.

Mais dans l'un et l'autre cas, si l'on opte pour le développement tel que défini, l'intervention dans le milieu de l'entreprise vise au premier chef la promotion du travailleur, son habilitation à une emprise de plus en plus importante sur son espace de travail comme sur son espace de vie.

Et si, par hasard, ce travailleur se retrouve sans emploi, l'option développement régional retenue comme orientation imposera que l'on mette tout en oeuvre pour qu'il ne soit accepté comme laissé-pour-compte de la croissance

économique régionale ou nationale et qu'on lui fournisse des moyens de s'en sortir et de contribuer, à sa manière, à la promotion collective.

Ces considérations dessinent déjà les grandes lignes d'une forme d'esprit critique qu'il semble nécessaire de développer pour l'aboutissement le plus juste possible du présent dossier.

2. HISTORIQUE CHRONOLOGIQUE DES EVENEMENTS:

qui ont marqué le développement régional depuis le B.A.E.Q.

Un autre ordre de "questionnement" qui s'imposait dans la présente démarche concerne le comment s'est réalisé, dans les faits, le développement de l'Est du Québec depuis le B.A.E.Q.. D'où l'historique chronologique des événements qui ont marqué les dix (10) dernières années du développement régional et qui sont à l'origine de la naissance d'organismes de gestion en commun des ressources du milieu et de projets variés dans le sens de la revitalisation sociale et économique de l'arrière-pays. C'est à travers ce cheminement que s'est précisé, non sans tâtonnements, la notion même de développement chez nous et que se sont définies, non sans compromis, les orientations qu'on lui a données.

De cette chronologie certaines constatations importantes ressortent. En voici une liste qu'il faudrait certainement compléter ou affiner; s'y mêlent quelques remarques ou commentaires qui découlent du quotidien de cette aventure:

a) derrière ce cheminement, se révèle une volonté évidente de survie du milieu;

b) cette volonté de survie se concrétise par une détermination à rester sur place et à y vivre convenablement des ressources du territoire;

c) se développe alors une volonté de s'approprier la gestion des ressources de son milieu au profit des résí-

dents de la région;

d) et c'est la recherche tâtonnante, plus ou moins consciente, d'un modèle de développement alternatif
-qui privilégie l'entreprise communautaire, la rentabilité sociale;

-qui tente certains aspects de l'auto-gestion;

-qui est préoccupé de la valorisation de la ressource humaine autant et plus que de rentabilité économique;

-qui provoque aussi le scepticisme des pouvoirs publics à l'égard de ces voies nouvelles;

-qui n'est pas à l'abri de coups de barre vers la reproduction du type traditionnel d'entreprises avec ses effets souvent négatifs d'exploitation parce qu'il demeure le seul modèle dans le domaine et surtout le seul reconnu officiellement.

e) tout cela se joue à travers une lutte de pouvoir évidente: pouvoir politique, pouvoir administratif, pouvoir populaire. Cette lutte est faite d'actions et de réactions dans un sens ou dans l'autre:

-une orientation adoptée par des collectivités ou des organismes du milieu provoque une réaction des fonctionnaires ou des politiciens;

-une mesure administrative ou politique suscite une réplique rapide du milieu.

f) ces expériences se retrouvent souvent en situation marginale parce que régulièrement, elles ne correspondent pas aux normes, aux règlements et aux législations en vigueur:

EX.: -inéligibilité au crédit agricole à long terme car l'organisme ne correspond pas à la définition acceptée de coopérative de producteurs

agricoles;

- inéligibilité aux subventions du fédéral à la construction d'entrepôt pour la conservation de produits périssables pour les mêmes raisons, etc...

g) Tout le contexte force les initiatives originales et novatrices à se plier à des compromis qui font que les choix sociétaux qui soustendent plus ou moins lucidement les orientations initiales préconisées par la population ne trouvent à peu près jamais leur aboutissement.

h) Malgré tous ces efforts, il reste encore beaucoup à faire avant qu'on puisse affirmer que la région a atteint le niveau de développement qui lui convient et que sa population s'est stabilisée par la multiplication d'expériences valables qui assurent sa survie et son épanouissement.

ENCART SYNTHESE

DEVELOPPEMENT

LEQUEL ?

En milieu rural, chez nous

- communautaire
- autogestionnaire
- accent sur rentabilité sociale
  sur valorisation humaine
- rentabilité économique recherchée
  parceque condition du succès
  de survie
- croissance économique souhaitée
  mais pas à n'importe lequel
  prix - !
- Modèle de développement
  alternatif -

DEVELOPPEMENT

LEQUEL?

En milieu urbain,

- davantage <u>croissance économique</u>
  avec parcs industriels
  entreprises privées
  macro-projets (Gros-Cacoune)

Positif → intérêts de la région et de ses habitants?
Négatif → économie de dépendance?
Contestable → favorise quelques privilégiés?
Valable → si dans la ligne du choix de société collectif et conscient du milieu, du projet de valorisation des ressources du milieu par et pour la population?

DEVELOPPEMENT ET ESPRIT D'ENTREPRISE

DEV. COMMUNAUTAIRE → idéologie collective

ENTREPRISE (inst. écon.) → " individuelle

SANS ESPRIT D'ENTREPRISE, pas de DEVELOPPEMENT.

Tel modèle de développement → tel "entrepreneur(s)"

? ↓ ?

la grande entreprise ?

L'entrepreneur local ? — exploiteur ?
ou agent de développement pour
le bénéfice collectif ?

L'entreprise collective ? — orientations !
— luttes !

PROMOTION DU TRAVAILLEUR | • emprise sur son espace de travail
• emprise sur son espace de vie

DEVELOPPEMENT DANS LES FAITS.
PROBLEMATIQUE

a) Volonté de survie.

b) Volonté de vivre sur place convenablement des ressources de son territoire.

c) Volonté de gérer le développement intégré des ressources pour le milieu.

d) Recherche tâtonnante, plus ou moins consciente, d'un modèle de développement alternatif - endogène
- autogestionnaire
- social
- scepticisme des pouvoirs publics
- risque de retour au type traditionnel.

e) Lutte de pouvoir - politique
- administratif
- populaire

f) Souvent en situation marginale
- des normes
- des règlements
- des législations.

g) Forcé à des compromis qui bloquent caractères novateurs et choix sociétaux.

h) Récupération des réalisations, du langage par les pouvoirs -

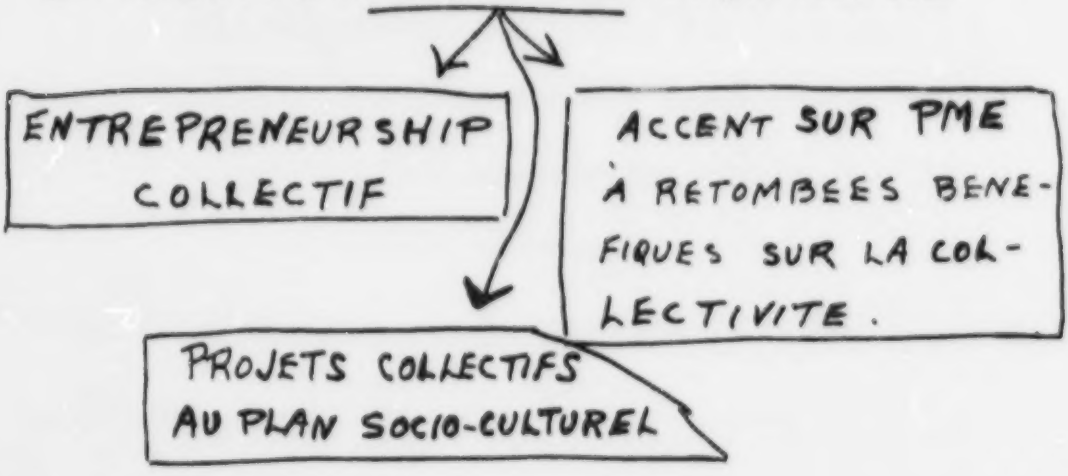
i) Neutralisation des dynamismes populaires et perpétuation de la défendance.

j) IL RESTE ENCORE BEAUCOUP A FAIRE !

DANS QUEL SENS ?

? ?

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE



CE QUI SIGNIFIE

- Emergence d'une conscience collective
- Emergence d'une volonté d'autonomisation
  - des individus - des collectivités
- Emergence d'une volonté "de participer à l'élaboration de son destin".

CE QUI SUPPOSE

- un long cheminement
- un changement de mentalité

qui ne se réalisent pas du jour au lendemain.
qui requièrent un investissement continu "tout orienté vers les populations".

IMPORTANCE DE LA FORMATION

BILAN - EVALUATION
DES FORMATIONS LIEES AU DEVELOPPEMENT REGIONAL

- FORMATION A LA SENSIBILISATION
- FORMATION PROFESSIONNELLE
- FORMATION POLITIQUE

CADRE D'ANALYSE :

PALIER OPERATIONNEL

PALIER SOCIOLOGIQUE

CHOIX DES CIBLES:

. TROIS FACTEURS DE CONVERGENCE

. FOCUS SUR QUATRE ORGANISMES

1) . JAL
2) . SERN
3) . SERV
4) . CART

VOLET COMPARATIF

LOIRE & ARDECHE

- SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE
  - LOIRE, milieu industriel en perte de vitesse
  - ARDECHE, contexte socio-économique ressemblant à celui de l'Est du Québec.
- ROLE PARTICULIER CONFIE A LA FORMATION
  - PHILOSOPHIE D'INTERVENTION
    - Modèle de développement alternatif
    - Economie duale
    - Pluriactivité
  - PEDAGOGIE PRIVILÉGIÉE.
    FORMATION MOTEUR DU DEVELOPPEMENT
  - CONCERTATION
- AVANTAGES DES ECHANGES EVENTUELS

  REFLEXION plus poussée en FRANCE

  EXPERIMENTATION dans le vécu rendue plus loin ici.

CHAPITRE IV

BILAN-EVALUATION DES ACTIONS DE FORMATION LIEES AU DEVELOPPEMENT REGIONAL DEPUIS LE B.A.E.Q.

BILAN-EVALUATION DES ACTIONS DE FORMATION LIEES AU DEVELOPPEMENT REGIONAL DEPUIS LE B.A.E.Q.

L'ensemble des considérations qui précèdent pourrait être enrichi de plusieurs autres commentaires. La réflexion commune qui se poursuivra aura comme objectif d'affiner la perception de cette problématique du développement régional.

1. PRESENTATION:

1.1 LA FORMATION DANS CE CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT REGIONAL:

Conscient de ces divers aspects de la problématique du développement régional, on peut maintenant se demander si la formation de la première des ressources du milieu, la ressource humaine, s'est retrouvée parmi les principales préoccupations des leaders du mouvement de prise en charge du devenir de la région et des organismes que cette action a suscités?

Comment les institutions de formation par leur Service d'Education des Adultes ont-elles été présentes à cette aventure? Qu'ont-elles apporté?

Comment les groupes et collectivités à l'oeuvre dans la région perçoivent-ils cette contribution des institutions à leurs efforts de survie et de réactivation sociale et économique de leur milieu?

En définitive, c'est le bilan et l'évaluation des activités de formation liées au développement régional qu'il s'agit de faire: l'identification des aspects valables et essentiels de ces expériences, de leurs faiblesses, de leurs retombées à la fois dans l'institution et le milieu. Cette démarche amènera sans doute à cerner avec plus de précision les attentes du milieu et facilitera, par la suite, la définition des grandes lignes d'un projet pédagogique approprié qui puisse vraiment permettre aux institutions d'appuyer convenablement les efforts du milieu, d'éclairer sa démarche et de faire progresser des choses...

1.2 CADRE D'ANALYSE:

L'Institut Canadien d'Education des Adultes réalisait, en 1974, l'évaluation des activités de formation agricole du Centre de Promotion Rurale du nord-est du Nouveau-Brunswick. Le C.P.R., depuis ses origines, visait à "insérer sa stratégie de formation dans une perspective de développement socio-économique" et s'efforçait de "développer des liens avec le milieu qui aillent dans ce sens." Le bilan de cette intervention "commandait l'utilisation d'un cadre d'analyse et de méthodes capables de tenir compte d'une telle problématique."

Comme les préoccupations des institutions qui sont à l'origine du présent dossier rejoignent à peu près la même problématique, le cadre d'analyse utilisé par l'I.C.E.A. convient particulièrement, avec quelques adaptations, à la démarche d'évaluation des interventions de formation liées au développement régional chez nous.

1.2.1 PALIER OPERATIONNEL:

Le cadre d'analyse retouché (Annexe III) permettra d'abord de revoir en détail et dans une perspective chronologique le processus d'intervention des institutions dans les sessions de formation retenues comme les plus significatives et les plus reliées à la préoccupation du développement régional. Ce palier opérationnel d'analyse permettra de vérifier à partir de quelle définition de la situation et en fonction de quels objectifs on a mis en branle ces sessions de formation. Il amènera aussi à en détailler le déroulement, les approches pédagogiques, les difficultés de parcours, les adaptations effectuées et à en identifier les suites et les retombées dans le milieu et donc le niveau de succès ou d'échec relatif.

1.2.2 PALIER SOCIOLOGIQUE:

Comme la préoccupation de lien avec le milieu et d'apport au développement régional demeure importante dans le présent dossier, un autre palier d'analyse était essentiel pour mettre ce volet en évidence; d'où le palier sociologique.

A ce niveau, il s'agira de resituer l'intervention dans le contexte plus large de la réalisation et par rapport à son cadre organisationnel et par rapport à son environnement et à ses répercussions sur le développement régional. Cette partie tentera de cerner comment et en quoi chacune des opérations étudiées a joué dans le sens de changements valables pour le milieu et d'une évolution véritable pour le mieux-être des collectivités ou a failli plus ou moins à ses objectifs à ces points de vue.

1.3 CHOIX DES CIBLES:

Un autre élément qu'il fallait déterminer dans la démarche du bilan-évaluation des activités de formation liées au développement régional, c'était la liste des expériences à analyser. Cette liste était d'autant plus difficile à préciser que la définition même "d'expériences de formation liées au développement régional" pouvait être passablement élastique.

Pour contourner la difficulté, un relevé de tous les organismes actuellement impliqués dans le développement régional a d'abord été réalisé et, à partir de trois (3) facteurs de convergence, quatre (4) de ces organismes ont été retenus comme cible de l'étude proprosée.

Ces trois (3) facteurs de convergence sont les suivants:

1. que ces organismes soient impliqués dans des actions de développement socio-économique;
2. que ces organismes aient mis un accent tout particulier sur l'aspect formation de la ressource humaine de son aire d'intervention.
3. que ces organismes aient été les initiateurs d'expériences de formation tantôt traditionnelles (cours formels) tantôt originales et adaptées, par leur contenu et leur approche pédagogique, au moins dans l'intention des promoteurs, aux besoins et aux attentes des populations.

A ces titres divers, quatre (4) organismes ont donc été retenus comme particulièrement significatifs; ce sont la Coopérative d'Aménagement des Ressources du Transcontinental (la C.A.R.T.), la Coopérative de Développement Agro-forestier du Témiscouata (le J.A.L.), la Société d'Exploitation des Ressources de la Neigette (la S.E.R.N.) et la Société d'exploitation des Ressources de la Vallée (la S.E.R.V.).

Ces quatre (4) organismes ont, en plus, l'avantage d'être bien répartis dans le territoire couvert par les quatre (4) institutions qui parrainent le présent dossier; et les initiatives de formation réalisées à l'instigation de l'un ou l'autre des organismes sont bien connues par l'une ou l'autre des institutions, sauf, peut-être un peu moins, les initiatives de la S.E.R.V.

Cette sélection n'élimine pas complètement les autres organismes du milieu. Il est au programme de les rejoindre par une enquête-questionnaire en préparation d'un éventuel colloque qui se tiendrait à l'automne 81 dans la région sur le thème du présent dossier. Cette enquête-questionnaire permettra de faire un bilan global des expériences de formation liées au développement dans la région ou d'en évaluer les faiblesses.

1.4 METHODE DE TRAVAIL:

Une première visite chez les organismes retenus pour fin d'étude et quelques autres comme la SAIREQ et le SPB avaient les objectifs suivants:

- une meilleure connaissance de la situation actuelle de ces organismes;
- la vérification de leur intérêt à la dimension "formation" comme support indispensable à leur implication dans le développement du milieu;
- l'identification des éléments d'information pertinents à la présente recherche et disponibilité de ces informations chez les organismes en cause;
- l'élaboration progressive d'un cadre d'analyse et d'un plan de travail.

Chaque rencontre abordait les points suivants:

- le pourquoi de la démarche et les objectifs du dossier "Formation comme support au développement régional". Réactions et échanges sur le sujet;
- la situation actuelle de l'organisme;
- la place de la formation dans le cheminement de l'entreprise;
- l'inventaire des expériences de formation vécues ou en cours;
- les besoins actuels en formation.

Une autre opération a consisté à recueillir les informations pertinentes auprès des institutions qui ont été impliquées dans l'une ou l'autre des expériences, et à ramasser tout le matériel que le responsable du dossier avait en main du fait de son implication personnelle dans l'une ou l'autre des initiatives retenues, surtout dans le J.A.L. et la S.E.R.N.

Des contacts avec des participants aux expériences de formation analysées sont prévus pour obtenir l'évaluation personnelle des principaux intéressés, les gens du milieu, de même que quelques rencontres en équipe d'anciens étudiants pour échanges plus poussés sur les retombées qu'ils reconnaissent à leur expérience de formation autant pour eux que pour leur milieu.

L'analyse de chaque expérience de formation sera ensuite soumise aux organismes concernés pour une évaluation, par les premiers concernés, du travail ainsi effectué.

Trois (3) volets de formation seront considérés dans chaque organisme:

1) - volet sensibilisation,
2) - volet formation professionnelle,
3) - volet politisation.

Le premier volet concerne toute initiative de formation qui vise à redonner aux individus et aux collectivités la confiance en eux-mêmes, la perception plus claire de la situation de leur milieu et la volonté d'intervenir dans la prise en charge du développement de sa région, dans la définition des choix sociétaux et dans l'ensemble des mécanismes qui en conditionnent la réalisation.

Le deuxième volet vise le développement des connaissances professionnelles et techniques liées à des projets précis de développement et orientées vers la mise en place, le soutien et l'encadrement de cellules de créativité et "d'entrepreneurship".

Le troisième volet devrait englober les initiatives de formation qui permettent l'identification des enjeux en cause dans chacune des interventions de développement, la découverte des liens avec les dimensions régionales, provinciales, nationales et même internationales, la localisation des contributions possibles en provenance de l'extérieur et des collaborations valables avec d'autres milieux ou d'autres niveaux d'intervention.

Voici donc, dans l'ordre, les expériences retenues:

- le J.A.L.
- le S.E.R.N.
- la S.E.R.V.
- la C.A.R.T.

CADRE D'ANALYSE

1- Palier opérationnel: permettra d'examiner les activités de formation sur deux angles.

a) l'étude du processus d'intervention
b) analyse des résultats

2- Palier sociologique: permettra de situer l'intervention dans le cadre global où elle s'effectue et dans la perspective de la préoccupation du développement régional.

1- Palier opérationnel.

A) L'étude du processus d'intervention: déroulement chronologique - éléments de base
   a) diagnostic des besoins - origines du projet: acteurs, situation.
   b) élaboration des objectifs et précision des résultats anticipés.
   c) intervention prévue: plan d'opération:
      -programmation
      -ressources
      -recrutement
         -clientèle visée:-type
                          -nombre
         -mode de recrutement.
      -déroulement prévu ou approche pédagogique
      -financement escompté.

d) intervention réalisée: problèmes rencontrés, solutions apportées...

- -programmation
- -ressources
- -recrutement
  - -clientèle atteinte { type / nombre
  - -mode de recrutement
- -déroulement
- -financement réel.

e) évaluation et follow-up.

B) Analyse des résultats: succès ou échec relatif des sessions de formation par rapport aux objectifs poursuivis et aux attentes des participants.

- -par rapport aux objectifs visés par le projet
- -par rapport aux attentes des participants
- -par rapport aux résultats perceptibles non prévus ni par l'organisation ni par les participants.

2- Palier sociologique:

-resituer l'intervention dans le cadre global où elle s'effectue et dans la préoccupation du développement régional.

- -par rapport à son cadre organisationnel:
  - -prise en charge par le milieu
  - -concertation entre les différents organismes et niveaux
  - -formation liée à l'action
  - -contribution à l'évolution de l'institution, et de l'approche pédagogique.

-par rapport à l'environnement où à la préoccupation du développement régional:
  -stabilisation ou mobilité des participants
  -engagement dansle milieu (démarche individuelle)
  -actions amorcées - projets
  -prise en charge du milieu (démarche collective)
    -organisme mis sur pied
    -outils qu'on se donne.
  -impact sur actions de développement local ou régional.
  -politisation.
  -degré de satisfaction à vivre dans leur milieu.

Sélection initiale des organismes et expériences de formation à étudier.

Facteurs de convergence

-action en développement socio-économique
-accent sur l'aspect formation
-{originalité des expériences de formation} } parallèle
 {caractère traditionnel (cours formels) } } possible à faire

1- Formation - Entente Ottawa-Québec - Mobilité.

2- -C.A.R.T.
   -J.A.L.
   -S.E.R.V.
   -S.E.R.N.
   -{-Trinité-des-Monts
    {-Esprit-Saint
   } Stabilisation

3- P.M.E.

2. BILAN-EVALUATION:

2.1 LE J.A.L.:

Le J.A.L. n'a pas tellement besoin de présentation dans la région. En bref, il est l'expérience de trois petites localités de l'Est du lac Témiscouata vouées à la fermeture autour des années 1969-1970, St-Juste, Auclair et Lejeune, mais dont la population, devant l'échéance fatale, a décidé de réagir, de prendre en main son devenir en s'appropriant la gestion des ressources de son territoire et en multipliant les initiatives dans tous les secteurs d'activités.

Aujourd'hui, l'aventure est à se stabiliser; les diverses réalisations prennent une vitesse de croisière encourageante; la population commence vraiment à retrouver confiance en l'avenir.

La dimension formation a été continuellement présente tout au long du cheminement de l'expérience. Au plan "sensibilisation", "l'Opération Janvier 1973" s'est avérée le point de départ de toute l'action de développement du milieu par le milieu. Au plan professionnel, toute initiative dans quelque secteur que ce soit a été accompagnée d'une formation appropriée. Et au niveau politisation, une timide tentative n'a pas eu tellement de lendemain sinon dans les découvertes réalisées à travers les luttes pour le droit à l'existence et à la survie.

2.11 "OPERATION JANVIER 1973" - OPERATION SENSIBILISATION

2.111 PALIER OPERATIONNEL:

2.111.1 DEROULEMENT CHRONOLOGIQUE:

A- SITUATION:

- Population en partie déjà sensibilisée au dramatique de sa situation;

- Volonté déjà concrétisée de se prendre en main, chez un noyau de leaders:

  . Comité intermunicipal JAL en place depuis le 25 mars 1972 et regroupant des représentants de chacune des localités, St-Juste, Auclair et Lejeune;

  . Projet de développement communautaire des ressources du milieu est soumis à l'ODEQ;

  . La Faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Université Laval a accepté de se porter responsable de l'encadrement technique de l'expérience et de mettre en place une équipe de personnes-ressources telle que définie par le groupe de leaders du milieu. Un animateur social responsable de la coordination de l'action est sur place depuis octobre 1972.

  . Le Comité intermunicipal JAL a établi comme priorité de travail pour l'année en cours la sensibilisation et la mobilisation de la population.

B- DIAGNOSTIC DES BESOINS:

- Par plusieurs assemblées publiques dont:

  . le 23 octobre 1972, plus de cent (100) personnes insistent sur le besoin de formation. Pour vraiment prendre en main son affaire, la population a besoin d'apprendre à travailler ensemble, d'élargir ses connaissances de base et de se perfectionner au plan professionnel.

. le 30 novembre 1972, plus de deux cents (200) personnes se retrouvent à Lejeune avec les responsables du Service d'Education Permanente de la Commission Scolaire Régionale du Grand-Portage et un représentant du Centre de Main-d'Oeuvre du Canada. On y réalise un inventaire des attentes des gens en formation. La priorité est accordée à des cours en travail de groupes, en relations humaines.

C- ORGANISATION DE L'INTERVENTION, PROGRAMMATION ET OBJECTIFS:

A partir des attentes exprimées, une équipe de responsables du Service d'Education Permanente, de représentants du comité intermunicipal JAL et de la F.S.A.A. élabore un projet précis:

Une session de soixante (60) périodes de cours réparties sur quatre (4) semaines et comportant:

1. trente (30) périodes en relations humaines et techniques de travail de groupe axées sur les problèmes socio-économiques du milieu,
2. douze (12) périodes d'information de base sur l'agriculture et le contexte local,
3. douze (12) périodes d'information en foresterie,
4. trois (3) périodes d'information en tourisme et artisanat,
5. trois (3) sur les possibilités de cours à l'Education Permanente.

Les objectifs de cette expérience tels qu'exprimés par la population se résument ainsi:

- Apprendre aux gens à résoudre leurs problèmes en groupe; les habiliter à s'impliquer dans une démarche collective de prise en charge de leur milieu;
- rendre plus conscients de la situation de leurs localités et de l'importance du projet de développement, et stimuler la volonté de participation;
- permettre aux participants de préciser leurs options de formation pour le futur.

D- PREPARATION - CLIENTELE - FINANCEMENT:

L'intervention elle-même est soigneusement préparée par une session de trois (3) jours pour les personnes-ressources recrutées par le Service d'Education Permanente comme animateurs-terrain et informateurs. La présence, sur ce groupe, du président du comité intermunicipal J.A.L. et de l'animateur coordonnateur du projet de développement du milieu assure la conformité de la démarche aux attentes de la population et la sensibilisation des intervenants au contexte et aux objectifs fondamentaux de l'entreprise globale du projet J.A.L.

La clientèle visée est tout résident du territoire de seize (16) ans et plus et l'objectif est de deux cents participants. On espère constituer ainsi dix (10) tables de travail autonomes quant à leur cheminement et à leurs modalités de fonctionnement. Une assemblée gé-

nérale de clôture ouverte à toute la population permettra la mise en commun des résultats des réflexions et de la démarche de chaque groupe.

En principe, la contribution de chaque participant à une opération du genre est de huit dollars ($8.00) à la Commission Scolaire Régionale. Même minime, elle risquait de pénaliser les plus démunis et d'éloigner plusieurs candidats de la participation à une démarche déjà assez exigeante en temps, en déplacements et en énergies. La Faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Alimentation accepta d'assumer, pour tous, ce montant à même son budget d'encadrement du projet JAL. La Commission Scolaire Régionale couvrait les dépenses supplémentaires.

E- REALISATION DE L'OPERATION:

1) RECRUTEMENT ET DEROULEMENT:

Deux (2) séances publiques d'information sur le projet de cours et son contenu se tiennent dans chacun des quatre (4) secteurs à la fin de décembre et au début de janvier. L'opération Janvier 1973 se met en branle le 8 janvier et regroupe 214 participants. Il faut constituer une table de travail supplémentaire. Trois équipes à Lejeune, quatre à Auclair, deux aux Lots Renversés et deux à St-Juste se retrouvent soit: l'avant-midi, soit l'après-midi ou le soir. Après chaque séance officielle, la discussion se poursuit au restaurant, à l'épicerie, au garage ou à la maison. C'est

un mois complet où les esprits sont en pleine ébullition.

Au point de vue assiduité, on note 87.4% de présences pendant la première quinzaine et 80.0% pendant la dernière. Dix-huit abandons sont signalés en cours de route mais tous pour des raisons incontrôlables. La participation dépasse effectivement toute espérance.

L'attitude d'engagement de chacun est aussi remarquable. Au début, la démarche est laborieuse, les gens craintifs. Mais petit à petit, la confiance en soi se développe, la confiance au groupe, de même. On apprend à travailler ensemble.

"Les troisième et quatrième semaines sont très fructueuses; on fouille la région de fond en comble; des informateurs ou consultants sont demandés par la plupart des tables de travail."

"Des plans d'action sont mis au point par des groupes ou des sous-groupes; on évalue les possibilités de réalisation en regard des ressources du milieu et des organismes existant dans et pour le milieu."

"Enfin, on prépare dans chacun des groupes la grande mise en commun du 4 février 1973." [1]

1 ROCH NADEAU. Une expérience d'animation communautaire. Rapport.

2) ENCADREMENT PEDAGOGIQUE:

Trois fois au cours de l'opération, l'équipe des animateurs fait le point sur le cheminement de chacune des tables de travail. On met en commun les orientations prises par chaque groupe, les difficultés rencontrées et les attentes de chacune des équipes. Ces séances d'évaluation permettent une entraide mutuelle et un réajustement des modalités d'intervention selon le rythme et les exigences de chaque atelier.

Le Service d'Education Permanente de la Régionale du Grand-Portage fournit tout le matériel didactique nécessaire. Une imprimerie est même installée sur place pour une réponse immédiate aux besoins.

Cette table de concertation précise l'ordre du jour de la grande plénière du 4 février et les grandes lignes du scénario de l'émission télévisée de trente minutes prévue dans la programmation du poste de Rivière-du-Loup sur l'expérience de janvier 73 au JAL comme amorce à l'assemblée publique de mise en commun de la réflexion collective.

F- EVALUATION ET SUIVIS:

La préparation de la participation de chaque atelier à la plénière générale sert d'évaluation à la session. C'est un moyen concret pour amener les gens à formuler les réactions sur l'expérience vécue et à faire la synthèse de l'ensemble des idées et suggestions

de projets brassées durant ces quatre (4) semaines. Certains rapports d'équipes sont éloquents à ce sujet (Voir annexe IV).

Chaque atelier d'ailleurs, tout au long de l'opération, a pris l'habitude d'évaluer régulièrement son cheminement, ses méthodes de travail et son vécu affectif.

La grande plénière du 4 février 1973 réunit plus de trois cents personnes. Les onze équipes y présentent le fruit de leur travail. Une banque incroyablement riche d'idées est constituée. Et quatre comités spécialisés composés de représentants de chacun des quatre secteurs sont formés: comités agriculture, foresterie, tourisme et artisanat et comité des jeunes.

Les comités ne tarderont pas à se mettre au travail en partant de la banque d'idées accumulées durant l'Opération Janvier 73. A leur demande, la fin de semaine des 23 et 24 mars suivants les réunira avec des personnes-ressources de la F.S.A.A. et des différents ministères pour préciser les actions à entreprendre afin de donner suite aux recommandations des ateliers, pour établir les priorités et le calendrier de travail et pour préciser les procédures de mise en place d'une structure légale de fonctionnement.

La présence constante du Comité intermunicipal JAL et l'encadrement technique qui lui est assuré par la faculté d'Agriculture

permettent de recueillir toutes les retombées de l'Opération Janvier 1973 et garantissent une prise en charge efficace de l'accompagnement essentiel au maintien et au renforcissement des dynamismes en émergence.

2.111.2 ANALYSE DES RESULTATS:

Il est évident que l'Opération Janvier 1973 fut un succès et quant aux objectifs visés et quant aux attentes des participants.

Des gens qui appréhendaient toute responsabilité sociale acceptent progressivement des tâches dans l'un ou l'autre des comités ou conseils d'administration qui se mettent en place. Et la formation continue dans ce sens a fait qu'au début de 1979, on pouvait dénombrer 127 personnes en responsabilité dans les activités liées au JAL même et 276 en tout dans l'ensemble des organismes du milieu sur 996 personnes de 20 à 60 ans.

Dès l'automne 73, les difficultés de parcours du Projet JAL fournirent à la population l'occasion de démontrer sa solidarité et son habilité à faire valoir son point de vue. A l'intérieur de deux grandes assemblées publiques de contestation et de pression sur le pouvoir public comme à l'occasion des réunions préparatoires, les gens se révélèrent très disciplinés et très habiles à formuler leurs

revendications et à poser les bonnes questions aux représentants des pouvoirs politiques et administratifs. Et à de nombreuses occasions, des observateurs signifièrent leur étonnement devant la qualité de la participation des Jalois en ateliers ou en assemblées publiques autour de problèmes ou de situations très complexes.

La satisfaction de la population fut que, en février 1974, une expérience à peu près identique se réalisait à la demande du milieu et recrutait facilement près de 150 participants.

Autres retombées immédiates de l'Opération Janvier 1973:

. des cours de formation générale du niveau pré-secondaire et des niveaux secondaire I, II et III rejoignent quarante (40) personnes;

. 45 travailleurs forestiers bénéficient de 25 semaines de formation en sylviculture réparties en deux ans.

Et l'habitude se crée d'accompagner tout projet de valorisation des ressources biophysiques du territoire d'une préoccupation vive de valorisation de la ressource humaine susceptible d'y être impliquée. Le tableau des cours dispensés dans le milieu fourni par le mini-centre de main-d'oeuvre INTER-PRIF [1] en fait foi (Annexe V):

1 P pour Placement, R pour Réorientation, I pour Information et F pour Formation.

- en 1975-76: 13 cours et 198 participants.
- en 1976-77: 14 cours et 210 participants.
- en 1977-78: 18 cours et 268 participants.

Et ces données ne tiennent pas compte des stages pratiques offerts à des candidats éventuels à des postes sur des projets en préparation. Par exemple, stages en érablières expérimentales du gouvernement en vue de la mise en place de l'Erablière de la Grande Coulée, stages en production d'huiles essentielles, stages en accueil à la ferme, etc...

Evidemment, tous ces faits qui se situent chronologiquement dans l'après-Opération-Janvier 1973 ne s'inscrivent pas tous exclusivement dans la foulée de cette initiative de formation à la sensibilisation et à la participation. Mais tous s'y rattachent par une fibre ou l'autre; il y a là une filiation sûre et certaine aidée d'une conviction bien identifiée que le développement du milieu ne peut se réaliser d'une manière valable que par sa population.

2.112 PALIER SOCIOLOGIQUE:

De l'ensemble des considérations qui précèdent découlent déjà un éventail de commentaires possibles sur les retombées sociologiques de cette expérience de formation. D'autres éléments que l'on retrouve dans le vécu de l'aventure J.A.L. peuvent enrichir le bilan effectif des suites de ce volet des interventions éducatives dans le territoire.

2.112.1 PAR RAPPORT A SON CADRE ORGANISATIONNEL:

A- PRISE EN CHARGE PAR LE MILIEU:

La prise en charge par le milieu s'est concrétisée de plusieurs façons dans l'Opération Janvier 73:

- tout d'abord, l'initiative est pleinement assumée et suivie par tous les représentants des trois localités sur le Comité Intermunicipal;
- à travers les assemblées publiques antérieures à la démarche, les gens définissent clairement leurs attentes;
- à travers les assemblées de recrutement par secteurs, le projet proposé est critiqué puis endossé par la population;
- la réponse du milieu et l'assiduité aux rencontres témoignent d'une volonté de s'habiliter à un engagement et à une participation effective au développement. Une première implication dans une démarche de ce genre exigeait beaucoup: pour plusieurs, c'était casser la glace à une intégration à un groupe différent de son cercle naturel de rayonnement, à la prise de parole en public et à une affirmation de soi dans une démarche collective.
- la grande plénière de clôture fut vraiment l'affaire des participants. Chacun avait apporté sa contribution à la préparation et plusieurs s'exécutaient pour la première fois comme porte-parole d'un groupe. A travers tout ce

qui s'est dit là, les gens se sont reconnus.

B- CONCERTATION ENTRE LES DIFFERENTS ORGANISMES ET NIVEAUX:

Cette expérience originale fut possible grâce à la collaboration étroite du Service d'Education des Adultes de la Commission Scolaire Régionale du Grand-Portage, de la Faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Université Laval et du Comité intermunicipal J.A.L.

Chaque organisme n'avait qu'une préoccupation: répondre le plus adéquatement possible aux attentes du milieu. Aussi chacun se mit véritablement à l'écoute de la population à toutes les étapes du processus: dans la préparation, dans la réalisation et dans la coordination des suivis de l'opération.

Chaque organisme prit aussi la part de responsabilité qui lui revenait en complémentarité de la compétence des autres et au moment opportun. L'harmonisation de l'implication de chacun se fit très spontanément et très simplement.

C- FORMATION LIEE A L'ACTION ET AU CONTEXTE PRECIS DU MOMENT:

Le Projet J.A.L. n'était qu'à ses premiers balbutiements mais il constituait déjà toute l'arrière-scène de l'Opération Janvier 1973.

La préoccupation première était l'habilitation de toute la population à une action commune et l'implication la plus large possible de tout le milieu dans la définition des orientations du projet, des priorités d'action et dans les décisions fondamentales pour le devenir de la collectivité.

Dans les faits, l'essentiel de la démarche consista en la prise de conscience claire de la situation et des défis à relever, en l'identification des potentiels du milieu et des grandes lignes de l'orientation à donner au projet collectif.

L'Opération Janvier 1973 fut vraiment le creuset qui donna forme au Projet J.A.L.

D- CONTRIBUTION A L'EVOLUTION DE L'APPROCHE PEDAGOGIQUE ET DE L'ORGANISME DE FORMATION DIRECTEMENT IMPLIQUE SUR LE TERRAIN:

C'est au Service d'Éducation des Adultes de la Commission Scolaire Régionale du Grand-Portage que fut confié l'encadrement pédagogique et la coordination de l'Opération Janvier 1973. Cette expérience fut pour toute l'équipe du Service une véritable école autant que pour tous les participants.

C'était la première fois que les responsables du SEA se mettaient avec autant d'intensité à l'écoute d'une population et réalisaient, avec la collaboration de leaders du milieu et de personnes-ressources de la F.S.A.A., une démarche aussi dense et articulée de prise de conscience et d'engagement collectif dans un projet communautaire de développement du milieu.

Pour le coordonnateur du SEA de la Commission Scolaire de Rivière-du-Loup, cette expérience constitua un point tournant très important pour toute son équipe:

"Auparavant, on ne savait pas trop où on allait. Mais à partir de cette intervention, notre action devint beaucoup plus précise et articulée. On voyait clair dans nos affaires."

2.112.2 LE LIEN AVEC LE DEVELOPPEMENT REGIONAL:

L'impact précis de l'Opération Janvier 1973 par rapport au développement du milieu reste difficile à définir car plusieurs autres éléments ont influencé d'une manière positive le cheminement de l'aventure J.A.L.

L'urgence de la situation a agi comme un coup de fouet et a provoqué le réveil de la population.

Le dynamisme d'une équipe de leaders du milieu a joué le rôle de ferment dans la pâte, de catalyseur des dynamismes latents du milieu.

La taille humaine de l'expérience a facilité la solidarisation et la mobilisation du milieu. La présence de personnes-ressources de l'Université Laval a stimulé l'espoir de pouvoir s'en sortir.

L'Opération Janvier 1973 n'aurait pas eu lieu, et plusieurs des projets du J.A.L.

auraient sans doute vu le jour. Mais l'implication des gens du milieu et leur participation à tous les niveaux n'auraient certainement pas été les mêmes. Et donc, l'allure, le dynamisme et les chances de succès des diverses initiatives auraient du fait même été tout autres.

A- STABILISATION DE LA POPULATION:

L'orientation de la démarche de ce mois de formation a tourné l'attention de tous les participants sur leur milieu, ses problèmes et leur possibilité d'y apporter collectivement des solutions. La préoccupation générale était de vérifier s'il était possible de rester sur place, de rechercher les moyens de gagner le droit à la survie des collectivités et de déterminer les mécanismes qui permettraient de vivre convenablement des ressources du milieu.

Au fond, l'objectif de l'action de formation était la stabilisation de la population de ces localités. C'était donc à cent lieues de l'objectif de mobilité que les initiatives de recyclage et de formation professionnelle véhiculaient depuis le B.A.E.Q.

Dans les faits, la population du milieu s'est fortement stabilisée. Il y a même dans la région pénurie de logements malgré la construction de plusieurs HLM et la récupération d'édifices publics (églises, écoles, etc...) pour l'aménagement de loyers.

B- ENGAGEMENT DANS LE MILIEU:

L'engagement individuel dans le milieu s'est ressenti beaucoup de cette Action de formation de sensibilisation. Les divers comités spécialisés en furent des retombées directes et le recrutement de volontaires sur chacun d'eux ne posa jamais de problèmes. Le cheminement amorcé alors explique sans aucun doute possible qu'en 1979, comme indiqué plus haut, on pouvait dénombrer 127 personnes en responsabilité dans les activités liées aux projets divers du JAL même et 276 en tout dans l'ensemble des organismes du milieu, sur 996 personnes au total de 20 à 60 ans. Et on pouvait noter jusqu'à ce moment une rotation intéressante dans les postes de responsabilités.

Un colloque récent (17 décembre 1980) organisé par la Coopérative pour la recherche d'un second souffle à l'action de développement du milieu, "Action développement 80", réunissait encore 183 personnes.

Des actions individuelles, sans aucun doute possible aussi sous l'effet d'entraînement du vouloir collectif de prise en charge du milieu, débouchèrent sur des réalisations intéressantes: consolidation d'entreprises agricoles ou commerciales, mise sur pied de projets divers, même industriels: Ranch des Montagnards, manufacture de portes et chassis, Charcuterie Bégin, par exemples, construction et améliorations d'un nombre impressionnant de propriétés.

C- PROJETS COLLECTIFS ET ORGANISMES MIS SUR PIED:

Certains des projets esquissés durant l'Opération Janvier 73 par l'une ou l'autre des équipes de travail ne tardèrent pas à voir le jour et tous, ou à peu près, se réalisèrent au fur et à mesure des possibilités du milieu et de l'émergence de conjonctures propices.

Le Groupement Forestier fut le premier organisme à voir le jour, six mois après cette expérience de formation. Puis, petit à petit, projets et organismes se multiplièrent créant du même coup un nombre d'emplois surprenant pour un milieu qu'on voulait à la fermeture. Imagination, créativité et initiative retrouvaient droit de cité dans un territoire où dominait le pessimisme et où les lueurs d'espoir se faisaient rares.

Les données suivantes sont révélatrices même si on peut les qualifier de conservatrices par rapport aux retombées réelles aux plans social et économique. En 1979, la Coopérative de développement fournissait les informations suivantes sur les projets collectifs et les emplois réels qu'ils entraînèrent:

L'emploi dans les entreprises créées par la Coopérative. JAL. 1979

PROJET	EMPLOIS		
	Permanents*	Temporaires	Total
Coopérative	2	7	9
Pommes de terre de semence	5	30	35
Groupement forestier	79	46	125
Essences Jalles et Branches Jalles	18	--	18
Secteur tourisme	1	--	1
Erablière	29	15	44
Jaljase Inc.	4	17	21
Inter-Prif	4	--	4
Projets temporaires	--	30	30
TOTAL:	142	145	287

*: La majorité des emplois permanentes, soit 104, sont saisonniers.

Sources: Dossier préparé par la Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata.

Les projets temporaires sont, pour la plupart, des projets occasionnels genre Canada au Travail, Perspectives Jeunesse, etc... qu'on prit le tour d'exploiter généreusement mais d'une manière intelligente parce que coordonnée à un plan d'ensemble de développement de la région. Le programme PAREL (Programme d'Aide à la Rénovation du Logement) fit rouler, pour sa part, près de deux millions de dollars en amélioration des résidences et changea vraiment le "coup d'oeil" de l'habitat dans le milieu.

Et on pourrait continuer sans perdre de vue que tout ce qui s'est fait dans le territoire n'est pas nécessairement de génération directe de "l'Opération Janvier 73". Un des leaders de toute cette aventure affirmait tout de même fermement:

"Rien de ce qui s'est fait dans le J.A.L. n'a pas d'abord été esquissé ou envisagé même timidement en Janvier 73. Tout était présent là dans les suggestions du monde."

D- IMPACT AU PLAN REGIONAL, NATIONAL OU INTERNATIONAL:

Il est inutile de dire ici à quel point le J.A.L. est devenu le laboratoire privilégié de nombreux étudiants et de chercheurs de toute sorte. Des étudiants des niveaux collégial et universitaire ont scruté sur toutes les coutures l'expérience. Des stagiaires de tout le Québec, mais surtout de l'étranger, de la France, de divers pays d'Afrique sont venus y vivre des séjours prolongés pour comprendre de l'intérieur les aspects les plus impressionnants de cette aventure. Et on ne finirait pas de citer la liste des articles qui présentent le J.A.L. comme initiative unique, originale et prometteuse, dans des revues de vulgarisation autant que dans des bulletins plus spécialisés au plan international.

Même le respectable mensuel de l'OPDQ, "Développement-Québec", ne publie à peu près aucun numéro sans une allusion au J.A.L. comme référence privilégiée alors qu'on connaît parfaitement bien l'opposition acharnée que cet organisme gouvernemental a manifesté à la volonté de cette population de prendre en main son propre devenir et de se constituer gestionnaire des ressources de son milieu. Le numéro d'octobre 1980 y consacre un long article intitulé: "Le JAL, pour la survie de l'arrière-pays." Y a-t-il vraiment quelque chose de changé au Québec grâce à l'aventure du J.A.L.?

"L'Opération Janvier 73" sans être l'explication totale à toute cette situation vraiment nouvelle et imprévisible y est sûrement pour beaucoup. On se plaît à noter l'importance de l'implication de la population dans l'expérience et la qualité du fonctionnement des groupes ou comités continuellement à l'oeuvre dans le territoire sur l'un ou l'autre des projets ou sur la solution des difficultés continuelles de parcours qui se présentent. Des actions de formation pour le perfectionnement de cette mécanique et le rodage quotidien du fonctionnement par l'expérience y sont pour quelque chose; mais le souffle de départ, l'inspiration initiale demeure "Janvier 73."

2.12 FORMATION PROFESSIONNELLE:

Au volet "Analyse des résultats" (2.III.2), des expériences de formation professionnelle étaient identifiées comme suivis de "l'Opération Janvier 73". Effectivement, la première expérience importante dans ce secteur fut celle de 25 semaines intensives de formation en sylviculture qui rejoignit 45 travailleurs forestiers du milieu en deux sessions réparties sur deux ans.

2.121 SYLVICULTURE:

La priorité avait été donnée par la population à l'exploitation de la ressource forestière et à la mise en place, le plus rapidement possible, d'un Groupement Forestier. Dès l'été 73, des travaux sylvicoles devaient être exécutés sur les premiers lots privés mis en commun dans le Groupement. La formation dans ce domaine avait été identifié comme prioritaire par la population, les travailleurs forestiers intéressés et les membres du Comité Intermunicipal. Le Service d'Education des Adultes de la Commission Scolaire Régionale du Grand-Portage accepta d'en assumer la responsabilité avec la collaboration du Centre de Main-d'Oeuvre du Canada qui assura aux travailleurs-étudiants une compensation salariale pour la période de leur formation. Les contenus réguliers des cours furent adaptés aux besoins prévus des travailleurs sylvicoles. La formation se donna sur place à la satisfaction des candidats.

Dans sa première année d'opération, le Groupement Forestier ne put malheureusement fournir de l'emploi à tous ces travailleurs forestiers en formation, à leur grande déception. Le retard dans le début des travaux en avait amené plusieurs à aller chercher de l'emploi à l'extérieur, au Nouveau-Brunswick et au Maine, selon la coutume pour ce type de travailleurs de la région. La consolidation progressive du Groupement en stabilisa petit à petit la plus grande partie sur place. Ils en sont les ouvriers sylvicoles les plus réguliers et les plus compétents.

Cette formation sylvicole fut la seule qui se donna dans le milieu sur une période de temps aussi prolongée de 25 semaines. Les programmes réguliers qui furent dispensés par la suite se limitèrent tous à la durée de huit semaines. Ainsi le voulaient les normes du Centre de Main-d'Oeuvre du Canada qui fournissait les allocations aux travailleurs en formation.

Au fur et à mesure que le projet J.A.L. se définit et que des réalisations concrètes s'amorcent, les exigences en formations professionnelles se précisent et le sens critique des demandeurs de formation s'affine. Les cours réguliers répondent de moins en moins aux besoins et on pense davantage en terme de formation sur mesure en collaboration avec des personnes-ressources compétentes de diverses provenances

sans implication nécessaire des institutions de formation. Le mini-centre de main-d'oeuvre local, l'Inter-PRIF, contribue étroitement à la définition des contenus, au recrutement des formateurs et des candidats aux formations en collaboration avec les responsables de la Coopérative de développement ou des projets spécifiques en cause. Pour le financement de ces formations, on fait souvent appel à des politiques spéciales du type "Formation en cours d'emploi" ou "Formation en Industrie."

Quelques exemples de ces formations sont éclairants: formations dans le cadre du projet Pommes de terre de semence et dans le cadre du projet Erablière.

2.122 POMMES DE TERRE DE SEMENCE:

Le projet Pommes de terre de semence préparé par le Comité spécialisé agricole avec l'encadrement technique d'un technologiste agricole attaché à la Coopérative de développement avait pu compter sur les avis des compétences du bureau régional du Ministère d'Agriculture du Québec à Rimouski.

Au tout début de l'élaboration de ce projet, avant même que se précise la perspective de sa réalisation, l'aspect formation dans cette production fut considéré comme prioritaire. Un contenu de cours fut préparé en concertation avec le Comité agricole, la Coopérative de développement, l'Inter-PRIF et les spécialistes du Ministère d'Agriculture du Québec à Rimouski, un agronome et un technologiste agricole très expérimentés dans le domaine. Un choix fut fait d'une première

session de 30 heures qui pourrait être suivie de deux autres de même longueur mais adaptées à l'état de l'expérience à ces moments. Douze personnes, producteurs individuels ou candidats à la production pour la Coopérative profitèrent de cette session donnée par les experts du MAQ à Rimouski et un producteur expérimenté de la région. Le technologiste agricole de la Coopérative suivit la session pour s'assurer de l'application des conseils techniques dans le champ dès l'amorce du projet. La présence assidue des spécialistes du MAQ tout au long des premières étapes de réalisation de l'expérience devint en quelque sorte "une formation sur le tas" et permit un enlignement, très pratique et très collé aux besoins, des contenus des cours théoriques qui suivirent et atteignirent à deux reprises au moins le groupe initial et quelques autres candidats.

Cette production très spécialisée et très exigeante de la pomme de terre de semence rencontra, dans ses deux premières années, des difficultés. La flétrissure bactérienne faillit compromettre l'aventure. La troisième année permit des résultats en quantité et en qualité fort intéressants. On avait relevé le défi avec succès à ce niveau et c'en était tout un. La formation y fut pour beaucoup. Les écueils rencontrés par la suite liés à la conjoncture générale de cette production n'infirment en rien la portée et la valeur de l'aspect formation lié à ce projet.

D'autres formations plus pratiques encore, "à fleur de terrain", se donnèrent dans le cadre de cette réalisation. A travers des budgets spéciaux, on tenta de former des travailleurs occasionnels, avec moniteurs dans le champ, pour la récupération de sols en friche, pour la cueillette de la production, etc... Les résultats n'en furent pas toujours des plus heureux. Les avantages aux individus comme à la Coopérative restèrent assez peu marquants en certains cas.

2.123 ERABLIERE:

Le Projet Erablière fut aussi accompagné d'une préoccupation de formation continue des travailleurs, des responsables et des producteurs autonomes. Stages en Erablières expérimentales du Ministère des Terres et Forêts et du Ministère d'Agriculture, sessions de formation préparées à peu près comme celles du Projet Femmes de terre et qui regroupa les travailleurs de la Coopérative à "La Grande Coulée" et aussi des propriétaires d'érablières intéressés à moderniser leurs techniques d'exploitation. Les spécialistes des Ministères dans le domaine servirent de personnes-ressources sur les lieux. Aujourd'hui, l'Erablière compte 20,000 entailles; la production atteint trois livres et demie à l'entaille et plus; la transformation se fait sur place; la mise en marché est réalisée par le personnel lui-même de l'Erablière et des activités diverses entourent cette initiative et assurent de l'emploi à au moins dix personnes en permanence. Les travailleurs sont, en majorité des parts, propriétaires de l'entreprise, avec la Coopé-

rative. Et c'est devenu un des projets les plus solides du J.A.L. Plusieurs autres propriétaires ont suivi la force d'entraînement de l'Erablière et ont passé à la technique de la tubulure sous vide et à une rentabilité accrue de leur exploitation. Cet hiver encore, des personnes étaient en formation sur la transformation du produit sur place.

Ces formations concrètes au ras du sol ou de la pratique semblent difficilement dispensables par les institutions de formation mais elles ne sont pas moins de première importance pour le succès des entreprises en cause. Rares, dans la région, furent les projets qui purent compter sur une telle présence assidue des spécialistes des ministères. Pourraient-ils suffire à la tâche? Mais si le développement régional devait passer par la multiplication d'expériences du genre, comment pourrait être assuré l'encadrement technique nécessaire? Quel rôle pourraient y jouer les institutions de formation? Ce sont des questions importantes qui demeurent sans réponses encore mais que soulèvent aussi les expériences de la Société d'Exploitation des Ressources de la Vallée et de la Neigette et la Coopérative d'Aménagement des Ressources du Trans-continental. Les institutions ne furent tout de même pas totalement absentes à ce niveau. On les retrouve dans la formation en gestion et administration, en tourisme, par exemple, en accueil, en fermes d'hébergement, etc... Mais cette présence reste ponctuelle et limitée.

2.13 FORMATION POLITIQUE:

Le niveau formation politique pourtant très important fut peut-être l'enfant pauvre parmi l'éventail des volets de formation qui se sont vécus dans le J.A.L. Ce qui ne veut pas dire que ne s'est pas développée une certaine conscience politique mais tout autrement que par la formation traditionnelle, on le verra.

Une expérience formelle fut tout de même tentée sur le sujet. Des permanents de la Coopérative étaient préoccupés de communiquer au plus de gens possible une compréhension des enjeux politiques de l'expérience qui s'amorçait et d'élargir leur vision des problèmes de leur milieu immédiat à la dimension au moins régionale à défaut d'aller plus loin. On était conscient de la complexité de la démarche et du risque d'une absorption laborieuse du contenu. Pour alléger la démarche, il fallait amorcer la réflexion par des moyens audiovisuels qui en simplifieraient la présentation. Deux permanents se mirent à l'oeuvre pour produire une série d'acétates qui faisaient, en synthèse, un tour d'horizon du problème et devaient servir d'amorce à la discussion et à la réflexion.

Les objectifs fixés à la démarche étaient:

. Information globale.

. Sensibilisation aux réalisations locales et régionales; liens entre situation locale et situation de l'ensemble de l'Est du Québec.

. Découverte du besoin et de l'urgence de la planification et de la coordination au niveau régional.

. Habilitation à se prononcer, à s'impliquer sur les hypothèses d'aménagement, à comprendre ce qui se passe.

. Sensibilisation à la force et à la valeur de projets communautaires au plan local mais aussi au plan plus large régional.

. Compréhension des rôles des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

. Compréhension des enjeux.

C'était un premier effort dans ce sens. La réponse qu'il reçut fut mitigée. La participation fut plutôt faible et l'intérêt plus ou moins soutenu. Il est difficile de dire que l'expérience n'eut pas de retombées à long terme; mais il semble que l'initiative était prématurée par rapport aux questions que se posait la population. Les permanents voulaient aller trop vite et la session brûlait les étapes de maturation du questionnement des gens.

Cette formation politique se réalisa tout de même à travers l'action, à travers l'ensemble des démarches que chaque projet supposait pour sa réalisation; mais surtout à travers les luttes menées tout au long de l'aventure pour une reconnaissance dans les faits du bien fondé de chacune des initiatives du milieu et des orientations que la population voulait bien donner à son entreprise globale de survie. L'information vulgarisa les sources et les causes des blocages occasionnels et fit progresser beaucoup de gens dans la compréhension des grands enjeux en cause dans chaque situation, dans chaque bataille.

Mais de formations bien adaptées et bien articulées sur les réalités du développement régional dans son aspect politique il n'y en a pas, ou à peu près, dans les programmes actuels à quelque niveau que ce soit. Ce n'est pas un volet facile du domaine du développement mais il demeure très important.

Cette présentation des divers aspects de la formation dans le J.A.L. est assez élaborée mais elle ne ramasse pas tous les efforts faits sous cet angle dans l'expérience globale. Il reste évident que la formation y a joué un rôle de premier plan.

La grille suivante essaie de ramasser, en plus bref, cet ensemble d'informations et de commentaires pour une utilisation plus facile. Les autres cibles retenues pour fin d'analyse ne se retrouveront que présentées dans cette même mécanique. Les comparaisons et les conclusions en seront plus faciles mais surtout moins lourdes.

	1 DIAGNOSTIC DES BESOINS	2 ELABORATION DES OBJECTIFS	3 DEFINITION DES CONTENUS & METHODOLOGIE	4 RECRUTEMENT ET PREPARATION DES INTERVENANTS	5 RECRUTEMENT ET CLIENTELE
JAL 1) "Janvier 73"	.Opération sensibilisation décidée par Comité Intermunicipal. .Trois assemblées publiques (60,100 et 200 personnes). A la dernière, présence de la CSRGP. La population exprime ses attentes, son besoin de formation, les thèmes les plus souhaités.	La population précise les objectifs à poursuivre. Repris par comité d'organisation. -Conscientisation sur la situation, développement de la volonté de participation, habilitation à une démarche collective de prise en charge du milieu, définition plus précise des formations souhaitées.	A partir des attentes du milieu, le comité d'organisation précise le contenu, le fera approuver en assemblées publiques. Méthodes de travail de groupe, de solution de problèmes. Relations humaines. Inventaire des ressources. Projets. Travail en 10 équipes. Cheminement autonome. Information comme aliment à la réflexion.	Recrutement par CSRGP. 3 jours de préparation. Les intervenants vivent en raccourci l'expérience, s'initient au contexte local, aux objectifs et aux attentes du milieu, s'entendent sur la méthodologie.	Recrutement en deux assemblées publiques par secteur (4). 214 inscriptions en tout, de tout âge, de tout milieu, de toute catégorie.
2) Formation professionnelle	Lorsque s'ébauche un projet, lorsqu'il est à se mettre en place et en cours de réalisation, le C.A. de la COOP. J.A.L., ou les membres du comité spécialisé concerné ou les responsables du projet avec leurs travailleurs identifient les besoins.	Selon le contexte ou l'état du projet et les besoins de formation identifiés, en collaboration avec l'INTER-PRIF 1, on précise les objectifs concrets des formations désirées. . Extension du CMC.	Avec les personnes-ressources, soit des ministères impliqués, soit de la CSR, le contenu est défini. Pratique et théorie sont très liées.	Les intervenants sont souvent des spécialistes des ministères, v.g. agriculture, pour pommes de terre. Ils sont souvent présents aux projets, donc très impliqués.	Ces cours professionnels visent les travailleurs des projets, les responsables, mais aussi les gens intéressés du milieu. EX.: Projet érablière: la formation rejoint les travailleurs de la Grande Coulée et petits propriétaire d'érablières.

7 DERROULEMENT	7' ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	8 EVALUATION	9 SUIVIS	10 ENCADREMENT DES SUIVIS
J.A.L. 1) 60 périodes sur 4 semaines 11 équipes. Assiduité: 85% Intérêt soutenu. Démarche laborieuse au début. Puis la confiance, la solidarité se développent. Chaque atelier analyse le milieu, fait ses propositions, identifie ses besoins de formation. Après chaque séance, la discussion se poursuit au restaurant, à la maison.	Animateurs et informateurs se réunissent à chaque semaine, évaluent le cheminement, mettent en commun les difficultés, réorientent leur participation. Présence du responsable du SEA, appui logistique. Le responsable terrain de la FSAA assure la coordination de toute l'action.	Chaque atelier évalue régulièrement son cheminement, ses méthodes de travail, son vécu affectif. A la fin, à travers une assemblée publique, chaque équipe présente son cheminement, ses propositions d'action, son appréciation de l'expérience.	4 comités spécialisés mis sur pied. Session intensive pour fixer priorités et calendrier d'action, fin mars. Formations générales et professionnelles. Solidarité organisée en octobre 73, pour gagner reconnaissance officielle de l'action J.A.L. Nouvelle opération semblable en février 1974 pour 150 personnes.	Le Comité intermunicipal coordonne toute l'action et assure la réalisation des suites de l'Opération Janvier 73. Un chargé de projet de la FSAA assure l'animation du milieu et la participation de la population. Les comités spécialisés donnent suite aux recommandations.
J.A.L. 2) La formation professionnelle est donnée sur place. La partie pratique se vit dans le projet même. On préfère trois fois trente heures de cours à 90 hres de suite pour expérimenter au fur et à mesure la théorie reçue. Le cours suivant répond alors aux questions précises.	L'expérience des personnes-ressources et leur implication assurent la qualité pédagogique de leurs contributions et leur adaptation aux besoins.	Le fait que la formation soit étroitement liée aux projets et destinée aux personnels de ces projets, impose aux intervenants une adaptation constante aux attentes.	Les formations sont réinvesties immédiatement dans les projets.	L'encadrement des suivis est assuré par les responsables des projets et parfois par les intervenants des ministères intéressés au dossier.

11 ANALYSE DES RESULTATS	12 IMPACT SUR L'INSTITUTION	13 IMPACT SUR LE MILIEU	14 RETOMBEES A LONG TERME	15 COMMENTAIRES ET ORIENTATIONS
J.A.L. 1) Rapport élaboré par le directeur du SEA de la CSRGP. Le rapport d'étape du chargé de projet de la FSAA analyse les retombées de cette expérience. Prise en charge par le milieu. Formation liée à l'action et au contexte	Première expérience du genre pour le SEA de la CSRGP. Contribue à l'orientation des interventions futures du SEA auprès des collectivités. Véritable école pour toute l'équipe.	Cause principale de la participation de la population à tous les aspects du Projet J.A.L. Action de formation axée sur la stabilisation de la population. Prise de conscience. Solidarité. Volonté de gérer ses ressources. Habilité à travailler ensemble, à élaborer des projets, à décider de son avenir, à prendre des risques calculés.	"Tous les projets réalisés dans la J.A.L. trouvent leur origine dans l'Opération Janvier 1973."	Point de départ de l'aventure J.A.L. et clef de son succès. A retenir: -Implication du milieu dans diagnostic des besoins, définition des objectifs et contenus -Préparation des intervenants. -Encadrement pédagogique et encadrement des suivis.
J.A.L. 2) Pas d'analyse comme telle.	Le concret du vécu des projets force l'intervenant et l'institution en cause à une grande souplesse et à une démarche très pratique.	La formation destinée aux personnels des projets a un effet d'entraînement sur le milieu et les gens impliqués dans des productions identiques, v.g. établière plusieurs producteurs se modernisent.	Un souci de modernisation des techniques se fait sentir dans tous les domaines.	La formation professionnelle accompagne les projets. Elle a donc un effet de stabilisation des projets et du milieu. -Formation d'accompagnement de projets. Formation en fonction des besoins du milieu.

	1 DIAGNOSTIC DES BESOINS	2 ELABORATION DES OBJECTIFS	3 DEFINITION DES CONTENUS & METHODOLOGIE	4 RECRUTEMENT ET PREPARATION DES INTERVENANTS	5 RECRUTEMENT ET CLIENTELE
S.E.R.N. AIF - ITG.	1- SERN a besoin de recruteurs d'actionnaires-propriétaires. Le C.A. identifie ce besoin et suggère de monter un C.A.T. avec C.M.C. et animateur C.S.S. mis au service de la SERN.	Besoin de formation des recruteurs précisé par permanents de la SERN et animateur C.S.S. Objectifs: outiller les recruteurs, sensibiliser au développement régional, familiariser avec organismes de gestion en commun et contexte socio-économique.	Contenus précisés par permanents SERN, animateur CSS et responsable mini-CMC: travail de groupe et relations humaines, développement régional depuis BAEQ, organismes du milieu, structures gouvernementales, la SERN, le milieu, etc...	Intervenants choisis par les mêmes. Recrutement par contacts de l'animateur C.S.S. responsable de la coordination. Choix judicieux mais préparation limitée à une présentation des objectifs.	Une personne par localité choisie par CMC et SERN pour son dynamisme et son influence dans le milieu. Femmes en majorité. S'y joint en cours de route un groupe choisi par C.M.C.
AIF: A: animation I: information F: formation ITG: Initiation au travail de groupes	2- AIF Les participants de la première étape souhaitent faire profiter le milieu de leur expérience. Identifient besoin pour chaque localité de susciter un noyau de citoyens engagés, actifs et instrumentés. Collaboration CMC - CSS.	Le groupe 1 précise les objectifs: susciter participation. Faire découvrir ressources du milieu. Rechercher idées nouvelles. Elaborer des projets pour le milieu. Amorcer des réalisations.	Contenus inspirés de la première expérience, et précisés par équipe de travail. Théorie sur travail de groupe, techniques de solution de problème, développement régional. Travail pratique en atelier devant déboucher sur réalisation concrète.	Choix fait par groupe initial. Recrutement par personne-ressource CSS. Préparation individuelle très sommaire. Aucune préparation sur méthodologie. On se fie à la compétence des intervenants.	Le recrutement est fait par l'animateur local du groupe I et CMC. 215 personnes de 9 localités, responsables déjà d'organismes ou qui cherchent moyen de s'impliquer.
	3- ITG - 30 participants des groupes AIF identifient le besoin et	précisent objectifs suite à la session de perfectionnement: - aller plus loin - assurer relève.	- animation - leadership - membership - procédures d'assemblées.	Un comité de 7 parmi les 30 recrute intervenants	Recrutement par les 30, parmi participants AIF ou engagés dans le milieu.

6 DEROULEMENT	7 ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	8 EVALUATION	9 SUIVIS	10 ENCADREMENT DES SUIVIS
SERN: AIF - ITG 1- 4 semaines à temps plein. Mélange de formation et d'information. Travail pratique de groupe. Les participants découvrent qu'ils doivent dépasser leur rôle de recruteur pour celui d'animateur de leur milieu.	Assuré par l'animateur du CSS appuyé par le responsable de l'action communautaire au CSS. Réalisé au meilleur de leur connaissance.	A chaque semaine, évaluation faite avec participants, plus évaluation finale. Satisfaction des participants et souhait que d'autres profitent d'une telle expérience dans leur localité.	1- Recrutement réalisé de propriétaires de boisés et information diffusée sur la SERN. 2- Préparation des sessions AIF par les participants pour dix (10) localités.	Assuré par animateur CSS, trop peu par C.A. et permanents de la SERN. Arrivée du SEA de la CSRBSL comme intervenant dans le milieu et appui au projet AIF au plan financement et encadrement pédagogique.
2- AIF. Prise en charge par groupe initial pour recrutement, animation, fonctionnement matériel et administration du budget fourni par CSRBSL. Autonomie du groupe. On déplore la répétition d'éléments d'information.	Par équipe de personnes-ressources de la CSR et du CSS. Une réunion à chaque semaine avec équipe d'animateurs locaux, pour retour sur le travail réalisé et les réorientations nécessaires.	Evaluation par chaque groupe avec grille préparée par équipe d'encadrement et animateurs locaux. Compilation par volontaires de chaque groupe. Rapport par animateur CSS. Intervention bénéfique à chacun, profitable au milieu, action à intensifier: souhait répété.	1) Eventail de projets concrets réalisés dont quelques C.A.T. Donc, implication dans le milieu de plusieurs participants. 2) Perfectionnement pour 30. 3) Reprise de la session AIF dans 5 autres localités l'année suivante: 65 participants. 4) Sessions ITG dans 7 localités pour 87 personnes.	Chaque groupe est à peu près laissé à lui-même. Faiblesse évidente dans l'encadrement des suivis. Une présence plus intense aurait pu déboucher sur des formations qui génèrent des projets à plus longue portée. On n'atteint pas cette étape.
3- ITG. 45 heures sur 3 semaines. Travail surtout pratique. Préparation de projets. Plus pratique et expérimental qu'AIF.	Deux animateurs de la CSR, avec comité des 7, assurent encadrement	Evaluation par participant, responsables de paroisses et animateurs.	Liste de projets dans 10 localités.	Un animateur-terrain de la CSRBSL. Présence essentielle mais insuffisante.

11 ANALYSE DES RESULTATS	12 IMPACT SUR L'INSTITUTION	13 IMPACT SUR LE MILIEU	14 RETOMBEES A LONG TERME	15 COMMENTAIRES ET ORIENTATIONS
SERN: AIF - ITG 1- L'analyse des résultats de cette première étape comme telle n'est faite qu'indirectement par l'analyse des résultats des suivis. AIF et ITG.	Au niveau CSS, l'animateur va axer davantage son intervention sur les collectivités que sur la SERN, pour un temps assez bref. Au niveau SERN, peu de changements sur les orientations. Au niveau SFA de la CSRBSL, implication nouvelle dans le milieu.	AIF et ITG verront le jour avec leurs suivis concrets dans le milieu.	Emergence de leaders nouveaux qui agiront ensemble comme multiplicateurs sans appartenance à un organisme ou structure de coordination et de concertation, mais qui finiront par se retrouver isolés et impuissants.	Action initiée par la SERN, financée par un CAT, encadrée par divers intervenants, autres qu'institution de formation. Difficulté de convergence avec objectifs de la SERN. Appel à l'initiative du milieu. Tentative d'encadrement de projets qui peuvent en émerger.
2- AIF. L'analyse des résultats de cette phase 2 est faible. Elle sera faite à plus long terme par CSP. "les résultats ITG après 3 ans."	Implication vraiment nouvelle de la CSRBSL. Délégation de pouvoir à un groupe du milieu. La CSR fournira plus tard un animateur-terrain.	Groupes mobilisés dans chaque localité. Amorce d'une action collective dans chaque milieu.	Les actions portent surtout sur des services: un petit journal local, rénovation d'Eglise, centre communautaire, bibliothèque, logements, terrains de jeux.	Action intéressante de sensibilisation qui n'atteint qu'un faible degré de politisation. Etapes à respecter dans le changement des mentalités.
3- ITG. Analyse par CSR des résultats. Originalité faible des suivis. Difficulté à trouver des pistes neuves.	Le secteur animation communautaire de la CSR trouve son dynamisme de l'ensemble de cette action.	comme ci-haut.	comme ci-haut. Comment déboucher sur des projets à impacts socio-économiques plus déterminants? sur des pistes novatrices?	Risque de tourner en rond, si imagination et créativité du milieu n'aboutissent pas à des projets à incidences socio-économiques plus marquées.

SERV	1 DIAGNOSTIC DES BESOINS	2 ELABORATION DES OBJECTIFS	3 DEFINITION DES CONTENUS & METHODOLOGIE	4 RECRUTEMENT ET PREPARATION DES INTERVENANTS	5 RECRUTEMENT ET CLIENTELE
FORMATION PROFESSIONNELLE F O R E S T E R I E	La SERV met sur pied, en juin ", son Service de Formation pour préparer et réaliser un programme de formation adapté le plus possible aux besoins des travailleurs de la SERV, et aux besoins de la SERV elle-même. Programme élaboré réparti sur trois (3) ans et financé par le PACLE.	Objectifs généraux fixés par la SERV: . Revaloriser la tâche du travailleur sylviccle - Améliorer son rendement. . Améliorer la qualité des travaux. . Améliorer la planification et la gestion des travaux. . Stabiliser la main-d'oeuvre. . Diminuer recours à du personnel technique. . Former une relève.	les permanents du Service, après recherches et consultations, proposent: 1. Formation minimum pour ouvrier sylvicole pour exécution du travail sans surveillance, amélioration des techniques de travail et atteinte du rendement moyen du travailleur de la SERV, pour les nouveaux. 2. Formation maximum pour rendre certains travailleurs capables de planifier, de prescrire et d'exécuter les travaux sylvicoles. Auto-formation comme technique d'apprentissage. Objectifs, contenu, durée suggérée et ressources disponibles de chaque bloc d'apprentissage préparés par le Service de Formation.	- Les moniteurs reçoivent la formation d'appoint. Ils sont choisis parmi les 44 du stage de formation maximum. - Un tuteur est assigné à chacun des 4 groupes pour l'aider à structurer sa démarche: rôle d'animateur sans connaissances particulières en foresterie. - Personnes-ressources de l'extérieur, à l'occasion.	- Ouvriers sylvicoles réguliers qu'on veut amener à travailler sans marquage: 68 choisis par contremaîtres; des bûcherons qu'on veut transformer en sylviculteurs. On vise ensuite la clientèle jeune inexpérimentée. - La clientèle doit répondre à certains critères dont: - être travailleur de la SERV. - expérience d'un an ou 2 de préférence. - Rendement moyen. - Intérêt pour [illegible] nagement, etc... Une liste de candidats est effectuée par les contremaîtres; un comité de sélection en retient 44; l'année suivante, en 1979, 27 continuent et, en 1980, 16.

6 DEROULEMENT SERV:	7 ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	8 EVALUATION	9 SUIVIS	10 ENCADREMENT DES SUIVIS
1. Formation terrain très pratique est privilégiée. Formation d'accompagnement. Durée 4 semaines, l'été; OU 8 pour les jeunes inexpérimentés.	Un moniteur par 8 puis 4 ouvriers explique, sur les lieux du travail, technique et conseils sur les objectifs fixés. Appel au besoin à des techniciens.	Vérification par moniteurs et contremaîtres de la qualité accrue des travaux. Manque de motivation chez certains.	Ces ouvriers formés ont plus de chance de devenir employés permanents de la SERV.	Des moniteurs itinérants assurent le suivi du cours et aident les ouvriers qui le désirent. Le moniteur comble le dérangement en aidant le travailleur visité par la coupe ou le "bunchage" de bois.
2. Dans la 1ère semaine, explications, en assemblée générale et à chaque groupe, des orientations et contenus. Chaque groupe aménage sa démarche pour 13 semaines. 1Se semaine: contrôles et évaluation. Appel au travail d'équipe et à la recherche, par opposition à exposé magistral. Dès 2e année, objectifs pédagogiques et activités d'apprentissage précisés davantage par Service de Formation plus initiation au travail de groupe.	Le tuteur aide son groupe à atteindre les objectifs du trimestre et de chaque bloc d'apprentissage. Rencontre hebdomadaire de concertation des tuteurs, de formation, et élaboration des méthodes d'évaluation et de contrôle. Rôle d'animateur d'apprenti devient rôle d'animateur à plein temps; d'où réduction des temps de concertation et utilisation d'une fiche quotidienne d'observation. Appel au besoin à des personnes-ressources, dont des ingénieurs compétents dès la 2e année.	Oubli de temps de contrôle et d'évaluation durant 10 sem. Un groupe fonctionne d'une manière plus autonome, clarifie ses objectifs et se prépare des contenus et un plan d'étude. Pour les 3 autres, difficulté d'équilibrer temps et contenus des blocs. Manque de préparation des personnes-ressources. Dernière semaine consacrée au contrôle de l'acquisition des connaissances et à l'évaluation. Dès 2e année, meilleur rythme et satisfaction.	8 moniteurs et 12 contremaîtres tirés du groupe sont engagés après 1ère démarche à la satisfaction de la SERV. Des 16 qui terminent les 3 ans, tous demeurent à l'emploi de la SERV: - 3 contremaîtres - 4 moniteurs - 1 sur équipe d'inventaire. - 7 sur la mise en place d'équipes de travail à des tâches spéciales. - 1 sur la formation spéciale.	Pas d'encadrement particulier des suivis est prévu, sinon que le Service de Formation compte poursuivre la préoccupation de la formation et que la présence des ingénieurs et techniciens forestiers à la SERV assure une certaine supervision.

11 ANALYSE DES RESULTATS SERV	12 IMPACT SUR L'INSTITUTION	13 IMPACT SUR LE MILIEU	14 RETOMBEES A LONG TERME	15 COMMENTAIRES ET ORIENTATIONS
L'analyse des résultats à long terme n'a pas été faite. Mais l'évaluation détaillée de l'action de formation et de chacune de ses parties a été réalisée avec soin par le Service de formation de la SERV. On note le nombre limité des candidats qui terminent le programme de 3 ans en formation maximum. Difficultés liées à la reconnaissance académique du programme.	Noyau de personnes plus compétentes et plus motivées. Prise de conscience des aspects positifs mais aussi des limites et de difficultés de l'autoformation. D'où recherche d'une collaboration renouvelée avec institutions de formation. En 80, 10 semaines pour formation d'ouvriers sylvicoles avec la collaboration de la Commission Scolaire-moniteurs engagés par C.S. formés à la SERV. L'expérience facilite l'orientation des autres formations professionnelles, v.g. en agriculture. Préparation d'une relève.	Impact sur le milieu difficilement identifiable. Impact indirect: ce que la SERV en retire a ses retombées dans le milieu car principal employeur du coin. Ces actions de formation ne semblent pas avoir de force d'entraînement sur le milieu: projets amorcés, formations initiées pour CO/ET par autres intervenants? Formation en agriculture (boeuf en boucherie) ouverte aux exploitants intéressés; donc, rayonnement sur le milieu.	Découleront des leçons qu'on saura tirer de l'expérience acquise. A l'origine de solidarité entre les travailleurs et les responsables sur autres dossiers. Valorisation du métier. La formation professionnelle ne suffit pas; programmes de formation en vue du développement du territoire en général seraient à penser. De même, formation en gestion et administration. Perspective d'une école forestière dans la Vallée.	Expérience intéressante dont il faudrait explorer davantage les aspects positifs et négatifs avec initiateurs, bénéficiaires et Services d'Education des Adultes, pour participation adéquate de toutes les ressources du milieu. Faiblesse sinon absence de la formation de sensibilisation. Programme en Organisation Communautaire serait utile pour élargir la participation de base: travail de groupe, solution de problèmes, élaboration de projets, implication en développement régional. Les luttes menées sont sources de politisation; comment exploiter mieux cette politisation "sur le tas"? Y aurait-il formation à prévoir dans ce domaine?

CART	1 DIAGNOSTIC DES BESOINS	2 ELABORATION DES OBJECTIFS	3 DEFINITION DES CONTENUS & METHODOLOGIE	4 RECRUTEMENT ET PREPARATION DES INTERVENANTS	5 RECRUTEMENT ET CLIENTELE
	Des citoyens de 10 localités du Transcontinental se lancent dans une action d'aménagement intégré des ressources: la CART est fondée en 1976 avec un ensemble de comités sectoriels. Dimension formation identifiée comme importante. Appel au SEA de la CSRGP.	Le SEA détermine les objectifs de son intervention: amener la C.A.R.T. ses membres et la population à s'établir un plan de développement régional avec objectifs à long terme et moyens pour les atteindre. Conscientiser à l'importance de la participation. Instrumenter la population. Lui donner des moyens de coordination, de planification et d'évaluation.	Projets de formation réalisés par SEA et contenus définis avec C.A. de la C.A.R.T. 1. Entraînement intensif à l'animation. 2. Apprentissage de la planification. 3. Support à l'élaboration d'un Plan d'Aménagement. Et plusieurs interventions ponctuelles selon les besoins du moment et demande expresse du C.A.	. Personnes-ressources attachées à la CART et intervenants extérieurs du milieu et du SEA. . Idem. . Les animateurs du C.A.T. encadrés par les ressources du SEA de la CSRGP et animateur du C.S.S.	- Six animateurs engagés sur un CAT pour élaboration d'un Plan d'Aménagement avec la population. - Idem avec, en plus, membres du C.A. - Information dans chaque paroisse pour formation de comités de travail dans chacune d'elles.

DERCULEMENT	ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	8 EVALUATION	9 SUIVIS	10 ENCADREMENT DES SUIVIS
CART:				
1. 4 semaines intensives de formation sur techniques de travail de groupe, développement régional et expériences diverses. Préparation du travail avec la population.	Présence continue d'une animatrice du SEA de la CSRGP et d'un animateur CSS.	Evaluation par le groupe à la fin du stage.	Réalisation du Plan d'Aménagement par l'animation du milieu.	Voir 3-
3. Réunion des comités locaux sur 12 semaines sur propositions de développement. Formation de 3 comités spécialisés pour revoir propositions locales dans l'optique développement régional. Rédaction du Plan d'Aménagement des Ressources du Transcontinental. Campagne de consultation dans chaque localité et auprès des conseils municipaux.	Présence continue de l'animateur CSS. Appui de l'Animatrice du SEA.	?	Distribution du Plan dans version abrégée. Information du milieu. Difficultés à passer à la phase réalisation des projets.	Présence d'un animateur du CSS et de permanents à la CART. Retrait des personnes-ressources du SEA de la CSRGP.

11 ANALYSE DES RESULTATS	12 IMPACT SUR L'INSTITUTION	13 IMPACT SUR LE MILIEU	14 RETOMBEES A LONG TERME	15 COMMENTAIRES ET ORIENTATIONS
CART On gagnerait à faire une analyse détaillée des résultats des formations pour identifier les causes des faiblesses des suivis et d'une certaine incapacité de la population à s'engager dans des projets concrets.	Difficulté de la CART à prendre une vitesse de croisière stimulante pour le milieu. La CSRGP tente de soutenir le dynamisme de l'expérience mais se retire devant les blocages rencontrés et leurs causes "difficiles" à identifier.	L'impact sur le milieu est faible. L'orientation qui se prend actuellement semble liée aux intérêts personnels de quelques leaders...? Participation faible de la population à l'action et aux décisions qui pourraient être déterminantes. Manque de dynamisme.	Difficiles à percevoir. Quelques projets autonomes font leur chemin: groupement forestier, ACCM à St-Benoît. On privilégie orientation dans la spécialisation en agro-alimentaire: produits de l'érable et miel (transformation), asperges. Où sont les vrais intéressés?	Les vrais leaders du milieu sont-ils rejoints? En a-t on formé d'autres et pourquoi ont-ils si peu de poids? Les interventions de formation qui pourraient redresser la situation restent à identifier. Courant difficile à renverser. Autre noyau de leadres à identifier pour implication sur initiatives nouvelles en formation si possibles.

	1 DIAGNOSTIC DES BESOINS	2 ELABORATION DES OBJECTIFS	3 DEFINITION DES CONTENUS & METHODOLOGIE	4 RECRUTEMENT ET PREPARATION DES INTERVENANTS	5 RECRUTEMENT ET CLIENTELE
LOIRE	Le Préfet du département, inquiet de la situation de déclin économique du milieu, demande au C.I.P.L. et à l'I.A.E.E. d'élaborer un projet de redéploiement économique et social appuyé sur les organismes de formation (concertation de sept organismes ACOFREL, et présentation du projet de redéploiement économique et social de la Loire.	Objectifs fixés: -impulser une action d'ensemble de revitalisation économique. -créer le plus grand nombre d'emplois durables. -susciter des voies de diversification des activités existantes pour maintien et expansion de l'emploi. - utiliser à ces fins les ressources de la formation comme agent d'analyse, de rapprochement des possibles et d'expérimentation préalable.	sont proposées 3 étapes d'intervention: 1- Recueil des données: . Recherche de voies inédites . Test de filières nouvelles . valorisation de projets existants ↓ CHOIX DES THEMES A RETENIR 2- Réflexion sélective: Les thèmes retenus sont soumis à des groupes de travail qui ont à se prononcer sur la faisabilité du projet. ↓ CHOIX DES ACTIONS A ENGAGER 3- Action ou expérimentation en vraie grandeur. Les créneaux retenus sont traduits en réalisations concrètes, selon trois formules possibles (Voir colonne 6 au no 3).	-chaque groupe s'assure de l'appui d'un "support de pilotage (homme ou institution) ou d'information, choisi pour sa compétence reconnue dans la matière du thème exploré. -On fera appel: .au "support" de pilotage .aux industriels, professionnels, élus , etc... concernés par l'option retenue .à des spécialistes pour les vérifications techniques, etc..	-Groupes de demandeurs d'emploi de qualifications diverses qui répondent à la publicité faite par les organismes de formation et qui acceptent une formation à ce type de démarche.

6 DEROULEMENT	7 ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	8 EVALUATION	9 SUIVIS	10 ENCADREMENT DES SUIVIS
LOIRE:				
1. Un conseiller ou un comité vérifie dès le départ le sérieux des candidats et la valeur des projets dont ils peuvent être porteurs. Une liste de projets peut aussi être suggérée par l'institution.	-Rôles de la formation dans: .recension des thèmes .recherches méthodologiques de base .méthodes de compilation des données, d'enquêtes préalables. .rédaction de synthèse provisoire.	La formule d'évaluation variera avec les institutions impliquées. L'évaluation globale du projet dans son ensemble n'est pas encore faite.		Un certain suivi de l'exploitation des entreprises initiées peut être assuré; le mode n'en est pas encore défini. La démarche provoque la mise en place du Club des créateurs d'entreprises pour stimulation et support réciproque.
2. Les groupes sont alors constitués par affinité et complémentarité d'intérêts, de compétences et de choix.	-La formation prend en charge. .la coordination et l'animation des groupes de réflexion .les mises au point méthodologiques .les enquêtes sur le terrain, études de marché, investissements, etc... .les rapports de synthèse.			
3.-Formations-productions: Les groupes spécialisés réaliseront "en réel" le projet pour un temps déterminé.	-Le complément de formation appropriées sera donné et l'encadrement assuré.		-L'entreprise, légalement fondée, deviendra autonome.	
-Formations spécifiques innovantes si les qualifications requises dans le milieu sont rares ou absentes. -Cession directe du dossier à des intéressés compétents.	-Ces agents indispensables, sont spécialement formés en stages longs adaptés.		-Insertion professionnelle garantie dans le projet novateur. -Possibilité ? d'emplois des stagiaires qui ont piloté le dossier	

12 ANALYSE DES RESULTATS	13 IMPACT SUR L'INSTITUTION	13 IMPACT SUR LE MILIEU	14 RETOMBEES A LONG TERME	15 COMMENTAIRES ET ORIENTATIONS
LOIRE:				
L'ensemble du projet est à sa première année de fonctionnement; l'analyse des résultats est à venir.	Une certaine concertation entre les institutions est amorcée, entre intervenants publics et privés du domaine de l'éducation et agents économiques. L'ACOFREL devient l'interlocuteur unique au niveau du Département, en matière de formation continue. Le financement des initiatives de formation par un fonds spécial en provenance du Secrétariat d'Etat à la formation professionnelle et le fonds Social Européen permet plus de souplesse, d'adaptation aux besoins.	La formation se découvre un rôle de promotion de l'activité économique et de création d'emplois Moyen d'entraînement et non seulement d'accompagnement. Contribue à la diversification de la production, à l'identification de secteurs neufs et d'initiatives nouvelles. -Les acquis débouchent, par voie directe, sur l'économie du département.	Dynamisme nouveau qui arrête le dépérissement économique et impulse une action d'ensemble de revitalisation de l'économie.	Méthodologie rigoureuse. Encadrement pédagogique assuré par l'institution mais avec participation variée et souple de diverses compétences. Démarche pragmatique.

LOIRE	1 DIAGNOSTIC DES BESOINS	2 ELABORATION DES OBJECTIFS	[illegible]ITION DES CONTENUS & METHODOLOGIE	4 RECRUTEMENT ET PREPARATION DES INTERVENANTS	5 RECRUTEMENT ET CLIENTELE
CIPL et IAEE Formation et création d'entreprises.	Le diagnostic des besoins est déjà réalisé dans l'élaboration du projet global de redéploiement économique de la Loire faite par le CIPL et l'IAEE.	Objectifs fixés par l'institution: . Apprécier et affiner sur tous les plans la faisabilité des projets. . Concrétiser en tous domaines le montage du dossier et de l'entreprise elle-même. . Apporter aux participants les outils de gestion propre à faire démarrer et se développer leur entreprise.	Contenus proposés par l'institution: . L'action commerciale. . Prévision financière et de trésorerie. . Organisation administrative. . Gestion de la production. . Gestion de stocks . Gestion du personnel. . Législations . Mesures d'aides seront conduits simultanément . la formalisation de chacun des projets. . les démarches personnelles des participants. . les apports de formation et d'information.	L'intervenant principal est le responsable du dossier à l'IAEE et une équipe rodée de collaborateurs.	Le stage s'adresse à des porteurs de projets de création d'entreprises industrielles, ou de service ou artisanales. Après publicité, 30 candidats se présentent, sont soumis à deux ou trois entretiens individuels pour tester viabilité du projet et sa capacité de créer des emplois. Examen par un comité de projets. 12 candidats sont retenus: . possibilité produit-marché . forte personnalité . apport minimal d'argent. Stagiaires rémunérés par l'Etat pendant le stage.
CCI de Roanne	Même diagnostic qu'au CIPL.	[illegible]oblable avec préoccupation de mettre l'accent sur des techniques de pointe.	Contenu moins clairement défini-accent sur l'accompagnement technique des projets.		Les stages s'adressent à des cadres demandeurs d'emploi et porteurs de projets novateurs, à caractère technique et d'appui à l'entreprise régionale.

/100

6 DEROULEMENT	7 ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	8 EVALUATION	9 SUIVIS	10 ENCADREMENT DES SUIVIS
CIPL - IAFE: 1ère étape: Procédés méthodologiques et établissement des lignes de recherche. Guide d'entrevues. Liste d'entreprises cibles à visiter. 2e étape: Etude de faisabilité. Exploration des aides à la création d'entreprises, des marchés, du financement possible, des sources de conseils techniques. 3e étape: formation production en pré-entreprise. Complément de l'étude du marché, signature de contrats, installation, lancement de l'entreprise.	- Fiche d'activité hebdomadaire - Une demi-journée par semaine de synthèse du travail réalisée et de préparation du travail à faire. Bilan mensuel des trois mois. Rapport synthèse final du cheminement et de l'état du dossier.	En fin de stage, évaluation globale verbalement.	Dix des douze participants ont créé ou sont en voie de créer leur projet pour 30 emplois.	La démarche a débouché sur des liens entre entreprises complémentaires. Elle a provoqué, en collaboration avec la C.C I., la mise en place du club des créateurs d'entreprises qui facilite rencontres mises en communs, consultations, stimulation
CCI de Roanne	Recours à des organismes officiels de recherche comme l'INRA.	Satisfaction des participants - Reprise de confiance en soi. Réunion de compétences diversifiées et complémentaires.	Des projets sont à se concrétiser.	Accompagnement des réalisations par l'institution.

/121

11 ANALYSE DES RESULTATS	12 IMPACT SUR L'INSTITUTION	13 IMPACT SUR LE MILIEU	14 RETOMBEES A LONG TERME	15 COMMENTAIRES ET ORIENTATIONS
CIPL - IAFE Expérience trop jeune, pour une analyse valable des résultats.	Approche pédagogique renouvelée.	Les réalisations ont des répercussions directes sur l'économie de la région.	Dynamisme nouveau et confiance redonnée au milieu. Sensibilisation à l'importance d'une action concertée et planifiée.	Accent sur l'aspect gestion et administration. Encadrement de créateurs d'entreprises, d'initiateurs d'idées novatrices.
CCI de Roanne Difficulté de recrutement des stagiaires.	Préoccupation de favoriser l'évolution vers un nouveau type d'entreprise, du type homme d'entreprise à l'équipe d'entreprise.	On rejoint de véritables multiplicateurs susceptibles de générer des projets, au dire des responsables.	Force d'entraînement pour le redéploiement économique qui peut être décisive.	Clientèle de cadres et de compétences.

Page 103 manquante

/2	1 DIAGNOSTIC DES BESOINS	2 ELABORATION DES OBJECTIFS	3 DEFINITION DES CONTENUS & METHODOLOGIE	4 RECRUTEMENT ET PREPARATION DES INTERVENANTS	5 RECRUTEMENT ET CLIENTELE
ARDECHE CEFRA (Suite)			5. Formations aux pratiques de la pluri-activité en zone rurale déprimée. 6. Formation à la création d'entreprises et à la prise de responsabilités économiques. 7. Formation des responsables locaux au nouveau rôle des collectivités locales. 8. Formations à l'analyse et à la programmation du développement local, formations pour l'amélioration du fonctionnement des collectivités, pour le développement d'activités associatives, pour l'évaluation des potentialités locales et le repérage des blocages.	dans le cadre de Contrats de Pays ou de regroupements communautaires constitués pour la circonstance.	-Vise chômeurs, nouveaux venus, actifs menacés de perdre leur emploi. -Vise élus locaux, responsables socio-professionnels. Effectifs plus importants dans le cadre de contrats de Pays qu'ailleurs.

6 DEROULEMENT	7 ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	8 EVALUATION	9 SUIVIS	10 ENCADREMENT DES SUIVIS
ARDECHE - CEFRA: La formation est d'abord conçue comme échange d'expérience, démarche de réflexion sur des situations concrètes, sur le vécu d'individus, de groupes, de collectivités. Formations courtes d'abord (8 à 30 heures) à caractère de simple sensibilisation et d'information de base pour motiver et préparer à des stages plus longs. Les stages de moyenne et longue durée ont dû être raccourcis en cours de formation. Stages de courte durée reçoivent bonne réponse.	L'animateur du CEFRA propose des méthodes de travail, alimente les leaders, tente l'amorce d'un processus d'auto-formation, sans mettre de côté l'appel à des personnes-ressources.	Il a été apprécié que le CEFRA ouvre largement la formation à des thèmes nouveaux, sans référence à un modèle, mais en vue d'explorer et d'exploiter toutes les voies possibles susceptibles de déboucher sur des réalisations avec chances raisonnables de succès. L'opération a élargi l'effectif des personnes qui bénéficiaient de la formation.	2- En tourisme, 80 en métiers de moniteurs de ski de fond, accompagnateurs de randonnées, 4 associations d'accueil d'enfants à la ferme, création de fermes-auberges et de tables d'hôtes en milieu rural, transmission du savoir-faire ancien avec éléments nouveaux 3- Amélioration du statut d'aide rurale à domicile.	

...2

SUI/

7 DEROULEMENT ARDECHE Suite	7 ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	8 EVALUATION	9 SUIVIS	10 ENCADREMENT DES SUIVIS
5- Stages théoriques sur la pluriactivité et les conditions de son exercice. - Stages pratiques de moyenne durée sur activités qui peuvent apporter compléments de revenus ou dispenser de recours à des services de l'extérieur. 6- Stages en création d'entreprises: trois réalisés de 1200, 800 et 800 heures. A-Temps de formation commune. Outillage: analyse des débouchés, gestion, administration, etc B-Travaux réalisés individuellement: repérage de terrain, apprentissage technique et pratique en stages, élargissement et diversification des capacités, mise au point technique. C-Mise en situation de production effective.	longue phase de préparation indispensable et de recrutement-sélection (P. 22, Evaluation 79). Réunions périodiques d'évaluation avec équipe CEFRA et responsables de ces stages. Questionnaires aux stagiaires et responsables. ETAPE A: avec responsables et personnalités de niveau régional + national. ETAPE B: Contrôle d'évolution des projets et de la trajectoire individuelle. ETAPE C: Test des aptitudes et motivations.	Difficiles car stagiaires ont "niveau de départ" professionnel insuffisant. Il faut penser stages plus longs pour vraiment former à la création d'entreprises et non à l'emploi salarié. Mais encore difficile à cause du petit nombre de candidats, de l'hétérogénéité des préparations et scepticisme des organisations professionnelles. Attitude ouverte toute nouvelle de stagiaires. Solidarité encore faible. Pas de préoccupation d'action en commun encore.	Sur 50 projets initiaux, 20 ont été radicalement transformés, les autres sensiblement modifiés, sinon abandonnés. Stages de 800 hres visent mise en place d'unités plus modestes de gabarit artisanal, mais abandons plus nombreux. Résultats des 2 stages: * entreprises créées avec salariés. 7 sans salariés. 6 différées pour perfectionnement 2 remises sur pied 3 comme compléments de revenus 5 salariés 2 abandon - Un autre stage est en cours de réalisatio	Sur stage de 1200 hres pour PME et PMI, accompagnement exigeant des suivis car absence d'organismes pour assurer cette assistance de suivi individuel des projets. Accompagnement moindre pour stages de 800 hres mais nécessaire aussi à cause de la pauvreté des ressources de ce genre en milieu rural.

/2

11 ANALYSE DES RESULTATS	12 IMPACT SUR L'INSTITUTION	13 IMPACT SUR LE MILIEU	14 RETOMBEES A LONG TERME	15 COMMENTAIRES ET ORIENTATIONS
ARDECHE - CEFRA:				
Deux rapports d'évaluation (Déc. '8 et Déc. '9) sont réalisés par le CEFRA et font une analyse détaillée des résultats. La formation traditionnelle atteignait 600 personnes par an. En 1977, le CEFRA rejoint 1608 stagiaires. En 78, 5398. En 79, 4485. Renforcement relatif de demandes en provenance de catégories non traditionnelles ou jusqu'ici inorganisées. Plus de la moitié des formations résulte d'initiatives autres que médiateurs traditionnels.	Les institutions traditionnelles, organisations professionnelles, contestent l'approche du CEFRA, mais admettent intérêt de la souplesse de la formule utilisée. La Chambre des Métiers se fait plus collaboratrice et profite de l'expérience pour adapter son intervention aux mutations techniques et modifier son approche. Occasion d'enrichir et d'approfondir la concertation entre organismes, mais occasion qui n'a pu se concrétiser.	L'opération a favorisé l'apparition de nouvelles "forces vives" au sein de la population, a valorisé bon nombre "d'exclus". Aide à la reconstitution du tissu socio-économique. Féminisation progressive des publics en formation. Les formations à des activités complémentaires ont donné des résultats concrets surtout dans métiers du tourisme sportif. Intérêt nouveau et participation des élus locaux.	Regain de l'esprit d'initiative, goût de l'expérimentation et de l'innovation. Amélioration des pratiques professionnelles individuelles. Recherche et réflexions valables sur modèle de développement alternatif. Découverte de l'importance urgente d'un plan de développement pour le département et de la mise en place d'un dispositif de programmation du développement et de la formation (peut être l'ACFERD.)	Conditions d'assistance et de suivi qui n'ont jamais existé auparavant en milieu rural. Accent sur la préoccupation de changement d'attitude, de reconstitution des dynamismes locaux sociaux et économiques. Approche pédagogique à la fois souple et articulée.

...?

11 ANALYSE DES RESULTATS	12 IMPACT SUR L'INSTITUTION	13 IMPACT SUR LE MILIEU	14 RETOMBEES A LONG TERME	15 COMMENTAIRES ET ORIENTATIONS
5-		Amélioration du niveau de vie par apport de revenus d'appoint. Initiatives intéressantes.	Débouche sur transformation sur place des matières brutes locales.	Provoque à la réflexion sur philosophie d'intervention en milieu dévitalisé, économie duale.
6- Le rapport d'évaluation de décembre 79 fait une analyse élaborée des résultats et difficultés notés jusqu'à ce moment.	Les contrats de Pays recensent avec précision les candidats possibles, amorcent politique d'orientation et de guidage des demandeurs.	Renouvellement de la problématique de la création d'emplois ou d'activités économiques. Préparation d'une relève. Valorisation des néo-ruraux.	Découvertes de possibilités nouvelles en Ardèche, avec projets que les organisations professionnelles ont même dissuadés jusqu'ici ou très peu encouragés. L'Association des maires veut revoir sa politique d'implantations industrielles et micro-industrielles avec organisme éventuel de renseignement et de guidage des créateurs d'emplois ou d'entreprises.	Conditions nouvelles d'expérimentations et de montage de projets mais irréalisables dans l'isolement.

/2

EN CONCLUSION

COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS

COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS EN GUISE DE CONCLUSION:

Le bilan-évaluation des actions de formation liées au développement régional pourrait être plus complet et surtout plus raffiné dans ses différents volets. Je comptais, à l'automne, à travers une démarche de réflexion collective déjà esquissée dans la session du 8 avril dernier avec les conseillers pédagogiques compléter l'information et surtout procéder à certaines vérifications sur le terrain.

La présentation sur plateau de notes fignolées sur le sujet, sans l'implication directe des premiers intéressés, les éducateurs ou les intervenants socio-économiques du milieu, ne modifierait sûrement que peu de choses.

Aussi, pousser plus loin et seul l'opération me semble peu valable. La démarche la plus pertinente devrait comporter l'implication des équipes des Services d'Education des Adultes 1) dans la vérification des divers aspects des expériences retenues pour fin d'analyse et qui les concernent de plus près et 2) dans l'étude comparative des diverses initiatives de formation par l'utilisation en parallèle de chacun des quinze points intégrés à la grille d'analyse.

Les considérations concrètes qui ressortiraient d'une telle réflexion commune pourraient sans doute constituer les éléments de base à enrichir d'un projet pédagogique collectif axé sur le développement régional. A partir de ce moment, en tout cas, les conditions seraient réunies et les esprits préparés pour une démarche de consultation et de concertation avec les organismes socio-économiques du milieu. Du moins, je le pense.

Les commentaires et suggestions qui suivent n'ont aucune prétention d'éclairer d'une manière définitive les divers aspects du problème. Ils ne veulent qu'alimenter la recherche et la discussion. Ils arrivent sans un ordre logique très clair, un peu "à bâtons rompus"; l'utilisation qu'on en fera reste à la discrétion des destinataires...

1- A partir des grilles diverses sur les formations:

Voici quelques commentaires que m'inspire, à première vue, un regard comparatif sur les diverses grilles des formations analysées, en certains de leurs aspects:

1.1 Diagnostic des besoins, élaboration des objectifs et des contenus:

Sur ces premiers points, un élément me semble particulièrement important: l'implication la plus large possible des groupes ou collectivités dans le diagnostic des besoins, l'élaboration des objectifs et la définition des contenus et des méthodologies. Les énergies investies à ces niveaux sont largement compensées par l'intérêt des participants et la pertinence accrue des formations dispensées et des approches pédagogiques utilisées.

Cette remarque soulève tout de même plusieurs problèmes.

Une formation liée au développement régional et collée véritablement aux besoins concrets suppose une souplesse et une adaptabilité des contenus et de la démarche pédagogique. Elle remet en cause l'application rigide pour ces milieux des programmes réguliers; elle fait donc appel couramment à une formation sur mesure qui comporte la difficulté de la reconnaissance

académique des formations pour ces clientèles.

Un autre élément qui rentre en ligne de compte par rapport à ces premiers aspects à considérer, c'est la responsabilité du "dépistage et de l'analyse des besoins" en formation des collectivités, des groupes et des organismes socio-économiques impliqués dans le développement régional.

L'implication des institutions avec les collectivités, les groupes et les organismes me semble particulièrement importante à ce niveau pour une réponse adéquate et motivée aux attentes du milieu. Les institutions doivent être attentives et sensibles aux problématiques que vivent les collectivités, groupes et organismes et ceux-ci doivent se sentir à l'aise auprès de ces ressources pour formuler en toute liberté leurs besoins et leurs exigences.

La présence de la Commission de formation professionnelle, conditionnée en bonne partie par "Emploi et Immigration Canada" quant au financement, semble poser un problème dans ce domaine. On déplore, à la base, la multiplicité des intervenants et la diversité des objectifs poursuivis par chacun qui ne tiennent pas compte des priorités du milieu lui-même. Et on se trouve devant des contradictions identifiées clairement par les interlocuteurs de la base.

Emploi et Immigration Canada qui finance n'a qu'un objectif: faire baisser son chômage. La priorité va donc à la formation professionnelle liée à l'emploi et à la mobilité de la main-d'oeuvre, encore. La CFP vérifie "l'éligibilité des candidats au financement" en fonction des critères du fédéral. On forme alors à l'emploi,

mais il n'y a pas plus d'emplois dans la région et les candidats formés ne trouvent pas, dans le milieu, d'emplois dans leur spécialité; on continue ces formations à même les listes de chômeurs. C'est bon pour les "taux de chômage", mais qu'en est-il pour le développement régional?

Par ailleurs, si les Organismes de Gestion en Commun du milieu initient des formations pour répondre à leurs besoins, des chômeurs leur sont imposés sans qu'ils soient nécessairement "les bons gars pour les bonnes jobs". Une fois ces formations terminées, ces gars s'évaporent dans le décor et les organismes se retrouvent avec leurs problèmes de compétence de personnels.

L'application des recommandations de la Commission d'étude sur la formation des adultes (Commission Jean) viendra peut-être solutionner certains de ces problèmes. La création d'un Centre régional d'éducation des adultes corrigerait certainement plusieurs de ces difficultés identifiées ci-haut. Mais comment pourra se réaliser son rôle premier "d'insuffler dans les organismes éducatifs les préoccupations des populations locales" s'il n'implique pas, de quelque manière, ces organismes dans "l'identification des besoins éducatifs des adultes"? La question reste posée.

1.2 Personnes-ressources, clientèle, déroulement et encadrement pédagogique:

Quant au choix des personnes-ressources et à la préparation de leur intervention dans le milieu, leur connaissance du contexte et de la problématique du développement des zones concernées est fondamentale. Leur compréhension des attentes de ces populations et leur acceptation par elles sont aussi importantes. Si les personnes-ressources sont du milieu même ou déjà impliquées directement ou indirectement dans l'action de prise en charge, leur crédibilité est déjà acquise et leur sensibilité aux problèmes de base des groupes ou collectivités déjà certaine. Un des rôles importants des institutions est peut-être de former dans le territoire même les personnes-ressources nécessaires et d'encadrer, si possible, les initiatives d'autoformation des groupes. A ce moment, le langage des intervenants et le rythme de croisière ont toutes les chances de respecter la capacité d'absorption des participants et théorie et pratique de se mélanger pour leur plus grand bénéfice. La formation devient ainsi une démarche d'accompagnement des collectivités, des groupes et des projets surtout. Les clientèles sont les candidats éventuels à la mise en place des projets, les travailleurs de ces initiatives du milieu ou toute personne intéressée directement à ce même domaine d'activité dans le territoire. C'est de la formation pour la stabilisation des populations et des collectivités.

A ce niveau, serait à tenter, il me semble, une expérience de formation ou d'accompagnement de chômeurs ou de tous candidats possibles porteurs d'un projet et autant du milieu urbain que du milieu rural. Les expériences de Loire et d'Ardèche seraient à exploiter dans ce sens mais avec adaptation évidente à notre milieu.

1.3 Evaluation - Suivis - Encadrement des suivis:

L'évaluation en cours de route et en fin de parcours est une discipline exigeante et utilisée assez inégalement. Elle permet les réenlignements qui s'imposent, les rajustements de tir. Mais on est assez peu rompu à cette démarche et surtout peu outillé.

L'évaluation de fin de session devrait surtout véhiculer la préoccupation des suivis à la formation réalisée et de leur encadrement. Sur ces points, une attention toute particulière me semble s'imposer. A mon sens, les suivis et leur encadrement sont aussi importants en formation liée au développement régional que, dans un programme de reboisement, la surveillance et l'entretien des aires de plantation. Les groupements forestiers et Sociétés d'exploitation des ressources commencent à se rendre compte que s'ils n'interviennent pas au niveau de l'entretien, l'argent investi dans le reboisement court le risque de l'avoir été en pure perte. De même en formation au développement régional surtout dans le volet sensibilisation de la population, la qualité de l'encadrement des suivis est une condition essentielle de concrétisation des suites aux formations.

En formation professionnelle, le milieu de travail peut assez régulièrement recueillir les retombées de la formation et vérifier la qualité des connaissances et des habilités acquises.

En formation de sensibilisation, le risque demeure plus grand que les groupes ou collectivités bénéficiaires se retrouvent laissés à eux-mêmes et démunis dans la phase des décisions concrètes et engageantes à prendre suite au stimulus à l'imagination, à la créativité, à la responsabilité reçu en cours de session. Pour beaucoup de groupes, la pierre d'achoppement la plus fréquente, c'est l'étape du passage de la dépendance des solutions miracles en provenance des pouvoirs en place, de la velléité d'entreprendre, à l'aventure de réalisations véritables à base de risques calculés pleinement assumés.

Il n'appartient peut-être pas aux institutions en exclusivité d'assurer cet encadrement des suivis, mais elles doivent en véhiculer la préoccupation et s'assurer que leur intervention ne tombe pas dans le vide.

1.4 Impact sur l'institution, sur le milieu et retombées à long terme:

Au plan de l'impact des formations sur le milieu et des retombées à long terme, il est évident que cet encadrement des suivis joue un rôle fondamental.

Le JAL en est un exemple frappant. On recueille encore aujourd'hui les fruits très impressionnants de l'Opération Janvier 1973. Ce fut, à ce point de vue,

de toutes les formations vécues dans le territoire, l'expérience la plus percutante. Comme quoi, la formation professionnelle n'est pas la seule, au plan des retombées possibles, à considérer comme déterminante pour le développement socio-économique d'un milieu.

Pour leur part, les sessions AIF-ITG sont à l'origine de multiples réalisations, reflets de la vitalité et du dynamisme des petites équipes ainsi formées, mais conséquences aussi de l'encadrement minimal fourni pas la CSRBSL. Un dossier important amorcé par une des premières équipes mises en branle à travers cette expérience à Trinité des Monts n'a pu arriver à maturité que par l'encadrement efficace assuré par la Société d'exploitation des ressources de la Neigette; à cause de son importance, il y fallait un appui important. C'est le dossier de l'élevage ovin de la Neigette qui semble devenir la plus grande réalisation du genre au Québec.

J'insiste encore ici sur le fait que, pour des retombées à long terme impressionnantes sur le milieu, pour une implication vraiment significative des populations sur le développement de leur région, la formation de sensibilisation est de première importance si elle est bien articulée sur la réalité territoriale et surtout **bien encadrée dans sa réalisation et dans ses suivis**. Là où cet aspect de la formation est absent ou très faible, le développement du milieu ne sera l'affaire que de quelques leaders et la participation effective de la population que montées de fièvre ponctuelles à l'occasion de l'éclatement de dossiers chauds.

2. Considérations diverses:

Voici maintenant, en vrac, quelques considérations qu'il faudrait reprendre, nuancer peut-être et approfondir.

2.1 Formation professionnelle, formation de sensibilisation, formation politique:

La formation professionnelle est assez spontanément identifiée comme un besoin dans le cheminement de groupes ou de collectivités engagés dans des actions liées au développement régional. La compétence technique est perçue facilement comme une nécessité dès la mise en place de projets de quelqu'importance. Le besoin de connaissances en gestion et en administration surgit aussi à partir du moment où on commence à brasser un chiffre quelque peu important d'affaires et où les décisions administratives deviennent quelque peu plus complexes. Les demandes arrivent alors au niveau secondaire ou collégial. La volonté d'autoformation sur ces plans demeure assez rare. Seule la SERV s'y est engagée, mais il n'est pas certain que cette expérience n'a pas souffert de l'absence d'une compétence rodée au plan encadrement pédagogique comme celle que peut fournir normalement une institution de formation. Ce qui ne signifie pas que l'initiative n'a pas eu ses aspects positifs dont on peut avantageusement tirer des leçons.

Ce qui semble une des difficultés des institutions, c'est de coller les formations qu'elles dispensent aux attentes très concrètes, très pratiques des groupes. On reproche souvent aux programmes de formation d'être trop théoriques, de ne pas être assez près de la réalité du vécu des travailleurs. Ce qu'on réclame beaucoup: c'est "une formation sur le tas", une formation d'accompagnement du candidat sur son lieu de travail, une

utilisation de son champ d'action comme laboratoire. La SERV a tenté l'expérience, en a découvert les côtés positifs mais aussi les limites. Le J.A.L. l'a fait autrement. Il y a à explorer plus à fonds ces initiatives pour en tirer tous les fruits et en exploiter davantage les leçons.

Au niveau gestion et administration, il y a un besoin évident bien identifié dans les organismes de gestion en commun. Le Syndicat des producteurs de bois est en recherche sur le sujet. Une implication du CEGEP de Rimouski à la Société d'Exploitation des ressources de la Neigette sur la formation des contremaîtres semble avoir répondu véritablement aux attentes. Il faudrait explorer cette piste.

Quant à la formation que j'appelle "de sensibilisation", elle est loin d'avoir été sentie partout comme un besoin, une nécessité. Pourtant, les conséquences d'une lacune sur ce point sont évidentes: la mobilisation des groupes, des collectivités, est à peu près inexistante; la participation véritable des populations aux choix de société et aux grandes décisions sur le devenir du milieu reste très faible.

Pour ce qui est de la formation politique, les réalisations dans ce domaine sont à peu près inexistantes. Il y a là lacune certaine même si on ne peut nier que les luttes menées dans la région par les mouvements comme les O.D. ou les O.G.C. ont été l'occasion d'une politisation valable d'une bonne partie de la population. Il y a donc à penser une action dans ce secteur. Les institutions de formation ont une contribution importante à fournir dans le champ de l'analyse des enjeux en cause dans les choix à faire et les luttes à mener pour le développement régional et dans le champ de l'analyse des problématiques spécifiques à la région dans ce domaine. L'expertise de

l'UQAR en ces questions serait d'une grande utilité; et il serait fort souhaitable que les personnes préoccupés de ces problèmes dans les institutions du secondaire ou du collégial puissent avoir davantage accès aux fruits de la recherche universitaire et servent, à l'occasion, de courrois de transmission et d'instruments de vulgarisation de ces données aux premiers concernés, les citoyens de la région. En définitive, l'implication de l'UQAR dans la présente concertation entre les institutions demeure plus que souhaitable.

2.2 Développement régional et PME:

Tout au long de ce dossier, développement régional et développement communautaire ont été étroitement liés. Ce qui fait que les entreprises collectives, les organismes de gestion en commun ont eu la vedette. La PME n'a-t-elle pas sa place dans ce contexte? Les entreprises collectives sont elles-mêmes souvent des PME qui opèrent évidemment avec une philosophie particulière. La PME n'est pas du tout mise de côté par les groupes engagés dans le développement régional; elle est, au contraire, considérée comme fort importante pour le progrès socio-économique du milieu et encouragée sinon initiée ou consolidée par le dynamisme et la force d'entraînement des OCC.

Les Cegeps offrent à la PME, avec la collaboration du Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, tout un programme de formation qui utilise les documents pédagogiques de la Banque fédérale de développement. Une analyse de ces formations, dans le cadre de ce dossier, aurait été fort pertinente. N'ayant pas eu le temps d'explorer ce secteur comme il l'aurait fallu, je ne puis tout de même l'ignorer; il est trop important.

Un suivi de ce dossier devrait en tenir compte et trouver entre le monde de la PME et le secteur du développement communautaire un lieu de convergence quelconque. Une complémentarité existe sûrement entre les deux domaines. Il serait très profitable pour le milieu de l'identifier et de lui donner un cadre dans la réalité.

Entre temps, je me permets de suggérer que, dans les contenus actuels du programme de formation offert à la PME, un volet sur la problématique du développement régional soit ajouté. Il me semble particulièrement important que les gens des petites et moyennes entreprises de chez nous soient sensibles aux retombées sociales et économiques de leur champ d'action dans le milieu et préoccupés des apports de leur initiative au mieux-être collectif. Cette réflexion permettrait avantageusement à chacun de situer son ou ses projets dans l'ensemble de la démarche régionale et en complémentarité sinon en solidarité avec les efforts collectifs de progrès social et économique de la région. Au bout de la ligne, il serait peut-être possible de se donner un langage commun qui ferait qu'on ne se sente pas trop étranger les uns aux autres.

2.3 Contact avec l'Estrie: Fer de Lance

Avant de mettre le point final à ce rapport, un dernier commentaire s'impose sur le volet "échange avec l'Estrie" que comportait ce dossier.

Un premier aspect intéressant fut celui du jumelage des deux régions pour la mission exploratoire en Loire et en Ardèche. Jean-Charles Guindon, délégué de Fer de Lance, cet organisme de concertation des institutions de formation de la région de Sherbrooke, véhiculait des préoccupations différentes mais complémentaires à celles

du représentant du Bas-du-Fleuve. Son rapport de mission s'en ressent évidemment. Il s'y attache à des facettes particulières fort intéressantes qui apportent à mes propres commentaires une coloration très pertinente. On pourra consulter aux Services d'éducation des adultes des diverses institutions impliquées ce rapport de Jean-Charles Guindon.

(En passant, je signale aussi la lettre d'appréciation et les commentaires de Maurice Allefresde, directeur du CEFRA, sur mon rapport de mission en Loire et en Ardèche qu'on trouvera en annexes).

Par ailleurs, la visite à Sherbrooke des représentants de la région sur ce dossier fut l'occasion d'échanges enrichissants. Ce que je retiens surtout de cette rencontre c'est l'habileté qu'ont développée les institutions de la région à penser et à vivre la formation dans des cadres autres qu'académiques dans le domaine du développement économique régional et leur association à des réalisations particulières dans ce champ d'intervention. Je pense en particulier à leur implication dans le projet Promestrie en collaboration avec les journalistes de la région et les médias d'information, à Téléco, quiz pour étudiants sur la PME et l'économie régionale, au Centre d'aide à l'entreprise, etc... Les institutions de chez nous gagneraient à approfondir cette voie pour y découvrir une démarche éducative avec la population qui fasse sauter au besoin l'approche scolaire trop rigidement académique.

J'enligne ici, en style télégraphique, les points retenus comme importants pour une collaboration future:

1. échange de documentation
   - Théorie
   - Dossiers d'intervention

2. identification des objectifs d'échange.
3. visites complémentaires sectorielles sur des dossiers spécifiques comme Promestrie ou Investrie.
4. échanges franco-québécois.
5. identification de deux interlocuteurs de référence.
6. support d'évaluation en provenance de la DGEA pour les interventions des deux régions.
7. traitement prioritaire du dossier "formation liée au développement régional" plutôt qu'accès sur toute la dynamique de la concertation régionale.
8. mise à l'ordre du jour d'une prochaine rencontre ces points spécifiques.

Au niveau des principes, on formule les considérations suivantes:

. Etre des acteurs déterminants dans les choix à faire dans l'Education des adultes d'ici quelques mois... Importance de la réflexion, de l'analyse à faire de la problématique évolutive de l'éducation des adultes et du contexte politique (fusion organismes de gestion en commun, etc...). Ça éclate de partout; il est important d'être présent à la définition de nouvelles orientations.

. Le thème de la rencontre, formation et développement régional, est un thème intéressant, porteur d'une problématique particulière susceptible d'influencer l'offre de service des institutions. C'est intéressante, voie de prospective qui peut contribuer à définir de façon articulée ce que doit être l'éducation des adultes. "Vous êtes en train de définir de façon articulée ce que doit être votre implication dans le milieu."

Ces commentaires de conclusion devraient inspirer la décision à prendre quant au suivi à donner au présent dossier. Pour ma part, je trouverais malheureux pour la région et les institutions elles-mêmes qu'on ferme définitivement le dossier au moment où il est sur le point d'avoir des retombées dans le milieu.

Gilles Roy.

(ANNEXE 1)

LA FORMATION COMME SUPPORT AU DEVELOPPEMENT REGIONAL.

Action concertée des C.S.R. du Grand-Portage,
du Bas Saint-Laurent,
des CEGEP de Rivière-du-Loup,
de Rimouski.

En collaboration avec la D.G.E.A., dossier Affaires intergouvernementales - Responsable Marie-Madeleine Devaux.

1- Rappel

Le développement régional peut être entendu dans le sens de:

Aider un milieu géographique et socio-économique:

- à se prendre en main, c'est-à-dire outiller des gens à devenir autonomes, inventifs et créateurs.
- à réaménager et s'approprier ses conditions de vie et de travail.
- à préparer les conditions d'ouverture du milieu pour un redéploiement de la région.

en vue d'un mieux-être, d'une plus grande qualité de vie individuelle et collective.

1- Buts poursuivis par le programme.

1.1 Concrétiser l'implication des organismes de formation dans le développement de la région en s'associant aux autres organismes parastataux et privés qui y participent.

1.2 Accentuer la concertation régionale inter-niveaux en éducation des adultes en élaborant des activités de formation axées sur le développement régional.

...2

2. Objectifs:

2.1 Faire un bilan descriptif des interventions éducatives liées au développement régional (déjà réalisées ou en cours) dans le territoire.

2.2 Connaître les promoteurs de ces interventions et analyser l'impact de leurs actions sur le développement régional.

2.3 Habiliter les personnels des SEA... à analyser ces actions de formation reliées au développement régional en les confrontant à des expériences similaires menées à l'extérieur.

2.4 Dégager les paramètres des activités de formation, les mettre en forme pour en obtenir une meilleur compréhension et en faire ressortir les dossiers de développement.

2.5 Promouvoir la concertation entre les organismes régionaux de développement et les promoteurs des interventions éducatives en matière de développement régional.

3. PROGRAMME DE TRAVAIL

ACTIVITES	RESPONSABLE	RESSOURCES	DUREE	ECHEANCE	OBJECTIFS
3.1 Bilan local des interventions éducatives	S.E.A.	Chercheur- collaboration des S.E.A.	4 semaines	du 4 août au 26 décembre	2.1 et 2.2
3.2 Approfondissement d'expériences étrangères par un stage en France: Loire et Ardèche.	D.G.E.A.	Chercheur	3 semaines	du 1 au 21 novembre	2.3
3.3 Travail après stage - Rapport-Rencontre et échangange avec les répondants des SEA et dela DGEA	S.E.A.	Chercheur Répondants des SEA DGEA	8 semaines		2.4
3.4 Synthèse des interventions locales, les besoins prévisibles des organismes régionaux, des dossiers d'intervention.	S.E.A.	Chercheur Répondants des SEA	9 semaines		2.4
3.5 Ajouter à la formation des répondants des SEA en matière de développement régional par l'organisation au Québec de séminaires d'échange avec des homologues français.	D.G.E.A.	Répondants S.E.A. D.G.E.A.	2 semaines		2.3 et 2.4
-par visites en France et séminaire d'échange avec des homologues français.	D.G.E.A.	Répondants S.E.A. D.G.E.A.	3 semaines		2.3 et 2.4
-par visite et séminaire d'échange avec les homologues québecois de l'autre région participante	D.G.E.A.	Répondants S.E.A. D.G.E.A.	1 semaine		2.3 et 2.4

5. PROGRAMME DE TRAVAIL , suite...

ACTIVITES	RESPONSABLE	RESSOURCES	DUREE	ECHEANCE	OBJECTIFS
3.6 Sensibiliser les administrations locales aux implications de différents ordres sur l'ensemble des organismes scolaires qu'à cette approche de la formation	S.E.A.	Répondants des S.E.A.			
-par une information soutenue de la direction générale.	D.G.E.A.	Direction générale. -D.G.E.A. -C.S.R. -CEGEP	3 semaines		2.5 et 2.5
-par l'organisation de séminaires d'échange - au Québec et en France - avec des homologues français					
3.7 Etablir des contacts et des mécanismes d'échange et de concertation avec les organismes régionaux de développement.	S.E.A.	Répondants des SEA,			2.5

II- Bilan sommaire des activités menées entre le 4 août et le 26 décembre 1980.

2.1 Réalisations de la 1re étape entre le 4 août et le 26 décembre 1980.

-Préciser la notion de développement régional et tracer les grandes lignes du développement régional dans l'Est du Québec.

-Inventorier les promoteurs des interventions éducatives.

-Sensibiliser divers intervenants dans le développement régional à l'importance de la formation dans leurs plans d'action et au rôle que peuvent jouer les divers organismes de formation.

-Dégager une grille d'analyse des actions de formation reliées au développement régional.

-Accueillir et accompagner une stagiaire de la Loire.

-Analyser des expériences similaires menées dans deux régions de la France lors d'un stage d'un chercheur.

-Dégager les suites à donner à cette concertation inter-niveaux et à ce dossier de la formation comme support au développement régional.

-Confirmer la pertinence de cette orientation des SEA.

2.2 Budget engagé dans l'étape 1.

			Budget prévu
-Ressource humaine			
Salaire du 4 août au 26 déc.80:	$13,017.15		$12,000
Bénifice de l'emploi	$718.57		
		$13,753.72	
Secrétariat:			
3 semaines / $225.00 par sem.	$775.00	$775.00	$1,100
Frais d'imprimerie		$200.00	$400
Frais de déplacement du chercheur		$1,185.29	$1,500
		$15,914.01	$15,000.

3. ÉTAPE II - JANVIER '81 À JUIN '81

3.1 Fin du rapport de stage
Fin du bilan d'évaluation
Rencontre, suite au stage de l'automne et préparation des stages en '81-'82
Préparation de la rencontre des conseillers pédagogiques des SEA des Commissions scolaires et des Cégeps.
Suites à la rencontre.
Rencontre avec l'Estrie

3.2 BUDGET

Ressource humaine professionnelle.	
8 semaines à $620.00/semaine	$4,960.
Frais de secrétariat.	
3 semaines à $225.00	$675.
Frais de déplacement	$1,200
Frais d'imprimerie	$250.
Frais d'organisation de la rencontre des Conseillers Pédagogiques	$125.00
	$7,210.00
Dépassement des dépenses sur les revenus de la 1re étape	$915.00
	$8,125.00

$8,125.00: Montant à être partagé par les cinq organismes, soit $1,625 par organisme.

Document revu et corrigé lors de la rencontre du 12 mars 1981 à Rimouski.

(ANNEXE II)

Rimouski, le 16 mars 1981

Bonjour,

Vous avez entendu parler déjà de la Session sur le thème: "Formation comme support au développement régional" pour les équipes des Services d'Education des Adultes des CEGEP et des Commissions Scolaires de Rivière-du-Loup, Rimouski et la Vallée. Cette session se tiendra à Trois-Pistoles, le 8 avril 1981, à l'Auberge de Trois-Pistoles (à l'ouest de la ville). Vous trouverez le programme détaillé dans cet envoi.

Les objectifs de cette session tels qu'établis par l'équipe de travail composé des responsables des SEA sont les suivants:

1. Impliquer les conseillers pédagogiques dans la démarche et le dossier "Formation comme support au développement régional."
2. Elargir la concertation des responsables aux équipes des Services d'Education des Adultes.
3. Echanger:
   - sur les orientations possibles d'une action commune des Services d'Education Permanente et de leur équipe.
   - sur l'implication complémentaire et concertée des Services d'Education Permanente et de leur équipe dans le développement régional, l'organisation communautaire et l'action auprès des chômeurs.
4. Amorcer un développement pédagogique collectif sur le développement régional entre les cinq institutions.

Ces objectifs vous intéresseront sans doute. Ils sont importants dans notre contexte régional actuel, comme on le verra.

Les documents que vous recevez aujourd'hui constituent l'essentiel du dossier "Formation comme support au développement régional." Leur connaissance permettra un travail efficace lors de la session du 8 avril prochain.

...2

Les deux textes "Notion de développement" et "Le développement régional depuis le B.A.E.Q." posent les jalons de la problématique du développement telle qu'elle se présente actuellement. Pour les fins de notre discussion et de notre recherche, ils sont les plus importants. Vos réactions à ces textes seront déterminantes pour les choix et les orientations que nous établirons ensemble.

Dans le rapport de mission en Loire et Ardèche, les pages qui concernent la philosophie d'intervention et la pédagogie privilégiée (de 27 à 34 et de 36 à 46) dans les expériences visitées peuvent alimenter nos réflexions et nos échanges.

Le document "La Formation comme support au développement régional" est le texte initial de présentation de la démarche actuelle.

"Concept d'éducation" est un texte d'Alcide Daigneault, partie de sa thèse de maîtrise. C'est un document de base.

Le cadre d'analyse servira de grille dans le bilan et l'évaluation des expériences de formation liées au développement.

Et les deux textes relatifs aux expériences de la Loire et de l'Ardèche vous sont envoyés à titre informatif et comme aliment nouveau et stimulant à notre réflexion. Les pages 9 à 13 et 19 et suivantes du texte de l'Ardèche sont particulièrement intéressantes.

Vous recevrez en plus une grille d'analyse qui nous servira dans l'Etape 3 de notre travail en atelier.

Cette session d'une journée s'annonce très dense. C'est exigeant de s'engager dans une démarche semblable; mais la qualité de nos interventions dans le milieu peut s'en ressentir beaucoup.

Espérant beaucoup de votre intérêt et de votre collaboration à ce dossier, au plaisir de vous rencontrer tous, à Trois-Pistoles, le 8 avril 1981.

Gilles Roy

Gilles Roy, personne-ressource
sur le dossier "Formation comme
support au développement régional"
CEGEP de RIMOUSKI.

GR/bs

SESSION DES

SERVICES D'EDUCATION DES ADULTES

. des Commissions Scolaires Régionales
  - du Grand-Portage
  - du Bas St-Laurent
  - de la Vallée

. des CEGEP
  - de Rivière-du-Loup
  - de Rimouski

DATE: Mercredi, le 8 avril 1981

LIEU: Auberge de Trois-Pistoles
Trois-Pistoles (à l'ouest de la ville).

P R O G R A M M E

8h30: Accueil - Café.

9h00: - Le dossier: "Formation comme support au développement régional", origines et objectifs.
- Objectifs de la session dans le cadre de ce dossier.

Alcide Daigneault.

9h30: Cheminement du dossier et problématique du développement régional.

Gilles Roy

1. La notion de développement régional
(Cf.: document "Notion de développement").
Considérations complémentaires au document initial.

2. Historique chronologique des événements et considérations qui en découlent.
(Cf.: document "Le développement régional depuis le B.A.E.Q.").

...2

11h30: PAUSE CAFE.

11h45: La formation dans ce contexte

1. Ce qui [illegible] Bilan-évaluation. Grille d'analyse

   Comment [illegible] ont-elles été présentées à cette occasion?

   [illegible] et [illegible] [illegible] ont-elles été [illegible]?

   [illegible] se bâtir ensemble [illegible] pédagogique appropriée ou, puisse [illegible] [illegible] trouver les efforts du milieu, [illegible] [illegible] créer et faire avancer des choses..."

2. Le parallèle avec le Brand [illegible]

   2.1 Recherche d'un modèle de développement alternatif:

   - la glo[illegible]
   - l'économie [illegible]...

   2.2 Approche pédagogique utilisée.

3. ECHANGE - DISCUSSION.

4. Présentation du travail de l'après-midi [illegible]

12h15: DINER.

13h45: Travail en atelier:

ETAPE A: DEVELOPPEMENT

Dans l'état actuel de nos co[illegible] légiférer une conception particulière [illegible] si oui, laquelle? Pourquoi? [illegible]

MODELE "A": Grands investissements [illegible] aux pays [illegible]

MODELE "B": Endogène Autogestionnaire

MODELE "C": Autre

ETAPE 2: FORMATION:

Rôles possibles de la formation:

2.1 Moteur du développement régional? comme dans la Loire et l'Ardèche.

2.2 Support au développement régional?

2.3 A la remorque du développement régional?

2.4 Dans l'attente du développement régional? comme à Rivière-du-Loup par rapport au Super-Port de Gros-Cacouna.

Souhaite-t-on un rôle plus dynamique à la formation, une présence plus efficace des institutions de formation

a) aux individus?
b) aux groupes?
c) aux collectivités?

porteurs de projets? OU en besoin de survie?

ETAPE 3: APPROCHE PEDAGOGIQUE:

A partir des choix réalisés, quels aspects de l'approche pédagogique utilisée dans la Loire, dans l'Ardèche, dans l'Est du Québec... sont à retenir, à polir (ou même à inventer) comme inspiration à une pédagogie "renouvelée"?

Une grille comparative permettra de faire des choix.

ETAPE 4: MOYENS QU'UNE INSTITUTION DEVRAIT SE DONNER POUR POURSUIVRE CETTE APPROCHE PEDAGOGIQUE "RENOUVELEE"?

Peut-on se bâtir ensemble un projet pédagogique approprié qui puisse vraiment mieux appuyer les efforts du milieu, éclairer la démarche et faire avancer des choses...?

15h45: PAUSE-CAFE

16h00: Plénière

OPÉRATIONNALISATION

1. Une demi-heure par étape en atelier.

2. Chaque atelier fournit, sur scripteur, une recommandation par étape.

3. En plénière (de 16h. à 17h.), chaque atelier présente, pour chaque étape, sa proposition et l'explique.
Après la présentation des ateliers, période de questions.
- Quinze minutes par étape.

4. L'ensemble des recommandations est compilé par la suite, communiqué à chaque participant.

Les suivis éventuels découleront des conclusions qu'on pourra tirer de l'ensemble.

5. Souper en commun pour créer un climat d'amitié et tester la volonté d'une concertation éventuelle à poursuivre.

6. Conclusions. - Alcide Daigneault.

. . . . . .

17 03.81

COMPTE-RENDU

DU TRAVAIL EN ATELIERS

SESSION DE TROIS-PISTOLES (8 Avril 1981)

- ETAPE 1: DEVELOPPEMENT

Dans l'état actuel de nos connaissances, doit-on privilégier une conception particulière du développement? Si OUI, laquelle? Pourquoi? Si NON, pourquoi?

- MODELE "A": Grands investissements. Priorité au Centre, aux Pôles. Industries. Urbanisation.
- MODELE "B": Endogène Autogestionnaire.
- MODELE "C": Autre.

PROPOSITIONS DES ATELIERS:

ATELIER 1: Nous recommandons de privilégier une conception du développement de type "C" (formule mixte AB), compte tenu de notre contexte nord-américain, tout en gardant comme fin ultime le modèle endogène autogestionnaire.

ATELIER 2: Cette équipe suggère de mettre l'accent sur la "sensibilisation de la population aux différentes formes de développement et leurs implications", sans choisir pour elle.

ATELIER 3: On devrait privilégier le modèle endogène

1) parce qu'il présente de plus grandes chances de permanence.
2) parce qu'il est plus près de la mission éducative d'un S.E.A.
3) parce qu'il est porteur de valorisation sociale.

Cependant, on ne devrait pas mettre de côté les interventions d'allure traditionnelle.

ECHANGE SUR LES PROPOSITIONS:

La discussion porte sur l'opportunité du choix d'une conception particulière de développement pour une institution de formation. Pour les uns, il faut laisser les gens, les groupes, les collectivités choisir.

...2

Si on prend position, on fait le jeu d'un groupe qui veut qu'il en soit ainsi... On ne veut pas jouer le rôle d'agent extérieur qui déciderait à la place "du monde". On privilégie une neutralité de départ tout en fournissant des ressources pour sensibiliser la population aux choix possibles. Et si l'appel de services vient dans un sens, on l'accepte... Et, à un moment, on reconnaît que "ça ne signifie pas que le Service n'a pas de choix."

Pour les autres, "comme institution de formation, on doit se brancher. On a le choix de se définir, pourquoi se laisser définir par d'autres." À partir du moment où tu t'engages dans le développement, où tu y joues un rôle, tu ne peux être neutre. Et si tu prends une option, tu prépares ton coffre d'outils en conséquence... Ton choix donne une orientation à tes interventions, te sert de "balises".

- ETAPE 2: FORMATION

Rôles possibles de la formation? Souhaite-t-on un rôle plus dynamique à la formation, une présence plus efficace des institutions de formation aux individus, aux groupes ou aux collectivités porteurs de projets ou en besoin de survie?

PROPOSITIONS DES ATELIERS:

ATELIER 1: Par nature, les organismes de formation ont une fonction de support, mais ils ont aussi un rôle de moteur à cause de la fonction critique qu'ils jouent.

ATELIER 2: Les institutions de formation devraient jouer un rôle de support actif, générateur de développement.

ATELIER 3: Nous devrions privilégier un rôle dynamique, tantôt moteur, tantôt support, selon le contexte et l'analyse continuellement remise à jour du milieu, en respectant les autres intervenants dans le développement.

ECHANGES SUR LES PROPOSITIONS:

Les interventions à ce moment apportent des précisions sur les choix des ateliers.

...3

L'atelier 1 précise ce qu'il entend par "fonction critique". La capacité et la préoccupation d'analyse du contexte socio-économique du milieu peut déclencher une prise de conscience des groupes ou des collectivités lorsque la formation vise l'habilitation de ces groupes ou collectivités à un regard critique sur leur propre situation.

L'atelier 2 admet que son choix à l'étape 1 lui complique les choix dans les étapes suivantes. Il voit tout de même le rôle de l'institution de formation dans le développement comme un rôle dynamique, catalyseur des énergies et des potentialités latentes du milieu.

Pour l'atelier 3, le rôle moteur ne signifie pas un rôle de gestionnaire à la place de... La formation par l'analyse critique apporte un reflet précis de la situation aux individus, aux groupes et aux collectivités et déclenche le processus de conscientisation. Certaines propositions peuvent être faites en aval des choix mais avec capacité de réenlignement aux choix sociétaux provoqués. Le rôle moteur comporte l'apport de suggestion de modèles qui provoquent créativité, imagination, innovation.

- ETAPE 3: APPROCHE PEDAGOGIQUE

A partir des choix réalisés, quels aspects de l'approche pédagogique utilisée dans la Loire, dans l'Ardèche et dans l'Est du Québec... sont à retenir, à polir (et quels aspects sont peut-être encore à inventer) comme inspiration à une pédagogie renouvelée?

PROPOSITIONS DES ATELIERS:

ATELIER 1: L'approche souhaitée en est une existentielle, basée sur une philosophie humaniste. Cette approche vise à ce que l'individu et la collectivité

- identifient leurs besoins.
- définissent leurs objectifs.
- organisent leur action.

ATELIER 2: On favorise tout format pédagogique de type animation qui permet à l'institution de partager une démarche avec la population dans son processus de prise en charge.

...4

ATELIER 3: En cohérence avec nos choix précédents, notre approche pédagogique serait basée sur les besoins et le vécu des gens, et les problématiques des régions ou sous-régions. Notre approche devra provoquer ou faire émerger des modèles qui suscitent créativité et innovation.

ECHANGES SUR LES PROPOSITIONS:

L'échange à ce stade ne va pas très loin peut-être parce qu'on rentre vraiment dans le vif du sujet et qu'on n'est pas encore mûr pour des choix précis et engageants.

Mais dans les pistes suggérées, on sent des affinités au niveau des trois ateliers qui se manifestent par une volonté commune de partir du concret du vécu du milieu, "de partager une démarche avec la population dans son processus de prise en charge". Si on n'a pas fait de choix dans l'abstrait, on le fait en pratique. On n'a pas réussi à tirer profit des grilles d'analyse des expériences proposées comme aliments à notre recherche. Le temps a manqué. Ce qui fait qu'on trouve décevant et frustrant le résultat de cette étape.

Un voeu est exprimé clairement: qu'on reprenne cette question!

- ETAPE 4: PEUT-ON SE BATIR ENSEMBLE UN PROJET PEDAGOGIQUE APPROPRIE QUI PUISSE VRAIMENT VENIR APPUYER LES EFFORTS DU MILIEU, ECLAIRER LA DEMARCHE ET FAIRE AVANCER DES CHOSES...? MOYENS A SE DONNER?

PROPOSITIONS DES ATELIERS:

ATELIER 1: L'atelier n'a pas eu le temps d'aborder cette question.

ATELIER 2: On souhaite voir s'amorcer une concertation globale des institutions permettant la réalisation des objectifs communs par une équipe complémentaire régionale.

ATELIER 3: Suggère les pistes suivantes:

1. Identifier les moyens que nous possédons dans le sens de la définition de nos pouvoirs par rapport à une action concertée.

...5

2. Identifier les blocages qui pourraient freiner ou entraver notre pédagogie renouvelée. S'attribuer une meilleure emprise sur la formation.

3. Identifier les facteurs qui faciliteraient le développement.

4. Identifier les programmes et les intervenants agissant sur le développement et impliquer les intervenants dans le processus, agents de développement, leaders, etc...

5. Se donner des mécanismes d'alimentation continue du senti du développement régional. EX.: formation et information des intervenants. Outils de travail. Echange d'expériences. Etc...

6. Peut-être le colloque.

ECHANGE SUR LES PROPOSITIONS:

Ce qui ressort clairement de la discussion, c'est l'importance de poursuivre la réflexion amorcée et de maintenir la préoccupation de la concertation au niveau régional.

On souhaite que, tout d'abord, chaque équipe locale tente de se brancher sur la notion de développement régional. Que chaque unité se donne des couleurs sur ce thème, pour identifier les unités avec lesquelles on pourra transiger ou pour cerner mieux la plateforme minimale commune à partir de laquelle on pourra travailler ensemble. Une prochaine rencontre de notre noyau actuel de travail nous permettrait alors de cerner mieux et plus clairement ce que l'on veut faire ensemble. Des propositions concrètes élaborées par le comité central en jonction étroite avec les gens du terrain pourraient servir d'hypothèses de départ.

A ce moment deux préoccupations pas nécessairement contradictoires se font sentir:

1) la préoccupation de "s'apprivoiser" suffisamment, de "devenir meilleurs ensemble", de se donner un coffre d'outils suffisamment complet;

et, par ailleurs,

...6

2) la préoccupation d'associer nos cibles à notre démarche, de travailler avec le monde avant d'aller trop loin dans l'élaboration d'un modèle théorique, de rencontrer des gens et des organismes impliqués dans le développement régional pour leur présenter le cheminement réalisé déjà et vérifier la valeur de la démarche en cours, d'associer les autres institutions de la région 01 à notre dossier.

Dans un deuxième temps, il faudrait songer à élargir l'expertise à toute la région. Et là se profile l'hypothèse d'un colloque régional sur le thème "Formation support au développement régional" ou sur tout autre thème qu'on aura identifié comme préférable. Pour le moment, on n'est pas prêt; mais on le sera peut-être à l'automne... si n'interviennent pas d'autres projets qui changeraient le contexte et nous forceraient à une adaptation (comme le projet de sommet économique pour la région).

Un souhait qui a été exprimé et qu'il ne faut pas ignorer: "si on travaille au plan local, le faire entre les institutions."

L'évaluation de la session réalisée à la fin du souper communautaire indique un haut niveau de satisfaction et la volonté de continuer ensemble... La participation de tous, du début à la fin, signifie un grand intérêt à ce travail collectif.

REFLEXION: "Rien n'est indifférent en éducation. Nous tentons toujours, implicitement ou explicitement, de former des hommes et des femmes selon un modèle de la personne et de la société que nous privilégions."[1]

1 Les options en éducation. Yves Bertrand et Paul Valois. Gouvernement du Québec. Ministère de l'Éducation. Secteur de la Planification. Section de la recherche. 1980. P. XVII.

COMPOSITION DES ATELIERS

ATELIER 1:

Roch Nadeau:	Comm. Scol. Grand Portage, Animateur
Marcel D'Amboise:	Comm. Scol. Grand Portage, Secrétaire
Alcide Daigneault:	CEGEP de Rimouski
Luc Lapointe:	CEGEP de Rivière-du-Loup
Serge Eric Mercier:	Comm. Scol. du Bas St-Laurent
Ghislain Morneau:	Comm. Scolaire LaVallée
Magella Garon:	Comm. Scolaire LaVallée

ATELIER 2:

Michel St-Pierre:	Comm. Scol. du Bas St-Laurent, Animateur
Hervé Demers:	Comm. Scol. Bas St-Laurent, Secrétaire
Josée Lafleur:	CEGEP de Rimouski
Denis Pinard:	Comm. Scol. La Vallée
Gilles Dubé:	CEGEP de Rivière-du-Loup
Alain Castonguay:	Comm. Scol. La Vallée
Réal Daigle:	CEGEP de Rivière-du-Loup
Raymond Morin:	Comm. Scol. Grand Portage

ATELIER 3:

Gilles Roy:	CEGEP de Rimouski, Animateur
André Morin:	CEGEP de Rivière-du-Loup, Secrétaire
Oscar Chamberland:	Comm. Scol. du Bas St-Laurent
Laval Morin:	Comm. Scolaire La Vallée
Patrice D'Astous:	CEGEP de Rimouski
Céline Gagnon:	Comm. Scolaire Grand Portage
Jean-Camil Potvin:	Comm. Scolaire Grand Portage
Dominique Lévesque:	Comm. Scolaire du Bas St-Laurent.

24.04.81

(ANNEXE III)

CIPL

CENTRE
INTERPROFESSIONNEL
DE PROMOTION
DE LA LOIRE

COOPERATION FRANCO-QUEBECOISE
EN FORMATION PERMANENTE ET PROFESSIONNELLE

. Rapport de la Mission du 20 SEPTEMBRE 1980 au 4 OCTOBRE 1980
de Madame Eveline MIROGLIO-SABOT

. Projet n° 06.09.12 : Actions de développement d'une zone géographique

---

OBJECTIFS DE LA MISSION

Cette mission avait pour objectif principal d'étudier les actions de développement des zones géographiques de SHERBROOKE et RIMOUSKI, au QUEBEC, ainsi que l'implication des institutions d'Education des Adultes dans ces actions de développement.

Un second objectif était de préparer la mission en retour de deux québecois, M. Jean-Claude GUINDON de Sherbrooke et M. Gilles ROY de Rimouski, du 31 octobre au 21 novembre 1980, pour étudier les actions de développement sur le bassin stéphanois et l'Ardèche.

CENTRE DE FORMATION CONTINUE
61, Bd A. de FRAISSINETTE
42100 Saint Etienne

PROGRAMME REALISE, CONTACTS EFFECTUES

20 septembre 1980 - Arrivée Montréal

21 septembre 1980 - Départ pour Sherbrooke

Semaine du 22 septembre au 27 septembre 1980

Programme sous la responsabilité de M. Robert ROUTHIER, Directeur Général de l'Education Permanente, Université de Sherbrooke.

22 septembre 1980 - Rencontres avec :

. MM. Robert ROUTHIER et Jean-Claude GUINDON - Université de Sherbrooke - Service de l'Education Permanente

. M. Pierre SAULNIER, Directeur Adjoint, Centre d'entreprise - Université de Sherbrooke

23 septembre 1980 - Rencontres avec :

. M. Michel COMPAGNON
Centre Régional de Développement (C.R.P.)

. M. J.L. LEVESQUE, Directeur Adjoint de l'Education Permanente et M. Paul MEUNIER, Délégué Régional adjoint - Commissaire Développement Industriel Régional

. Un bilan avec M. ROUTHIER, Directeur Général de l'Education Permanente - Université de Sherbrooke

24 septembre 1980 - Rencontres avec :

. Madame CODERE
Centre de la femme - Ecole Saint-Michel - Commission scolaire régionale de l'Estrie

. M. Alban d'AMOURS
Economiste - Université de Sherbrooke

. M. Jacques MORIN, Directeur Service Education des Adultes
sur l'opération "Fer de lance"

25 septembre 1980 - Rencontres avec :

. M. Bernard HOULE, U.P.A., Syndicat des Apiculteurs

. M. Jean-Claude DUMAS, Syndicat des Producteurs de Bois de l'Estrie

. M. REJEAN BEAUDOIN, Responsable de l'Association Touristique de l'Estrie

- . M. Jacques SAINT-ONGE et ses collaborateurs secteur Textile

. M. Jean-Claude GUINDON, Service de l'Education Permanente - Université de Sherbrooke

26 septembre 1980 - Rencontre avec :

. M. Pierre DEIN, Délégué à l'Office de Planification et de Développement Régional du Québec (O.P.D.Q.) et Président de la Conférence administrative régionale

27/28 septembre - Libre - déplacement vers Rimouski

Semaine du 28 septembre au 3 octobre 1980

Semaine sous la responsabilité de M. Gilles ROY - C.E.U.E.P. de Rimouski

29 septembre 1980 - Rencontres avec :

. les directeurs et fondateurs du Service d'Educati des Adultes de Rimouski :

- C.E.G.E.P. : M. Oscar CHAMBERLAIN, Responsable de la Commission scolaire régionale
  M. AGNEW, Responsable de l'Educatic des Adultes
- C.S.R.B.S. : M. Michel SAINT-PIERRE

30 septembre 1980 - Rencontres à Amqui avec :

. les responsables de la S.E.E.V. (Société d'Exploitation des Ressources de la Vallé) :

- M. Jean GUI, Directeur Général
- M. RICHARD, Responsable de la formation

1er octobre 1980 - Rencontres avec les responsables de :

. la S.A.I.P.E.Q.,(Société d'aménagement des Ressources de l'Est du Québec)

. la C.A.R.T. (Coopérative d'Aménagement des Ressources du Transcontinental)

. Participation à une réunion d'Evaluation sur le terrain du J.A.L.

. Ferme d'hébergement

2 octobre 1980

- Visite dans le J.A.L. de la coopérative et sur le terrain des actions "Pomme de terre","Erable", "Huiles essentielles"
- Rencontre avec le C.I.L.T. (Conseil Intermunicipal des Loisirs du Témiscouata à Notre-Dame du Lac
- A Rivière du Loup, rencontres avec :
  - . les responsables du Service d'Education des Adul
  - . le Directeur et les formateurs de la C.J.R.G.P. M. Rock NADEAU, Directeur, M. BOUCHER et Mme GAG formateurs
  - . le Directeur et les formateurs du C.E.G.E.P.

3 octobre 1980

- Rencontres avec le Directeur du Commissariat Industriel de Rivière du Loup

Départ vers Québec

4 octobre 1980

- Retour vers la France

RESULATS DE LA MISSION .

Ce qui m'a particulièrement frappé, à la fois sur le bassin de Sherbroc et celui de Rimouski, c'est la volonté commune de concertation entre :

- les institutions politiques, d'Education, professionnelles :
  - . Office de Plannification et de Développement régional
  - . Commissariat industriel
  - . Municipalités
  - . Université
  - . C.E.G.E.P.
  - . C.S.R.B.S.L. (Commissions scolaires régionales)
  - . Syndicats professionnels et industriels

Le côté négatif de cette concertation pourrait être de retarder, par des négociations longues, toute action concrète pour un développement du bassin économique régional.

Son côté positif tient à la volonté de rechercher les préoccupations communes afin de bâtir des projets d'intérêt commun.
Cela passe par l'utilisation des compétences des Services d'Education Permanente :

1) A travers un rôle de sensibilisation, d'information et de formation de la population

Exemples : Programmes télévisés de Sherbrooke, dans le but de donner à la population une conscience régionale, de la former sur le plan économique ou travail de la Commission scolaire Régionale de Rivière du Loup auprès de la population du J.A.L.

2) A travers un rôle d'étude et de recherche

Par exemple : étude des flux économiques de la région de Sherbrooke par l'Université ou création d'outils informatiques avec banque de données en direction des entreprises PME/PMI ou recherche de chauffage au bois pour les grands complexes de la région.

3) A travers un rôle de conseiller technique

auprès des Municipalités, des Industriels, des Syndicats.

Par exemple : Le département de Génie électronique de l'Université de Sherbrooke qui mène en liaison avec les secteurs de production, une recherche technologique sur les microprocesseurs à couche épaisse.

Le CEGEP de Rimouski qui offre des cours modulaires de gestion aux dirigeants des PME.

4) A travers des interventions directes sur le terrain économique qui ont pour mérite :

→ d'amener les institutions d'Education sur le terrain

→ de mettre au service du terrain, les recherches, connaissance compétences des Services d'Education

Par exemple : Interventions du Centre d'Entreprise de l'Université de Sherbrooke : Dans des secteurs de pointe comme l'Am "Programme de qualité de vie au travail" ou auprès des Services de Main d'Oeuvre, pour une révision complète de leur gestion informatisée.

Intervention du C.E.G.E.P. de Rivière du Loup pour l'exploitation de la Tourbe. Soutien des Instituts d'Education Permanente du Bassin de Rimouski aux programmes de développement de la région (le J.A.L entre autres...).

5) A travers également le rôle de prévention que peuvent être amenées à jouer les institutions d'Education en liaison avec les Services publics, notamment pour identifier les points les plus névralgiques sur le plan de la production industrielle.

EN CONCLUSION

Je dirais volontiers que dans la Loire, nous en sommes encore aux balbutiements de la concertation au travers de l'Opération Economique Loire, qui pour se mettre en place, a donné naissance à l'A.C.O.F.R.E.L structure inter-institutionnelle de formation, de coordination et de gestion.

Ce travail de concertation devrait être approfondi dans les mois et les années qui viennent pour une meilleure plannification du développement économique de la Loire.

Les organismes de formation en sont déjà conscients. Il faudrait une participation beaucoup plus vaste des industriels. Cela ne peut se faire qu'avec le soutien actif des pouvoirs publics, tant au niveau de la diffusion de l'idée que des moyens financiers nécessaires.

...

PROLONGEMENTS POSSIBLES DE MA MISSION AU QUEBEC

- Il serait intéressant de prévoir des missions centrées uniquement sur un sujet bien précis.

  Par exemple : La Maison de l'Industrie de Sherbrooke et SODEQ-ESTRIE (projet, lancement, fonctionnement)

  Le Centre d'Entreprise de l'Université de Sherbrooke

- Il serait également très intéressant de prévoir des échanges d'experts, dans le cadre de transferts de technologies.

  Par exemple : Il paraitrait important pour Saint-Etienne d'avoir pendant un temps qui serait à définir, l'aide d'un expert en exploitation forestière.

Saint-Etienne, le 18 novembre 1980

Eveline MIROGLIO-SABOT

(ANNEXE IV)

SUIVIS DE "L'OPERATION JANVIER 1973"

SESSION des 23 et 24 mars 1973

COLLEGE DE LEJEUNE

Session regroupant le Comité Intermunicipal St-Juste, Auclair, Lejeune et les sous-comités spécialisés

agriculture,
forêt,
Tourisme et artisanat,

avec des invités de la Faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Université Laval, du Ministère des Terres et Forêt de Québec et Rimouski, Du Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, du Centre de Main d'Oeuvre de Rivière-du-Loup, du Conseil Régional de Développement, de la Corporation des Artisans de l'Est du Québec, du groupement forestier de Restigouche, etc...

.....

OBJECTIFS:

1. Préciser les actions à entreprendre dans chaque secteur d'activité.
2. Etablir des priorités et un calendrier de travail, si possible.
3. SURTOUT, déterminer la formule de regroupement qui permettra la mise en place de structures légales pour une reconnaissance officielle nécessaire aux négociations qui s'imposeront avec les ministères et les organismes concernés par l'aménagement communautaire du territoire.

MATERIEL DE DEPART: toute la réflexion de l'Opération Janvier 1973.

**** AGRICULTURE ****

1. Rapport de l'équipe qui, en Janvier 1973, a le plus approfondie les questions de ce secteur d'activité. Par un aspect ou l'autre, ce rapport rejoint tous les points soulevés par les onze équipes...

Priorité: Que les paroisses Saint-Juste, Auclair et Lejeune soient désignées "secteur agro-forestier".

Dans cet encadrement, et dans le but de stabiliser la population, de fournir à chacun du travail et une vie sociale intéressante (réduisant ainsi les budgets consacrés au Bien-Etre Sociale) et de permettre la relocalisation, avec aide aux migrants, aux personnes désirant s'installer dans leur village, nous voyons possible, d'une part, qu'un certain nombre de cultivateurs exploitants aient la possibilité de s'établir.

A cette fin. 1. Qu'on favorise la consolidation des terres,
EXEMPLE: Age: pré-pension
½ expl.: possibilité intéressante de louer ou vendre son entreprise et qu'elle devienne rentable.

2. Qu'on améliore le crédit agricole, exemple: (2½% d'intérêt sur un plus grand montant du prêt).

3. Qu'on protège les cultivateurs qui n'ont pas les pré-requis (9º) au cours de gestion de ferme, leur donnant des cours de rattrapage pour les préparer au plus tôt.

4. Qu'on fournisse à nos jeunes la formation agricole requise
   A- intégrant formation agricole des Sec. I.
   B- surtout en acceptant les sujets sérieux aux cours de gestion agricole.

5. Qu'on aide à la diversification des exploitations en se servant des programmes existants.

exemple: Animaux de boucherie.
Qu'une société de gestion se portant acquéreur d'un troupeau de base puisse bénéficier de la subvention accordé pour la promotion à l'élevage de bovins de boucherie équivalente à autant de fois la subvention individuelle que de nombre de sociétaire. .

6. Qu'on fasse l'inventaire des érablières et boisés de ferme.
Qu'on étudie la rentabilité de ces boisés.
Qu'on étudie la possibilité d'une exploitation commune.

7. Que les petits propriétaires puissent recevoir des cours de sylviculture afin de pouvoir exploiter et cultiver leur boisé au même titre que leur terre cultivable.

D'autre part:

1. Qu'une société de gestion soit mise sur pied pour grouper et mettre en valeur les ressources locales.
   b- coordonner l'aménagement dans les domaines de l'agriculture, la forêt, le tourisme, l'artisanat, etc...

2. Que cette société soit établie sur des structures solides et pour cela, que l'Université Laval fournisse l'aide technique pour l'élaboration de la charte, afin de trouver la formule idéale adaptée à notre projet (coopération, corporation, association, compagnie).

3. Que l'Université Laval en collaboration avec la population et la société de gestion recueille les informations (inventaire physique et humain) programmes, politiques, et lois existantes, subventions et crédits nécessaires à cet aménagement.

4. Qu'un agronome et un ingénieur forestier soient attachés à notre projet.

5. Que les terres appartenant actuellement au Réaménagement foncier soient versées à la société de gestion par le Ministère de l'Agriculture.

6. Qu'on cherche à promouvoir la formation professionnelle (agricole, forestière, artisanale ou autre).
On aimerait trouver sur place le plus de compétences possibles pour la réalisation du projet.
Pour cela, qu'on permette aux personnes désireuses (y compris les ménagères un complément de scolarité allant au moins jusqu'à une neuvième année, qu'on accepte aux cours de gestion agricole:

   1. les jeunes désireux de travailler en agriculture même s'ils ne sont pas exploitants,
   2. les épouses de cultivateur (les considérant co-exploitantes).

Enfin deux suggestions indépendantes:

1. Qu'un comité permanent soit formé qui continuera à penser ces projets et qui diffusera l'information dans la population.

2. Qu'on fasse pression pour que soit relié la centrale téléphonique de Squateck avec Cabano ou Notre-Dame.

2. Après ce travail, un comité spécialité agricole a continué la recherche et a établi ainsi les priorités:

   A- Que soit mis sur pied le plus tôt possible les cours de gestion de ferme centrés surtout sur la comptabilité et l'étude d'exploitations types.

   B- Qu'on fasse l'étude des formes possibles de regroupement en agriculture
      - regroupement d'exploitants et d'exploitations actuellement viables
      - ou d'exploitations à consolider
      - récupération de lots abandonnés.

   C- Qu'on fasse avec précision l'inventaire des ressources agricoles du milieu, des législations.

   D- Qu'on étudie les possibilités de spécialisations
      - en industrie animale: industrie laitière
        bœuf de boucherie
        mouton

Aviculture
apiculture
porc
lapins
vison

- en culture: grande culture: orge, avoine, etc...
culture maraichère
fraise
patate

E- Qu'on étudie les problèmes que posent la mise en marché et la transformation des produits (v.g. conserverie).

3. Le Comité Spécialisé Agriculture a ensuite passé les résolutions suivantes:

A- Qu'un agronome dynamique et croyant à l'aménagement du secteur soit attaché spécifiquement à notre unité d'aménagement et ce dans le plus bref délai possible.

B- Que les lots récupérés par le M.A.C. dans le secteur ne soit pas rétrocédés au M.T.F. mais demeurent à l'Agriculture qui pourra les mettre à la disposition de la population pour en faire bénéficier un éventuel regroupement forestier.

C- Qu'une rencontre de deux jours ait lieu entre le comité inter-municipal et le comité agricole en collaboration avec l'Université Laval et le M.A.C. afin d'élaborer un programme de travail et une charte possible.

Le travail en est là! Comment va-t-on le poursuivre?

C'est la question! !

I.- Une équipe qui a exploré l'aspect foresterie au cours de Janvier 73 propose les étapes suivantes et résume en quelque sorte le travail des onzes équipes à l'oeuvre:

1' étape: Cours de syviculture avec programme suivant:
-inventaire: dendométrie
-exploitation rationnelle ou syviculture
-regroupements possible: formule diverses
-mise en marché: débouchés
-érablières.

2' étape: A.- Rencontres d'informations.
-sur les modes de regroupement
-groupements forestiers avec Fernand Côté
Rosaire Beaulieu
M.T.F.
-Les O.D. avec le F.R.M.L.
et Marius Migneault et
le Dr Lafond
-les fermes forestières
-financement: possibilités de subventions
-protection de la forêt
-charte
B.- Visiter sur place des expériences vécues.

3' étape: Etude de l'exploitation possible des érablières au printemps,
-étude de la rentabilité économique
-octrois possible.

4' étape: Travaux sur le terrain:
A.- Inventaire des ressources forestières du territoire
-avec un ingénieur forestier et les élèves des cours préparés pour cela
-inventaire sur quantité, qualité des boisés, travaux syvicoles

appropriés à chaque boisé, dégats ou dommage à contrôler.

B.- Travaux de syviculture:

-sarclage

-éclaircissage, etc...

C.- Reboisement sur secteur à vocation forestière.

5' étape: Moyens et structures:

A.- Formation d'un Comité Spécialisé Forêt.

B.- Formation d'une Chartre ou Constitution légale.

C.- Etude des financements.

D.- Regroupement des propriétaires actuels et des lots délaissés.

E.- Intégration des forêts publiques au programme du territoire.

6' étape: Mise en marché:

A.- Inventaire des débouchés:

-Cabano: rencontre avec les responsables de la cartonnerie.

-Notre usine actuelle au lots Renversés: rencontre avec Bégin et Bégin, etc...

Ces étapes proposées peuvent s'inverser ou marcher de pair. Mais l'essentiel de l'action à réaliser y est contenu.

2.- Le Comité Spécialisé Forêt a continué le travail. Il a endossé telle quelle l'action à mener en mettant comme priorité le choix à faire de la formule de regroupement. Il demande de l'information sur les formules déjà expérimentées et propose deux jours d'étude sur le sujet. Une rencontre conjointe des trois comités spécialisés et du Comité Intermunicipal avec M. Phil. Ouellet du M.T.F. a fourni de l'information de base. La réflexion est à poursuivre.

Une résolution demande à la Faculté d'Agriculture et d'Alimentation qu'un ingénieur forestier soit attaché au projet, et le plus rapidement possible.

Les questions à étudier:

COMMENT POURSUIVRE CE TRAVAIL?

PAR QUOI COMMENCER?

COMMENT SE REGROUPER? ETC...

* TOURISME ET ARTISANAT *

Pendant l'Opération Janvier 1973, onze groupes de travail étudièrent les aspects tourisme et artisanat. Voici un bref résumé du contenu recueilli pendant ces rencontres ainsi que celui du travail du sous-comité tourisme-artisanat.

SUGGESTIONS:

- Inventaire des talents et de la main-d'oeuvre du Canton.
- Sous-contrats avec industries:
  - formation d'atelier
  - création d'emplois.
- Formation d'artisans:
  - cours et personnes-ressources
  - ressources en permanence.
- Participation à l'Exposition de Notre-Dame-du-Lac.
- Information auprès des organismes:
  - Corporation des artisans du Québec
  - C.R.E.A.
  - Document de Gérard Soulard.
- Route:
  - Amélioration de la route principale de Ste-Rose et Squatec.
  - Indications
  - Chemins d'accès
  - Embellissement.
- Plan d'aménagement de nos lacs et rivières
- Equipement touristique:
  - Hôtellerie.
  - Camping.
  - Chalets, roulottes, maisons à récupérer.
  - Ferme piscicole (ensemencement de nos lacs)
  - Parc, réserve
  - Abolition des clubs de chasse et de pêche dans la région.
- Protection de la faune (de nouveaux gardes-chasse et pêche dans la région).

- Créations d'activités originales et uniques:
    - Chasse à courre (renard, sanglier)
    - Chasse au lapin
    - Semaine nationale du cerf-volant.
    - Club et atelier pour le voilier.
    - Equitation sur sentier pittoresque.
    - Compétitions de polo.
    - Organiser un circuit de canotage.
      (Lacs Squateck, Touladi, Témiscouata).
    - Centre d'accueil organisé pour le temps des sucres
      (piste de danse).
    - Organiser les sports d'hiver.
    - Etc...

- Résoudre le problème du téléphone de Lejeune avec la compagnie Bell Canada.
- Former un comité touristique permanent rattaché à la Société de gestion des ressources (Etude d'une formule de regroupement).

Le 10 Février dernier, le sous-comité Tourisme et Artisanat se rencontra afin de préciser son mandat.

A- Pour préciser le mandat du sous-comité, il faut d'abord aller chercher de l'information et de la recherche auprès du CREA.

B- Créer de la nouveauté pour la rentabilité.

C- Les Fermières pourraient mettre l'accent sur le tissage.

D- Monter un kiosque sur l'artisanat dans les expositions agricoles.

E- Une exposition artisanale serait à promouvoir dans les trois paroisses.

F- Artisanat à deux échelons: artisanat local et artisanat conduisant au CREA.

Maintenant ayant en main une banque de suggestions intéressantes, il s'agit de fixer des priorités au travail du comité Tourisme-Artisanat et de déterminer les étapes de l'action.

Ce travail du comité doit être fait tenant compte des possibles et réalisables de chaque projet et tenant compte aussi du projet global du Canton.

Bref, il s'agit de trouver:

- le QUOI?
- le COMMENT?
- le QUI?

afin de poursuivre l'action en cours.

(ANNEXE V)

COURS DISPENSES DANS LE J.A.L.

S.Juste-du-Lac	1975-76		1976-77		1977-78	
	Hres	Participants	H.	P.	H.	P.
Système métrique	15	21			15	13
Alimentation I			30	18		
Alimentation II					30	15
Travail en groupe (animation)			15	15		
Art et culture (rencontre tech.)					6	14
Auclair:						
. Commis-comptable	30	16				
. Pour comprendre l'économie	15	13				
. Arts plastiques	15	17				
. Arts plastiques	15	18				
. Qu'est-ce qui se passe en éducation? (maths modernes)	15	10				
. Relations humaines			45	10		
. Travail en groupe (Animation)			15	12		
. Travail en groupe (Tech. d'ass.)			15	14		
. Système métrique			15	20	18	12
. Français (Langue)					30	16
. Ouvrier sylvicole (Plan A)					240	15
. Ouvrier sylvicole (Plan B)					180	15
. Horticulture légumière					15	20
. Couture I					30	20
. Couture II					30	16
Lejeune:						
. Couture I	30	17				
. Couture II	30	11				
. Système métrique	15	18			15	19
. Psychologie de l'adolescent	15	14				
. Qu'est-ce qui se passe en éducation?	15	16				
. Commis comptable	30	16				
. Acériculture (érablière)			30	15	45	19
. Culture de la pomme de terre			30	17		

Lejeune (suite):	1975-76 Hres	Participants	1976-77 H.	P.	1977-78 H.	P.
. Pour comprendre l'économie			30	17		
. Travail en groupe (prodédures d'assemblée)			15	15		
. Bricolage pratique			15	13		
. Comptabilité & gestion agricole					15	22
. Budget (impôt)					30	15
. Français					36	9
. Dactylo					36	16
Lots Renversés:						
. Société en changement	30	14	15	10		
. Travail en groupe			15	12		
. Relations humaines			45	22		
. Système métrique					22	20
. Impôt					30	12

En 75-76: 270 hres - 13 cours pour 198 participants

En 76-77: 330 hres - 14 cours pour 210 participants

En 77-78: 823 hres - 18 cours pour 268 participants.

Centre d'Etudes
et de
Formations Rurales Appliquées
C.E.F.R.A

Siège Social et Secrétariat
UNIVERSITE LYON II

Avenue de l'Université - 69500 BRON
Tél. (78) 26.92.32 (Poste 648)

M. Maurice ALLEFRESDE

BRON le 4 Mai 1981 (ANNEXE VI)

Monsieur Gilles ROY
Collège d'Enseignement Général et
Professionnel de RIMOUSKI

50, rue de l'Evêché Ouest

RIMOUSKI

QUEBEC G 5 L 4 H 6
(CANADA)

Cher Ami,

Bonjour, et merci pour l'envoi de votre Rapport sur la mission en Loire-Ardèche qui m'a fourni l'occasion et le plaisir de vous connaître. Merci également pour les autres documents joints à votre Rapport.

Puisque vous souhaitez avoir mes réactions au contenu de votre Rapport de mission, je me suis permis de porter mes remarques de détail sur la feuille à part que vous trouverez jointe à ma lettre. Vous verrez qu'il n'y a, selon moi, pratiquement rien à corriger ou à modifier, et que mes observations consistent surtout à confirmer et appuyer vos propres remarques dont la pénétration et la pertinence me paraissent, en bien des points, remarquables. Vous me permettrez de vous dire à ce sujet, - votre modestie dût-elle en souffrir - que je suis étonné de voir combien, en si peu de temps vous êtes parvenu à aller aussi bien au coeur des problèmes, avec une lucidité et une honnêteté que j'aimerais trouver pareillement chez beaucoup de nos partenaires locaux ardéchois....
Je vous remercie en tout cas d'avoir si bien compris et transcrit ce qui fit l'originalité - et peut-être l'intérêt - de l'action conduite en Ardèche par le CEFRA.

Si, en Juin prochain, le projet de voyage de Josie LAPLANTE et de Michel SAINT PIERRE aboutit, nous aurons le plaisir, bien entendu à pour avec eux, à Lyon et/ou sur le terrain les discussions engagées ici vous sur la formation des publics ruraux.

L'évaluation des résultats de l'action conduite en Ardèche, que Monsieur BOUTIN avait demandée à Economie et Humanisme vient finalement d'aboutir à la production d'un Rapport intéressant à plus d'un titre, et dont la lecture laisse à penser que nos propres évaluations antérieures avaient été correctes. Je ne suis malheureusement pas autorisé à diffuser ce document, mais nul doute que Monsieur BOUTIN, ou Economie et Humanisme (14 rue Antoine Dumont, 69008 LYON) acceptent de vous en envoyer un exemplaire si vous le leur demandez personnellement. Dans le cas contraire, je vous en enverrais une photocopie, car j'aimerais que vous puissiez en prendre connaissance.

OBSERVATIONS - REMARQUES CONCERNANT LE RAPPORT DE MISSION DE GILLES ROY
(décembre 8[illegible])

Page VI

ACFERD. Association pour la Coordination des Formations en Espace Rural Dévitalisé

Page 2

Dernier paragraphe. Je ne crois pas, personnellement que l'expression "modèle de développement alternatif" soit une bonne formule. Il ne s'agit pas en effet de substituer un "modèle" à un autre, valable partout et pour tous les cas de figure. Développement local et modèle de développement sont des expressions contradictoires. La recherche d'alternatives au modèle conduit à l'élaboration de stratégies de développement différenciées selon les lieux, mais pas à la définition d'un nouveau prétendu "modèle".

Ecrire donc "stratégies alternatives de développement" ou "stratégies pour un développement alternatif".

Page 8

Même remarque (milieu de page: "Modèle de développement alternatif".

Page 19

Deuxième paragraphe. Je propose quelques observations complémentaires: "La rive du Rhône, zone de passage, et quelques bassins intérieurs, irrigués ou non, d'extension limitée, comportent une agriculture spécialisée (fruits, vigne) riche et bien intégrée à l'économie de marché, quoique exposée à court et à moyen terme à la concurrence des autres pays méditarranéens de la Communauté européenne. (Italie, Grèce, et demain Espagne et Portugal). L'essentiel de l'espace ardéchois reste voué à une activité agro-pastorale qui n'a pas réussi jusqu'ici son intégration à l'économie de marché, non plus qu'aux politiques préconisées en France, dans cette perspective, par les milieux professionnels et par le gouvernement.

Page 20

Premier paragraphe. Je propose: "le tourisme a pu, un moment, être considéré comme l'unique remède au dépérissement démographique et économique de l'Ardèche. Il eut, il y a quelques années, ses ardents propagandistes et (il s'est fortement développé... etc...)

5e paragraphe. Je propose: quel avenir est réservé au tourisme, et plus généralement à l'activité économique de l'Ardèche? C'est la question que certains ardéchois commencent à se poser, conscients que l'activité touristique seule, avec ses retombées incertaines, trop locali-

sées géographiquement, et bien trop saisonnières, ne saurait dispenser ce département d'une réflexion plus globale sur son devenir économique.

Page 22

2e paragraphe: le redéploiement économique de l'Ardèche (et l'expérimentation du rôle que pourrait avoir la formation pour le favoriser, le préparer, ou l'accompagner, constituent à ce titre un défi impressionnant.)

-Note infra-paginale. Le titre du livre de M.Boutin est: "L'éducation malade de la formation professionnelle" (supprimer: "Continue")

Page 25

1er paragraphe. Peut être faudrait-il, dès lors que vous faites une citation, et la portez entre guillemets, indiquer qui a dit cela.

Dernier paragraphe. Le sigle ACFERD signifie: Association pour la Coordination des Formations en Espace Rural Dévitalisé".

Page 26

1er et 2e paragraphe. Je serais plus explicite, et proposerais ceci: un niveau de concertation privilégié par le CEFRA considéré par lui comme prioritaire, et supposé devoir tenir dans les actions futures un rôle déterminant, ce fut celui de la base: individus, groupes locaux, associations. Sans négliger pour autant l'offre de concertation avec les instances représentatives de niveau intermédiaire (chambres consulaires, administrations départementales), le CEFRA tenta d'innover et de préparer l'avenir en donnant droit à la parole et accès à la concertation aux acteurs de terrain, individus ou associations dont la "représentativité" pouvait être contestée, ou qui n'avaient pas de "représentativité" officielle à faire valoir.

Cette mobilisation de nouveaux partenaires, différents des usagers ou promoteurs habituels de la formation, rencontra tout de même quelques difficultés, compte tenu du fait que la population n'avait jusqu'alors été habituée qu'à compter avec les responsables professionnels ou avec ses chambres consulaires. Le CEFRA dut, pour ouvrir la gamme des usagers de la formation, pour élargir le clavier des thèmes traités, et pour diversifier les formateurs, engager sur le terrain un travail inlassable et opiniâtre de sensibilisation, d'explications, et de stimulation.

L'accent fut mis d'abord (la 1° et une partie de la 2e année) sur le nécessaire préalable de la reconstitution du tissu social et économique, sur la consolidation des activités existantes, (sur la réhabilitation...etc...)

J'avais personnellement mis beaucoup d'espoir dans le projet ACFERD (Association pour la Coordination des Formations en Espace Rural Dévitalisé) qui se mettait en place au moment de votre passage à Lyon, et qui visait à expérimenter les possibilités d'extension du Programme Ardèche aux trois grandes Régions du Sud-Est français (Provence-Languedoc-Rhône-Alpes). Mais les Organisations professionnelles du milieu rural (Chambres d'Agriculture, Chambres des Métiers, Commerce-Industrie), effrayées aprés l'expérience ardéchoise des risques de débordement de leurs propres sphères de pouvoir, et jalouses de leurs prérogatives (sinon de leurs monopoles) ont manoeuvré avec une telle opiniatreté que les problèmes politico-administratifs ont pris le pas sur les objectifs concrets de formation, et que la mise en place du dispositif porteur du Programme a mobilisé plus d'énergie, de temps, et de moyens, que le lancement des opérations de formation elles-mêmes. Je me suis finalement retiré de cette affaire. mais je souhaiterais avoir le temps d'en tirer, par écrit, les enseignements amers.

Un élément de consolation demeure, cependant, dans l'ordre des prises de conscience que l'opération ardéchoise a aidé à réaliser au niveau des instances régionales, nationales et européennes, pour ce qui est des finalités nouvelles à assigner aux actions de formation en zone rurale. Il est en effet admis, de plus en plus volontiers, au niveau de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) et à celui du groupe FSE animé par S. GAUDENZI à Bruxelles, et Elisabeth DELAPLACE à Paris, que les fonds de formation professionnelle sont désormais aussi utilement employés - et produisent des effets aussi intéressants sur l'emploi - quand ils visent à préparer et accompagner le développement territorial de zones sensibles que lorsqu'ils prétendent garantir la sauvegarde et conversion d'emplois "sectoriels", c'est à dire par branches d'activité données. On va passer progressivement, je pense, d'actions de formation strictement professionnelle à des programmes de formation en vue du développement de zones territoriales en situation socio-économique dégradée.
Mais là encore la mise en place des dispositifs porteurs et les problèmes de caractère administratif ou institutionnel s'avèrent délicats et longs à résoudre au niveau parisien. L'élection présidentielle dilate encore les délais. Mais j'ai bon espoir, et je vous tiendrai au courant de l'évolution des choses.

En tout cas je suis personnellement décidé à pousser plus avant l'exploitation théorique de ce que l'expérience ardéchoise a révélé quant au rôle possible de la formation dans le développement local et/ou régional. Le thème, vous le savez, m'intéresse au plus haut point, et j'aurais grand plaisir à participer au Colloque régional que vous organisez en Octobre sur ce sujet si, comme vous l'envisagez, vous m'y invitez. En cette occasion, d'ailleurs, il me semblerait intéressant de chercher à poser en termes nouveaux la notion même de "développement" quand il s'applique à une unité territoriale donnée, car les faits et les idées se modifient vite, avec la crise, en ce qui concerne les "modèles" jusqu'ici proposés - et leurs alternatives possibles -. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre papier sur ce sujet, et je souhaiterais que l'occasion nous soit donnée d'en reparler. Peut-être au moment du Colloque ?

A très bientôt, donc, Cher Ami, des nouvelles de vous et de vos projets. Persuadé que nous avons à avancer, ensemble, sur un terrain théorique et pratique où déjà se manifestent entre nous tant de convergences, je vous redis le plaisir que j'ai eu à vous connaître, et l'espoir que nous nous rencontrions à nouveau sous peu.

Merci donc, et cordialement à vous,

M. [illegible]VESDE

Page 28

1er paragraphe. Indiquer peut-être l'origine de la citation.

4e paragraphe, 4e et 5e ligne. Ajouter: petites activités d'appoint pratique d'activités secondaires.

Page 29

2e paragraphe. Quatre associations d'Accueil d'enfants et (au lieu de "quelques foyers de ski de fond ") 17 Foyers de ski de fond dans la montagne ardéchoise et sur le Haut Plateau.